

L'ENTREVUE DU LUNDI



CLAUDE BLANCHET

Le capitaliste de la FTQ

Une sorte de saint parmi les vilains, d'enfant de coeur en «suit» d'homme d'affaires. Et avec ses manières de Lancelot du Lac purifié, Claude good guy Blanchet serait capable de tout réussir. C'est d'ailleurs ce qu'il a fait.

Page 11

Un mathématicien met au point une nouvelle façon d'évaluer les cégeps

Son palmarès tient compte des progrès réalisés par les étudiants

Isabelle Paré

UN MATHÉMATICIEN de l'Université de Montréal a mis au point une nouvelle façon d'évaluer la performance des collèges qui aboutit à un tout autre portrait que le palmarès annuel - et souvent contesté - publié par le magazine *L'actualité*.

Le secret, selon le professeur Paul Bernard, spécialiste en méthodologie à l'Université de Montréal, c'est de tenir compte de l'amélioration des étudiants pendant leur passage au cégep, et pas seulement - comme le fait *L'actualité* - de leurs résultats finaux.

Ce palmarès remanié à la lumière de l'indice de travail pédagogique de chacun des 21 cégeps de la région de Montréal fait, notamment, grimper le cégep Rosemont du 18e rang (*L'actualité* 92) au 4e rang en sciences humaines, et déclasser certains collèges privés de plusieurs rangs en sciences naturelles.

«Grâce à ce calcul, on réalise que certains collèges qui ont des étudiants forts les font peu progresser, alors que d'autres, aux prises avec des clientèles faibles, réussissent à bien les préparer à l'université», soutient le professeur Bernard, dont l'étude sera présentée à la commission parlementaire sur les cégeps

au cours des prochaines semaines.

Le spécialiste a tenté, à partir des mêmes données brutes utilisées par *L'actualité* pour établir son palmarès, de calculer la «plus-value» apportée par chacun des collèges à leurs étudiants. Selon le professeur Bernard, l'exercice effectué par le magazine reflétait davantage la qualité des étudiants de chacun des cégeps que la valeur du travail pédagogique accompli par ces institutions.

«Ce modèle (*L'actualité*) a pour défaut d'attribuer un mérite au collège à cause de la réussite de ces étudiants au secondaire. J'ai plutôt tenté de mesurer le progrès que ceux-ci font faire à leurs étudiants compte tenu de leur situation au sortir du secondaire», explique M. Bernard.

Ce remaniement des données attribuées à chaque collège mène à des résultats sensiblement différents dans certains cas (voir tableaux).

À la lumière de ce palmarès lié à l'«indice de travail pédagogique», aucun des 21 collèges de la région de Montréal ne conserve le même rang, dans le cas du programme de sciences naturelles. Cinq collèges améliorent leur classement de plus de trois rangs, et six sont rétrogradés de plus de trois rangs.

Voir page 4 : Cégeps

- 1200 Serbes et Croates quittent Sarajevo page 9
- Urgences Santé: les techniciens ambulanciers pourraient augmenter leurs moyens de pression page 3
- Labatt a réussi sa percée en Angleterre page 7
- Des petits gestes pour conserver l'eau page 2

La situation économique annonce un début de session orageux à Ottawa

Maurice Girard

de la Presse Canadienne

OTTAWA — Le gouvernement et l'Opposition aux Communes pensent d'un commun accord que les quatre prochaines semaines de session du Parlement doivent porter sur une seule et unique priorité, l'économie, mais ils ne s'entendent pas sur les moyens à prendre pour favoriser la relance.

Les libéraux de Jean Chrétien souhaitent le dépôt d'un mini-budget et les néo-démocrates d'Audrey

McLaughlin l'abandon du libre-échange avec le Mexique et les États-Unis, mais tout ce que le gouvernement conservateur du premier ministre Brian Mulroney est prêt à leur concéder, c'est possiblement «une déclaration économique».

«Je n'appellerais pas cela un mini-budget. Mais, parce que les prémisses contenues au dernier budget ne se sont pas révélées véridiques, nous serons peut-être appelés à faire des rajustements. La décision reste à prendre», a déclaré en fin de semaine à la Presse Canadienne le leader du gouvernement

aux Communes, M. Harvey Andre.

La session du Parlement qui reprend ce matin risque donc d'être orageuse si on se fie au ton des leaders parlementaires. Un remaniement ministériel reste toujours possible dans la foulée du rejet de l'entente de Charlottetown au référendum du 26 octobre. Le ministre responsable des affaires constitutionnelles, M. Joe Clark, pourrait notamment être appelé à occuper de nouvelles fonctions s'il ne décide pas de mettre purement et simplement un terme à sa carrière politique.

Voir page 4: Ottawa

AH, LA BELLE NEIGE!



Plusieurs centimètres de neige sont tombés hier matin sur Montréal, garnissant de blanc les arbres, les corniches des maisons... et toute la montagne. Les enfants en ont profité pour faire leurs premiers jeux d'hiver. Mais, en fin de journée, le plus gros de cette belle bordée avait déjà en bonne partie disparu. Ce n'est que partie remise, comme chacun sait...

PHOTO JACQUES NADEAU

Personne ne condamne Michel Tremblay

Stéphane Baillargeon

La nouvelle de la vente des archives littéraires de Michel Tremblay à la Bibliothèque Nationale du Canada (BNC) pour plus de 300 000\$ a été reçue avec un certain malaise hier, à la quatrième journée du Salon du livre de Montréal, par ailleurs, de loin la meilleure qu'ait connue l'événement, en terme d'achalandage depuis son inauguration jeudi dernier.

Du côté de ces lecteurs venus en très grand nombre, il ne s'est trouvé personne pour condamner fermement la décision du plus célèbre auteur dramatique du Québec. Mais personne n'a vu là non plus une histoire anodine et sans conséquence.

Sauf peut-être Michel Tremblay lui-même, qui tentait de minimiser l'importance de son geste. «Tout le monde connaît l'existence de ce fonds depuis six ans, a-t-il dit. Les chercheurs viennent de partout dans le monde pour le consulter. C'est du memering de journalistes. Faut avoir vraiment rien à publier pour s'intéresser à ça.»

Michel Tremblay a vendu presque tous ses manuscrits à Ottawa depuis le milieu des années 1980. Les derniers papiers ont été versés au Fonds il y a deux ans, année où Tremblay refusait l'Ordre du Canada. «Pour ça, la raison était évidente, c'était six semaines avant l'échéance du lac Meech, dit-il. On voulait me mouiller dans les affaires constitutionnelles.»

Pour lui, finalement, le seul vrai problème, c'est que la Bibliothèque nationale du Québec l'ait tout bonnement envoyé promener quand il leur a offert les manuscrits. «Quand la bibliothèque de ton pays refuse tes papiers, tu peux très bien les remettre à ceux qui s'y intéressent.»

Pour justifier la somme tout de même rondelette payée pour les documents, Tremblay signale qu'il y avait là des caisses et des caisses de papiers, des milliers de pages noircies de sa main, différentes versions des manuscrits, des lettres person-

Voir page 4 : Tremblay

Pas de «coup de coeur» et c'est dommage

Marie-Michèle Cron

FAUTE de place, il n'y a pas de «Coup de coeur» cette année à l'ELAAC, ce petit événement inclus dans les foires précédentes et qui nous informait des nouvelles pratiques artistiques de l'heure, tout en suivant les sélections d'un conservateur éclairé.

C'est dommage et je regrette un peu cette coupure, cette brèche qui, en diagonale, venait croiser d'autres sensibilités représentées par les galeries. Mais que cela ne nous empêche pas de prélever dans cette masse d'informations qui nous est donnée, quelques oeuvres qui se voient comme autant de jalons significatifs.

Ainsi, si certaines galeries favorisent encore l'accumulation qui entraîne la contamination des pièces entre elles, bien d'autres (la majorité) préfèrent en mettre moins sur les murs qui leur sont alloués et rendent mieux compte ainsi de diverses démarches proposées ici et essentiellement axées sur la peinture et la sculpture. Daniel Villeneuve qui expose à la galerie Madeleine Lacerte surprend: son travail a radicalement changé, l'abstraction géométrique et les couleurs pri-

Voir page 4 : ELAAC

contemporain
entrée libre à l'art

Ça y est! Le Devoir a pendu la crémaillère

La présente édition a été produite rue de Bleury, avec un tout nouveau système de production

Paul Cauchon

LE DEVOIR est publié aujourd'hui à partir de ses nouveaux bureaux du 2050 rue de Bleury dans le centre-ville de Montréal et il est produit sur un tout nouveau système informatique.

Cette opération exceptionnelle - déménagement et informatisation - s'est déroulée très rapidement: environ trois mois pour trouver un nouveau lieu, définir de nouveaux be-

soins et aménager les locaux, trouver et installer un nouveau système informatique, assurer la formation technique du personnel...

Le déménagement en tant que tel a été réalisé dans la nuit de vendredi à samedi alors que dans l'ancienne salle de rédaction de la rue du Saint-Sacrement, où LE DEVOIR était produit depuis vingt ans, une poignée de journalistes terminait pour la dernière fois l'édition du samedi.

Il ne s'agit pourtant que d'une

étape dans un grand plan de relance du DEVOIR. «Nous voulions introduire la nouvelle technologie cet automne et nous prévoyons proposer au public une nouvelle maquette du journal en janvier», explique la directrice du DEVOIR, Lise Bissonnette.

Quittant le Vieux-Montréal, où il a logé en quatre lieux différents, pendant 80 ans, LE DEVOIR occupe maintenant le 9e étage de l'immeuble Caron, coin de Bleury et Président-Kennedy: environ 22 500

pièdes carrés qui ont été aménagés par une équipe de designers pour loger tous les services du DEVOIR au même étage, alors qu'auparavant ils étaient dispersés dans les quatre étages du petit immeuble de la rue du Saint-Sacrement.

«Je crois qu'on pourra ainsi créer une meilleure symbiose entre les différents secteurs du journal», ajoute Mme Bissonnette.

Les changements d'adresse entraînent toujours de grands ménages mais dans le cas du DEVOIR

l'exercice fut spectaculaire: non seulement avons-nous laissé nos chaises et beaucoup de vieux dossiers dans notre ancien immeuble, mais également le système informatique au complet!

Car LE DEVOIR en a profité pour se doter d'un système Macintosh tout en s'assurant que les pupitres puissent maintenant effectuer la mise en page directement à l'écran. Le lecteur fidèle du DEVOIR a peut-être remarqué des va-

Voir page 4 : Le Devoir

CAHIER
SPÉCIAL

ÉDUCATION DES ADULTES

RÉSERVATIONS PUBLICITAIRES

(514) 842-9645

Date de tombée: le 20 novembre 1992

PARUTION
le 5 décembre
DANS
LE DEVOIR

LES ADULTES SUR LES BANCS D'ÉCOLE

• Qui sont les adultes qui retournent à l'école? • Quelles sont les conditions d'admissibilité des adultes? • À quel âge est-on adulte dans le monde scolaire? • Que vaut le diplôme secondaire obtenu par les adultes? • Les adultes qui décrochent. Pourquoi? • Quelles sont les performances des adultes recyclés au Québec? • L'alphabétisation: succès ou échec? • Comment finance-t-on l'éducation des adultes et pourquoi le ministère a-t-il réduit ses budgets?

Voilà quelques-unes des questions auxquelles le cahier spécial du DEVOIR du samedi 5 décembre tentera de répondre à une époque où, pour beaucoup d'adultes, l'éducation devient une affaire de survie.

Règlement de compte: la SQ arrête quatre suspects

Danny Vear

La Sûreté du Québec a arrêté quatre suspects dans l'histoire du règlement de compte de Brossard.

Les suspects, quatre hommes âgés de 32, 35, 43 et 48 ans, devraient comparaître ce matin au Palais de justice de Longueuil, a affirmé un porte-parole de la SQ. Deux d'entre eux devraient répondre à des accusations de meurtre. Les deux autres seraient accusés de possession d'armes.

C'est au cours de la nuit de samedi à dimanche que la SQ a arrêté ces suspects relativement au quadruple meurtre du Hameau des berges, condominium situé sur la rue Saint-Laurent, à Brossard.

Lundi dernier, quatre personnes y ont été abattues de plusieurs balles à la tête. Parmi elles, Denis Lemieux, 49 ans, était un trafiquant de drogues notoire. François Leblanc, 31 ans, Catherine Morin, 30 ans, et Nathalie Beauregard, 23 ans, sont les autres victimes de cette tuerie.

La SQ a refusé hier d'expliquer les circonstances de l'arrestation des présumés meurtriers. Depuis vendredi, les policiers de la SQ sont venus en aide aux policiers du service municipal de Brossard qui

n'avaient pas réussi jusque-là à éclaircir ce règlement de compte.

Au cours de la fin de semaine, une série de perquisitions ont eu lieu: trois fusils mitrailleurs, des silencieux, deux armes de poing et des munitions ont été saisis. Des expertises balistiques seront effectuées sur les armes dans le but de déterminer si celles-ci ont servi à la tuerie.

Cette histoire serait reliée au monde de la drogue.

En 1986, la Gendarmerie royale du Canada avait arrêté Denis Lemieux. Au terme d'une longue lutte judiciaire, il avait été condamné à 14 ans de prison. Gros trafiquant, M. Lemieux importait jusqu'à 50 kilos de cocaïne annuellement au début des années 80. Toutefois, dès la fin de 1984, la GRC devait procéder à une saisie de quelque dix kilos de cocaïne à l'aéroport de Mirabel. En juillet 1985, la GRC l'avait surpris la main dans le sac à compléter une autre transaction de cocaïne.

En novembre 1990, M. Lemieux était libéré. Vite, il a repris ses activités illicites, lesquelles devaient connaître une fin abrupte lundi dernier.

L'enquête dans l'affaire de Brossard se poursuit, a tenu à rappeler Gérard Carrier, porte-parole de la SQ.

Pour conserver l'eau, ce sont les petits gestes qui comptent

Marie Tison

de la Presse Canadienne

WASHINGTON — Ce ne sont pas des mégaprojets comme Grand Canal qui vont régler le problème de la pénurie d'eau.

Il faut plutôt regarder du côté des petits projets, de la conservation et même du contrôle de la croissance de la population.

C'est ce qu'indique la vice-présidente à la recherche du Worldwatch Institute, Mme Sandra Postel, dans une étude sur la rareté de l'eau parue en fin de semaine.

Le Worldwatch Institute est un organisme de recherche basé à Washington qui se spécialise dans les questions environnementales.

Mme Postel a affirmé en entrevue que même si on ne parlait plus autant de Grand Canal, ce mégaprojet n'était pas tout à fait mort.

Le projet Grand Canal (pour Great Recycling And Northern Development) vise à construire des digues à l'entrée de la Baie James pour en faire un réservoir d'eau douce. Cette eau serait pompée vers les Grands Lacs, puis canalisée en direction de l'Ouest américain, une région qui connaît une pénurie d'eau.

C'est au cours des années 30 que

l'ingénieur montréalais Thomas Kierans, qui réside maintenant à Terre-Neuve a conçu ce projet.

Dans son livre *L'Énergie du Nord*, paru après son retour à la tête du Parti libéral, M. Robert Bourassa se montre très favorable à cette idée, «une solution qui semble particulièrement intelligente». Il écrit que «les revenus tirés des exportations d'eau douce pourraient avoir un effet inestimable sur la progression du produit intérieur brut du Québec et du reste du Canada».

Toujours vivant

Mme Postel a affirmé que l'appui de M. Bourassa au projet, sa présence actuellement au gouvernement québécois et certaines mentions ici et là lui laissaient croire que le projet était encore vivant, tout au moins encore sur la planche à dessin. «Ils continuent à faire des études sur les impacts environnementaux», a-t-elle affirmé.

Cependant, dans son étude, intitulée *Last Oasis (La dernière oasis)*, Mme Postel soutient que les projets comme Grand Canal ne peuvent être viables économiquement sans importantes subventions gouvernementales.

«Le jour où les fermiers et les autres bénéficiaires pourront se payer l'eau dispendieuse générée par ces projets et faire des profits est très loin, et pourrait bien ne jamais arriver», écrit-elle.

Elle a ajouté en entrevue que le gouvernement des tats-Unis était justement à essayer de mettre fin à ses subventions aux grands projets hydrologiques, et que le gouvernement canadien semblait suivre la même voie.

Dans *L'Énergie du Nord*, M. Bourassa affirme que les technologies et le savoir-faire acquis par l'Amérique du Nord en hydrologie pourraient être mis au service des régions du monde où l'eau fait le plus cruellement défaut.

Mme Postel a cependant soutenu que la plupart du temps, de petits projets et des mesures de conservation étaient plus rentables économiquement, et environnementalement, que des mégaprojets.

En général, la conservation et les petits projets créent plus d'emplois, a-t-elle ajouté.

«Installer des toilettes qui utilisent moins d'eau, renforcer les canaux d'irrigation et recycler l'eau des usines n'a pas le fla-fla et l'attrait politique de la construction d'un énorme barrage», écrit-elle.

GATT: Européens et Américains se rencontrent à nouveau

WASHINGTON (Reuter) — Américains et Européens se retrouvent à partir d'aujourd'hui à Washington pour tenter d'éviter une guerre commerciale transatlantique et de sauver les négociations sur la libéralisation du commerce mondial.

De précédentes tentatives de débloquent les pourparlers sur le dossier agricole ont échoué. Mais cette fois-ci, les États-Unis brandissent une menace très concrète: l'imposition le 5 décembre de droits de douanes supplémentaires sur des produits de la Communauté européenne, dont les vins blancs français, d'une valeur de 300 millions de dollars, si certaines subventions agricoles ne sont pas supprimées.

«Je pense que nous parviendrons à un accord politique avant la fin de l'année», a déclaré la semaine dernière le commissaire européen aux Relations extérieures, Frans Andriessen.

Arthur Dunkel, directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui supervise les discussions entre 108 pays, a dit avoir bon espoir qu'un accord sera signé.

«La Communauté semble tout à fait prête à essayer de conclure un accord sur ces difficiles problèmes», a-t-il dit dans une interview à la radio américaine avant de partir pour Washington.

Il doit y rencontrer Carla Hills, représentante spéciale des États-Unis pour le commerce, aujourd'hui et peut-être demain.

200 milliards de dollars

En compagnie de Ray MacSharry, commissaire européen à l'Agriculture, Frans Andriessen discutera mercredi et jeudi avec Carla Hills et le secrétaire américain à l'Agriculture, Edward Madigan.

«Certains indices incitent à l'optimisme», a déclaré un expert qui suit de près les négociations depuis six ans.

Selon des spécialistes, la fin du différend agricole et la conclusion d'un accord global pourraient stimuler le commerce mondial et générer 200 milliards de dollars d'échanges supplémentaires par an.

Arthur Dunkel, qui tentera de jouer les médiateurs entre la CEE et les États-Unis, a demandé il y a quelques jours aux responsables de la Commission européenne à Bruxelles de s'entendre sur les subventions agricoles ainsi que sur un accord général avec Washington.

En dehors du dossier agricole, les négociations du GATT visent notamment à abaisser les droits de douanes sur les produits manufacturés, à renforcer la protection des licences et droits d'auteurs, à supprimer les quotas d'importation de textiles et les barrières commerciales aux services (banques, assurances, etc.).

A Londres, le bureau du premier ministre a déclaré hier que John Major n'avait pas l'intention d'avancer une visite prévue à Washington dans le courant du mois de décembre.

Le *Sunday Times* avait rapporté que John Major comptait se rendre aux États-Unis avant la date limite du 5 décembre pour aider à la recherche d'un compromis.

Mais un porte-parole du 10, Downing Street a expliqué que son emploi du temps ne lui permettait pas d'avancer sa visite.

Gais et lesbiennes: appel à la tolérance

MONTREAL (PC) — Le premier Colloque québécois d'études lesbiennes et gais s'est terminé hier, à Montréal, sur fond d'appel à la tolérance non seulement aux hétérosexuels, mais aussi aux gais et lesbiennes eux-mêmes.

Traditionnellement, au Québec du moins, ces deux communautés très différentes ont eu du mal à cohabiter au sein de mêmes organismes, à militer dans les mêmes luttes sociales et à partager les acquis sans se déchirer mutuellement.

Le colloque de ce week-end, intitulé «La ville en rose - Lesbiennes et gais à Montréal: histoires, cultures, sociétés», a été organisé par des représentants des deux communautés, et la plupart des interventions de la plénière, hier midi, tendaient à souligner la qualité des ateliers, qui auront attiré en tout près de 700 personnes en trois jours, selon les organisateurs.

Hier, une cinquantaine de participants se sont demandé quelle forme pourrait prendre une chaire d'études gais et lesbiennes dans des universités québécoises.

Pour certains, il est essentiel que cette chaire d'études voie le jour pour rassembler les chercheurs et étoffer le corpus.

Pour les autres, il vaut mieux «infiltrer» les départements traditionnels - sociologie, anthropologie, psychologie - pour amener ponctuellement une vision gaie et lesbienne dans les travaux de recherche.



Les commissaires de la CIDEM

«Nous sommes des alliés.»

Montréal est un milieu énergisant, à l'image de ses entreprises. Pour répondre à leur capacité et à leur volonté d'innover, Montréal met à leur service de véritables alliés: les commissaires de la CIDEM, la Commission d'initiative et de développement économiques de Montréal. Ces commissaires sont des alliés économiques engagés dans la recherche de solutions concrètes, pour vous et votre entreprise. Vous avez un projet de développement, une occasion d'affaires? Votre première démarche, c'est de communiquer avec eux: ils sauront vous épauler.

À Montréal, les commissaires de la CIDEM, ça fait partie de votre actif.

Pour toute demande de services à caractère économique, téléphonez à l'un des bureaux suivants:
CIDEM - Centre-ville: 872-2773, téléc.: 872-8520
CIDEM - Sud-Ouest: 872-2836, téléc.: 872-9911
CIDEM - Nord: 872-8535, téléc.: 872-9222
CIDEM - Est: 872-2834, téléc.: 872-9909



Ville de Montréal

La démission du ministre Peter North

Le gouvernement Rae plongé dans l'embarras

Suzanne Dansereau
de la Presse Canadienne

TORONTO (PC) — Le scandale sexuel qui vient d'éclater au sujet de l'ex-ministre ontarien du Tourisme Peter North est une affaire embarrassante pour le gouvernement néo-démocrate de Bob Rae, qui a toujours soigné son image pro-féministe et son attitude de «rectitude politique».

Mais la démission obligatoire et inconditionnelle du ministre prouve bien que ce gouvernement ne tolérera aucun écart de conduite en cette matière, soutient-on au bureau du premier ministre.

Peter North, âgé de 32 ans, ministre du Tourisme depuis 1990, a démissionné de son poste vendredi, après une deuxième allégation de «mauvaise conduite sexuelle».

Le bureau du premier ministre a reçu une lettre d'une barmaid de Toronto alléguant que M. North lui avait offert un emploi de 45 000 \$ après avoir eu des relations sexuelles avec lui. Il aurait retiré son offre après avoir appris que la barmaid était liée au Parti conservateur de l'Ontario.

La lettre, adressée à Bob Rae, a été publiée à la une du *Toronto Star*.

«Je suis honteuse. J'ai couché avec lui à plusieurs reprises dans son appartement de Toronto — un appartement payé avec l'argent des contribuables», écrit la dame qui a requis l'anonymat.

«Je ne peux vous dire à quel point j'ai honte d'avoir été associée avec Peter North. Cet homme est un déshonneur pour le gouvernement, pour sa femme et ses enfants».

La barmaid soutient également dans cette lettre qu'elle a mis un terme à sa relation avec M. North lorsque celui-ci lui a fait des «demandes sexuelles déraisonnables».

Au *Toronto Star*, elle a expliqué que le ministre refusait de porter un condom pendant l'acte sexuel.

«Il a continué de me pourchasser au téléphone pendant plusieurs semaines, souvent en état d'ébriété,

m'implorant de lui rendre visite ou de l'accompagner dans sa tournée des bars», lit-on dans la lettre.

A peine reçue au bureau du premier ministre, la lettre a été transmise à la police provinciale, qui fait enquête.

Poursuite

«On tente de voir si M. North a abusé de son pouvoir de ministre. Si un ministre offre du travail en échange de faveurs sexuelles, il y a matière à poursuite, c'est du chantage. Mais s'il couche avec une femme et ensuite lui trouve du travail, ça, ce n'est pas de nos oignons», a expliqué, hier, le sergent Bob Guay de la sûreté provinciale de l'Ontario (OPP).

C'est la deuxième fois que le ministre North fait l'objet d'une enquête. Et pour la même allégation: sexe et offre d'emploi. La première fois, la femme n'a pas porté plainte, et tout est resté à l'état de rumeur.

Marié et père de deux enfants, le ministre North est apparemment fort ébranlé par cette affaire. «J'en ai assez», a-t-il déclaré, vendredi, au journal de sa circonscription, le *St. Thomas Times Journal*.

Il devait passer la fin de semaine à l'abri des médias, seul avec son épouse Deneen. «Nous allons passer un petit peu de temps ensemble, elle et moi».

Mais cela n'a pas empêché le *Toronto Star* de publier, dans son édition du dimanche, les propos anonymes de fonctionnaires du minis-

tère du Tourisme disant que leur patron avait un problème: «Le pouvoir lui a monté à la tête».

Cinquième ministre

Ce scandale n'est pas le premier à ébranler le gouvernement Rae. C'est la deuxième fois qu'un ministre démissionne à cause d'allégations de nature sexuelle.

En février 1992, le ministre de l'Énergie Will Ferguson a démissionné après qu'une ex-pensionnaire de l'école Grandview eut allégué avoir eu des rapports avec lui, voilà près de 20 ans, alors qu'elle était mineure. L'affaire est encore sous enquête.

M. North est le cinquième ministre à devoir démissionner depuis l'élection du NPD en septembre 1990. Parmi les autres cas notoires, mentionnons celui de l'ex-ministre Peter Kormos, qui a dû quitter son poste après avoir posé comme pin up —habillé— pour le *Toronto Sun*.



Peter North



PHOTO ARCHIVES

Les techniciens ambulanciers d'Urgences Santé pourraient adopter de nouveaux moyens de pression.

Techniciens ambulanciers d'Urgences Santé Des moyens de pression plus radicaux envisagés

Danny Vear

En dépit de la menace de la direction d'Urgences Santé de recourir au Conseil des services essentiels, les techniciens ambulanciers de la région de Montréal pourraient décider aujourd'hui d'adopter de nouveaux moyens de pression administratifs au cours des prochains jours.

Réuni en assemblée spéciale, le Rassemblement des employés techniciens ambulanciers du Québec (RETAQ) pourrait notamment décider de créer un fonds spécial, à même les cotisations des membres, dans le but de payer un salaire à sept ambulanciers suspendus pour des périodes de quatre à huit semaines par la direction d'Urgences Santé.

La direction d'Urgences Santé prétend que les sept ambulanciers ont mis en danger la santé de la population en ne répondant pas avec célérité à des affectations en raison, prétend la direction, d'une directive syndicale. Selon cette directive, les techniciens ambulanciers devraient maintenant répondre de façon sélective à des affectations qui leur sont attribuées 15 minutes avant la fin de leur quart de travail.

Pour le président du RETAQ, Mario Cotton, ces suspensions disciplinaires sont totalement injustifiées. Elles ne concernent en rien le conflit actuel, dit-il. «Depuis un an, Urgences Santé a été incapable de mettre sur pied un système de gestion des appels efficace. Urgences Santé se sert de ses ambulanciers comme bouc émissaire pour masquer son incurie».

Moyens plus radicaux

Hier, Pierre Lamarche, président d'Urgences Santé, a réitéré sa menace de recourir au Conseil des services essentiels. «Si l'assemblée spéciale du RETAQ devait conduire à l'adoption de moyens de pression plus radicaux, on devra demander au Conseil des services essentiels d'intervenir dans le conflit pour que la santé et la sécurité de nos bénéficiaires soient assurées», a-t-il dit. Demain soir, Urgences Santé pourrait déposer une demande officielle auprès du Conseil.

Le président du RETAQ s'attend d'ailleurs à ce que son syndicat soit convoqué devant le Conseil des services essentiels cette semaine.

«Mais le Conseil ne pourra rien contre nous», explique le président du RETAQ. Selon M. Cotton, le

RETAQ utilise des moyens de pression qui n'ont aucun impact sur la prestation des services ambulanciers. «Le port du jeans et le fait de coller des autocollants, ce n'est pas bien dangereux».

M. Cotton n'a cependant pas une très bonne opinion du Conseil. «Le Conseil n'est pas un organisme honnête. Il sert de paravent. Il ne règle pas les conflits, il les étire», a dit M. Cotton.

Le syndicat aimerait amener le gouvernement, Urgences Santé et les 200 propriétaires privés d'ambulances du Québec à négocier une nouvelle convention collective. L'ancienne convention est échu depuis 14 mois.

Le RETAQ aimerait que soient améliorées les conditions de travail de tous les ambulanciers de la province, notamment les horaires de travail, l'équipement et la formation. Un seul hic, les ambulanciers d'Urgences Santé sont des employés de l'État. Et, comme 400 000 employés de l'État, ils sont soumis à la loi 37. Parmi ses syndiqués, le RETAQ n'a que 1200 employés non soumis à la loi 37. «La situation actuelle est un cul-de-sac», a déjà expliqué Pierre Lamarche, président d'Urgences Santé.

Les pollueurs peu inquiétés

OTTAWA (PC) — Malgré une application plus stricte des lois au ministère fédéral de l'Environnement au cours des dernières années, les pollueurs reçoivent encore beaucoup plus de lettres d'avertissement que de citations à comparaître.

Durant la dernière année fiscale, le ministère a entrepris un nombre record d'enquêtes (186) concernant de présumés pollueurs. Il y en avait eu 98 l'année précédente et 69 en 1989-90, indiquent les statistiques. Le ministère possède maintenant 70 inspecteurs, comparativement à 20 seulement en 1989.

Mais le gouvernement continue d'envoyer des avertissements dans la plupart des cas et les condamnations sont relativement rares.

Au cours de l'année fiscale 1991-

92, on a émis 97 avertissements et porté 19 accusations, mais il n'y a eu que quatre condamnations. En 1990-91, on a rapporté 10 condamnations et deux en 1989-90.

«Nous avons été critiqués pour avoir envoyé trop de lettres d'avertissement», a reconnu, au cours d'une interview, M. Paul Cuillerier, porte-parole du ministère.

Le ministère a adopté une politique que M. Cuillerier appelle la «mise en application stratégique», qui consiste à se concentrer sur un pollueur important au lieu de se disperser un peu partout à la fois.

Poursuites contre Tioxide

Les autorités ministérielles ont porté des accusations, le mois dernier, contre Tioxide Canada et cinq

de ses dirigeants pour avoir pollué le fleuve St-Laurent, à la hauteur de Tracy. Cet exemple témoigne de la nouvelle approche musclée adoptée par le ministère.

CLSC Rosemont: la tension demeure

Paul Cauchon

La tension demeure vive au CLSC Rosemont de Montréal alors que deux citoyens du quartier contestent l'élection d'un des membres du Conseil d'administration de l'établissement, Mme Gisèle Deslandes.

La Commission des affaires sociales entendra aujourd'hui cette requête.

L'élection de madame Deslandes, qui a eu lieu au printemps dernier en même temps que les nouvelles élections dans l'ensemble du réseau, est contestée parce que la Loi 120 prévoit qu'une personne qui oeuvre dans un organisme dispensant des services de santé et des services sociaux n'est pas éligible aux postes des conseils d'administration. Les protestataires font valoir que Mme Deslandes, dont l'appui au directeur général Michel Bourque est clair, est secrétaire dans une clinique médicale privée.

On sait que le CLSC Rosemont a fait la manchette parce que la direction de l'établissement voulait ouvrir une clinique médicale privée au

CLSC pour offrir les services médicaux courants avec et sans rendez-vous, après avoir cessé cet été d'offrir lui-même ces services. La semaine dernière le directeur général du CLSC avait fait adopter par son Conseil d'administration une résolution retirant le projet de créer dans les murs du CLSC une clinique privée, tout en admettant que la résolution n'empêcherait aucunement d'ouvrir une clinique privée la porte à côté. Le CLSC prévoit toujours confier ses services médicaux au secteur privé.

Mme Deslandes avait déclaré dans *Le Journal de Rosemont* du 3 novembre dernier que les opposants au projet du CLSC qui gravitaient autour du Comité de vie de quartier «voulait se faire du capital politique (pour) obtenir des subventions».

«Je vais leur tomber dans la face» lançait-elle au journaliste.

La Coalition contre les coupures de services médicaux au CLSC Rosemont, qui regroupe les infirmières, les médecins, le personnel CSN du CLSC ainsi que des groupes communautaires du quartier, pilote cette contestation.

Consultez notre programme ici et là au Salon, peut-être gagnerez-vous un des cinq bons d'achats de 100 \$

Lundi

ENFIN NOVEMBRE!

Place Alice-Parizeau

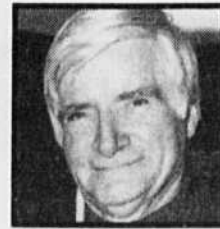
- | | |
|---------|---|
| 10 h 30 | Loisir Littéraire du Québec présente un atelier d'écriture animé par Madeleine Desjardins |
| 11 h 30 | Mondia présente les jeux Logix et Architex, animateur Robert Lyons |
| 12 h 30 | Publications Proteau présente un microdictionnaire |
| 13 h 30 | Communication-Jeunesse présente des livres québécois sous forme de jeu |
| 14 h 30 | Francine De Boeck, animation autour de l'illustration |
| 15 h 45 | Catherine Arnoult, lectrice |
| 16 h 00 | CONFIDENCES D'ÉCRIVAIN
Gilles Archambault s'entretient avec Daniel Sernine |
| 16 h 45 | Catherine Arnoult, lectrice |



Dinise Bombardier



Daniel Sernine



Gilles Archambault

Place Alcan / Hydro-Québec

- | | | | |
|---------|---|---------|--|
| 10 h 30 | Jeu Le français par coeur proposé par les Dictionnaires Robert | 13 h 40 | Charades, devinettes sur la littérature jeunesse, un jeu présenté par Québec/Amérique |
| 12 h 00 | COMME UN GRAND LIVRE OUVERT
QUE LISENT NOS VEDETTE?
Denise Bombardier reçoit Francine De Boeck, Dominique Demers, Raymond Plante et Daniel Sernine | 14 h 00 | ACCT présente Daniel N'Do Otsama, griot africain |
| | | 16 h 00 | Remise du Prix Alvine Belisle , pour la meilleure œuvre de littérature jeunesse au Canada |

Salon du livre de Montréal

12 au 17 novembre 1992

PLACE BONAVENTURE

Prix d'entrée (taxes incluses) Adultes: 5 \$ / Étudiants et aînés: 3 \$

le jeudi de 17 h à 22 h / le vendredi de 9 h à 22 h / le samedi de 11 h à 22 h
le dimanche de 11 h à 21 h / le lundi de 10 h à 21 h / le mardi de 10 h à 18 h



ROBIC

AGENTS DE BREVETS ET MARQUES
PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

55 St-Jacques, Montréal, Québec H2Y 3X2
Fax: (514) 845-7874 Tél: (514) 98-ROBIC

La maîtrise des intangibles

AUTO DIVORCE

(en collaboration avec une firme de notaires)

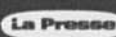
Divorce, séparation de corps, convention de rupture et garde d'enfants
À L'AMABLE

FAITES-LE VOUS-MÊME
À BON PRIX ET SANS DÉLAI

Tél.: 671-0804
1-800-667-0505



Communications Canada



Hydro-Québec

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Cégeps

En sciences humaines, seulement quatre collèges conservent le même classement au palmarès. Le calcul de l'indice de travail pédagogique fait grimper le cégep Rosemont du 18e rang (*L'actualité* 92) au 4e rang, alors que le collège Ahuntsic, classé 9e par la magazine, chute au 15e rang. Le collège Brébeuf conserve la première position, Maisonneuve perd un rang, alors que le collège André-Grasset en perd six et passe en 11e position.

Fait marquant, le cégep de Ahuntsic, classé au 16e rang en sciences naturelles, grimpe au septième rang. Le cégep Lionel-Groulx s'élève du 16e au 7e rang. En contrepartie, le collège Montmorency glisse du 8e au 14e rang. André-Grasset a aussi une moins bonne performance, compte tenu de la qualité des étudiants qu'il accueille. Résultat: le collège chute du 2e au 9e rang. Le cégep Bois-de-Boulogne détrône le collège Brébeuf de la première place, qui lui passe au 3e rang.

«Cela vient donc révéler une figure significativement différente de la qualité de la formation collégiale. L'indice met en perspective le véritable travail qu'accomplissent les enseignants et les institutions auprès de leurs clientèles forts diverses», diagnostique le professeur Bernard.

«En fait les données mêmes que fournit l'article de la revue permettent, si elles sont traitées correctement, d'esquisser un portrait beaucoup plus juste de la situation», estime ce dernier.

En fait, cet «indice de travail pédagogique» est calculé en divisant l'écart à la moyenne de la cote Z obtenue par chaque collège par la moyenne au secondaire de ses étudiants. Selon le professeur Bernard, cela permet de calculer quelle augmentation de moyenne est obtenue à l'université en fonction de chaque point de plus à la moyenne du secondaire.

Toutefois, affirme M. Bernard, la méthode appliquée ne permet pas de calculer le progrès réalisé de façon spécifique pour chaque type d'étudiant, fort ou faible. Il ne permet pas non plus de savoir quelle est la performance des étudiants une fois rendus à l'université.

«Cet indice ne calcule que l'apport de ceux qui se rendent jusqu'à l'université. Il manque encore de données pour pouvoir faire un calcul assez détaillé qui servirait vraiment d'outil aux cégeps pour pouvoir améliorer leur travail», estime M. Bernard.

Par ailleurs, l'indicateur sur la réussite au collégial demeure pour l'instant un bien piètre instrument de mesure, ajoute le professeur. Cet indice révèle le pourcentage des étudiants qui ont réussi les 3/4 de leurs cours au premier trimestre.

A son avis, les examens n'étant pas uniformisés au cégep, cet indice de «réussite» du collégial est trop approximatif pour pouvoir servir de base solide à des comparaisons.

◆ Le Devoir

riations dans la mise en page du journal depuis quelques semaines: en octobre on commençait à monter sur le nouveau système la «une» du cahier culturel du samedi, puis graduellement la section internationale, la page sportive, la page «Idées et événements», pour passer au journal complet aujourd'hui.

Auparavant différentes équipes avaient procédé à la fabrication de deux numéros zéro lors des deux samedis précédents.

Tout le monde travaille d'arrache-pied à régler les inévitables problèmes techniques causés par un

tel changement mais les artisans du DEVOIR espèrent que leurs lecteurs seront tolérants si des fautes se glissent dans les pages du journal pendant les prochains jours.

Vendredi dernier le personnel de Transport Raymond Lacombe commençait en début d'après-midi à emballer et déménager les différents services, en terminant en soirée par la salle de rédaction qui était en opération dès samedi midi. Une équipe de 25 déménageurs a travaillé toute la nuit avec 5 camions afin de transporter entre 2300 et 2500 caisses, dont au moins 1600 pour le seul centre de documentation.

Le responsable du centre, Gilles Paré, a d'ailleurs réalisé des pressions pour garantir un accès en tout temps aux documents et à la photothèque.

«Disons que pour les prochains jours il serait préférable de ne pas avoir à fouiller dans les dossiers des Olympiques de 1976...», prend-il tout de même la peine de signaler.

Linda Thériault, adjointe du directeur administratif, a été la grande responsable de la coordination technique de l'opération. Enceinte pour la première fois, elle apprenait à bien gérer son stress... «Pris séparément chaque élément n'est pas si compliqué que ça à régler, dit-elle. Mais le problème c'était de tout régler en même temps afin que le journal sorte demain (lundi) et que tout soit placé lundi matin».

«Tout régler», ce sont autant les casiers pour le courrier et les babillards que le nouveau système téléphonique et la sécurité des ordinateurs.

Dans les différents bureaux administratifs, vendredi dernier, les plus anciens employés faisaient montre de peu de nostalgie. «On repart en neuf ailleurs» apparaissait comme étant le mot d'ordre général. Tout le monde sait que les défis ne manquent pas, et la directrice du Devoir indiquait d'ailleurs samedi que «le montage financier devant assurer la relance du journal est vraiment dans sa phase finale».

◆ Ottawa

Nonobstant la question constitutionnelle autour de laquelle ils ont réussi à faire front commun, libéraux, conservateurs et néo-démocrates promettent par contre d'en découdre sur un projet plus controversé: le libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, que l'on espère débattre à fond aux prochaines élections fédérales prévues d'ici un an.

«Je pense que le gouvernement devrait déposer un mini-budget en établissant de façon précise son projet de relance. Il devrait le faire ouvertement pour que tous les Canadiens puissent l'évaluer», a estimé pour sa part le leader en Chambre du PLC, David Dingwall, dans une interview téléphonique du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse.

Il faudrait qu'Ottawa mette en place une «politique cohérente et complète de sa stratégie économique en insistant sur ses priorités». À l'exemple du NPD, M. Dingwall affirme qu'il est temps que la Chambre parle d'économie. «Après tout, nous n'avons siégé que neuf jours depuis juin», dit-il.

A l'autre bout du pays, à Kamloops, en Colombie-Britannique, le leader néo-démocrate en Chambre, Nelson Riis, partage les observations de son collègue libéral et met en garde les conservateurs: «Si le gouvernement se contente de planifier d'importantes réductions d'effectifs, ce ne sera pas suffisant pour stimuler l'économie. Il nous faut de l'action».

Le NPD promet une bataille rangée si Ottawa ne modifie pas sa politique dans le sens de la nouvelle orientation annoncée la semaine dernière par le gouvernement du premier ministre John Major en Grande-Bretagne, qui a fait de la création d'emploi sa priorité.

Le NPD suggère qu'Ottawa commence par un vaste programme de

réfection des infrastructures routières, comme il en avait été question pendant la campagne référendaire, et qu'il le fasse suivre d'un «programme national pour le milieu des affaires», une sorte d'engagement gouvernemental pour la relance du secteur privé.

De plus, indique M. Riis, «nous allons centrer notre attention sur le Traité de libre-échange nord-américain parce qu'il s'agit purement et simplement de la constitution économique de notre pays. Et les Canadiens devraient avoir leur mot à dire sur le sujet aux prochaines élections».

Le leader du gouvernement Harvey Andre se montre disposé à consentir un débat aux Communes d'une «couple de jours» pour discuter d'une éventuelle «déclaration économique» du ministre des Finances, M. Don Mazankowski. «J'aimerais que la Chambre puisse discuter d'orientation économique», dit-il dans un entretien à son bureau de la Colline parlementaire.

Quant au reste, le Parlement sera appelé à adopter d'ici la mi-décembre des projets de loi toujours inscrits au feuillet, dont certains ont trait à une facette ou l'autre du programme économique gouvernemental. En plus du projet de loi sur l'immigration. Car, dit M. Andre, «ça commence à être le temps que nous reprenions le contrôle de nos frontières».

◆ ELAAC

maires utilisées sur des fonds moutants, se veut alors une réflexion sur la perception visuelle.

L'espace chez Michel de Broin qui est représenté par la galerie Yves Le Roux Art Contemporain dont c'est la première participation à ELAAC, est intrigant: sa vue en perspective sur un intérieur malade aux tons sépias qui rappelle ces vieilles reproductions de planches dans des manuels de médecine, tient à distance le spectateur. Il faut dire que la scène qui se déroule devant nos yeux est... épouvantable. Elle fait penser aux balbutiements de la chirurgie lorsqu'on devait saigner les malades pour les guérir.

◆ Tremblay

nelles, des contrats, et même des supports publicitaires d'un peu partout dans le monde. «C'est 30 années de création, tout ce que j'ai écrit entre 16 et 46 ans et qui a été publié et monté sur scène au Québec comme à l'étranger».

Bruno Roy, président de l'Union des écrivains et des écrivains québécois, a entièrement endossé l'analyse de Tremblay. Comme beaucoup d'autres, il a surtout tenu à rejeter le blâme du côté politique. «C'est la situation financière de la BNQ elle-même qui est désolante, disait-il au milieu de la salle où se déroulait le brunch annuel de l'UNQ, en marge du Salon. Cela montre bien le peu de place fait au livre et à l'écrivain dans notre société».

Le jeune auteur Louis Hamlin s'est dit mal à l'aise dans ce genre de querelle de chapelles, entre Québec et Ottawa. «La littérature n'a pas de frontières», s'est-il contenté de dire. André Vanasse, qui porte plusieurs chapeaux dans le milieu (auteur, professeur, directeur de collection chez XYZ) a servi un parallèle: «Évidemment, d'un point de vue nationaliste, on peut être chbquoé. Mais, quand un peintre québécois comme Leduc ou Riopelle vend une toile au Musée des beaux-arts d'Ottawa, qui s'en plaint?»

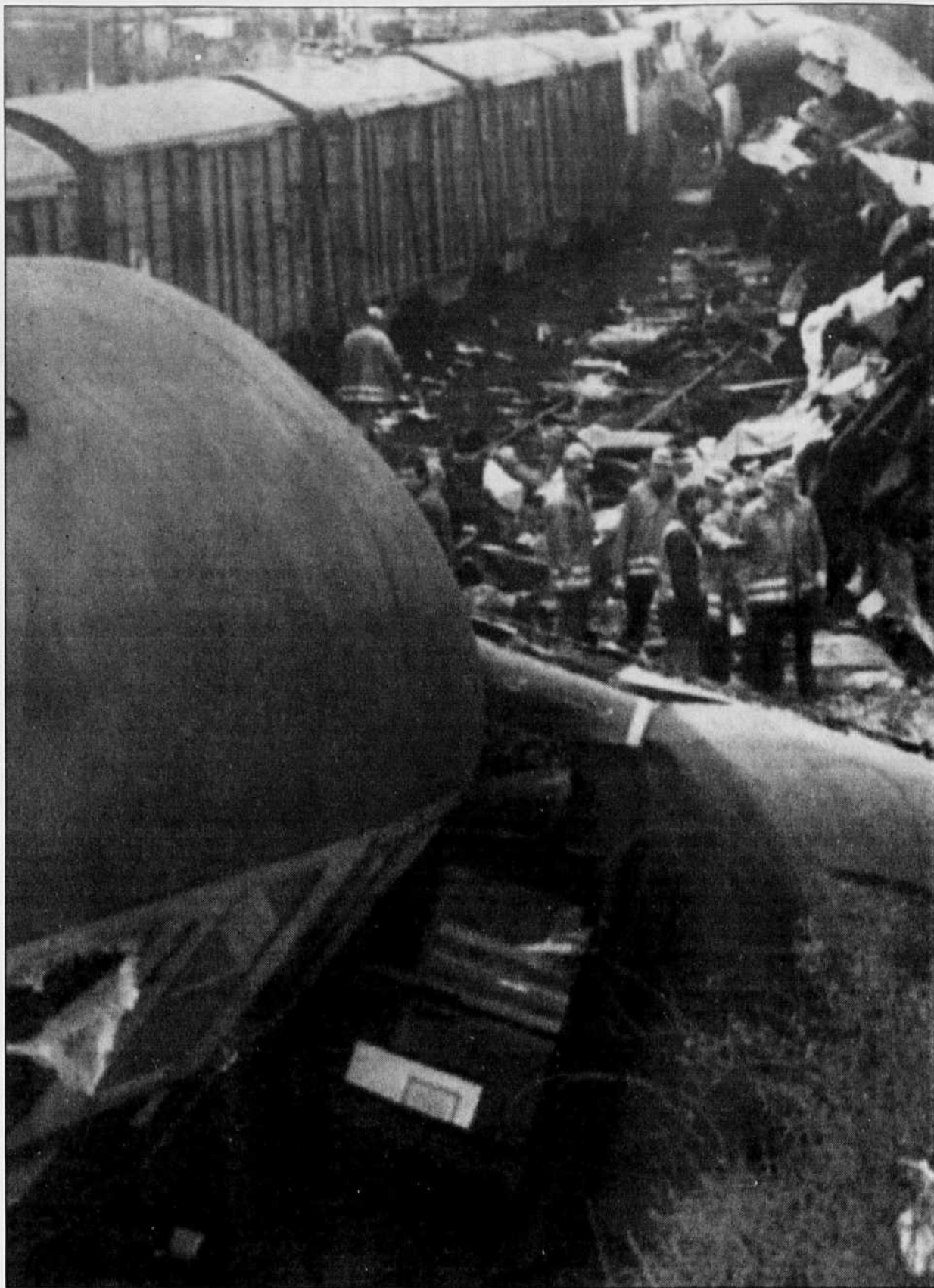
Yves BEauchemin peut-être? «C'est toujours triste que notre patrimoine file à l'étranger, disait hier l'auteur du «Matou». C'est une autre preuve que le gouvernement du Québec doit rapatrier tous les pouvoirs en matière culturelle et se donner les moyens financiers pour réaliser sa politique». Le fervent nationaliste a été le seul à affirmer clairement sa déception. «De toute façon, moi, je vais préférer donner ou vendre au Québec. Je suis indépendantiste et je vais en tirer les conséquences».

Et le public, dans tout ça? Au stand de la BNQ, étrangement, personne n'a abordé le sujet, selon Réal Boza, agent d'information. Et cela même si Tremblay est un des porte-parole de «La grande collecte» de l'institution, incitant, non sans ironie, à remettre à la BNQ, à l'occasion de son 25e anniversaire, des documents d'intérêt national.

Par contre, au kiosque de la Bibliothèque nationale du Canada, on avait s'être fait poser certaines questions. Surtout qu'un petit concours organisé par la BNC demande aux visiteurs d'identifier trois photos d'auteurs, dont celle de Tremblay. André Breton aurait parlé d'un hasard objectif... Les gens avaient grosso modo la même réflexion, c'est beaucoup d'argent, surtout pour un auteur vivant.

Autour de Michel Tremblay, qui dédicait sans arrêt ses livres au stand Leméac, personne n'a abordé le sujet avec lui. «Les gens ne sont pas mesquins», a-t-il résumé. Les quelques personnes interrogées ailleurs sur le site de la Place Bonaventure ne voulaient pas non plus être méchantes avec le grand dramaturge.

À peine quelques-unes se sont dit étonnées que le chantre du Plateau Mont-Royal fasse des affaires d'or



Déraillement de train en Allemagne

Des secouristes se trouvent parmi les débris de deux trains qui se sont heurtés hier matin à Northeim, à 200 km au sud de Hambourg. Un train de passagers, roulant à plus de 110 km/h, a heurté un train de fret qui avait déraillé. L'accident a fait dix morts et des douzaines de blessés. Le train de voyageurs faisait la liaison entre Innsbruck, en Autriche et Copenhague, au Danemark.

L'économie sera au menu de l'Assemblée nationale

André Bellemare

de la Presse Canadienne

QUEBEC — Le débat constitutionnel écarté de la première ligne depuis le référendum du 26 octobre, l'économie reprendra enfin la place prioritaire à la reprise des travaux de l'Assemblée nationale le 24 novembre.

D'ici là, les deux principales formations politiques poliront leurs armes et arrêteront leur stratégie cette semaine quand les députés du Parti québécois se retrouveront pour la première fois (mardi et mercredi) depuis le référendum et que le conseil des ministres tiendra une réunion de deux jours au Mont Sainte-Anne (jeudi et vendredi).

La séance spéciale du conseil des ministres portera principalement, selon un porte-parole du président du Conseil du trésor, sur des moyens de relancer l'économie et de redresser les finances publiques qui, avec un manque à gagner de 500 millions \$, sont dans un piteux état.

Collaboration du PQ

Le ministre de l'Industrie et du Commerce Gerald Tremblay soumettra à ses collègues son idée de convoquer une commission consultative sur la fiscalité et les équilibres budgétaires. Tout indique, selon des sources gouvernementales, que le Cabinet acceptera ce projet de commission consultative où les participants examineraient des ma-

avec Ottawa. «Il faut parfois parfois avoir le courage de dire non», résumait Charles Cadieux, de Rosemont.

L'écrivain Paul Ohl, lui, a dit oui au «Prix du Grand Public», qui couronne le livre le plus apprécié du public. Les lecteurs auront donc préféré son soleil noir aux autres ouvrages en lice, parmi lesquels *Les Douze coups de théâtre* de Michel Tremblay, *L'Enfant de grand remous* de Robert Lalonde. Ohl a dédié le prix aux prolétaires de Bolivie et du Pérou, dont parle son ouvrage et il a promis de remettre le montant de 1000\$ rattaché à la récompense à un organisme de charité venant en aide aux démunis de l'Amérique du Sud.

nières de favoriser une reprise économique.

Le gouvernement avait d'ailleurs pris l'engagement de former une telle commission lors de la dernière ronde des négociations avec les employés de l'État.

La récession ne cesse de se prolonger au point de causer la perte de plusieurs emplois à la suite de fermetures d'entreprises et d'augmenter le fardeau financier du gouvernement (le nombre des assistés sociaux a atteint le nombre record de 700000 le mois dernier au Québec).

Ici et là, des organismes du milieu (Conseil du patronat, Conférence Board) avancent des prédictions de progression économique variant entre deux et trois pour cent au Québec en 1993 mais, dans l'immédiat et à l'approche de l'hiver, le gouvernement doit trouver des moyens d'adoucir le mal.

À ce chapitre, le premier ministre Bourassa peut au moins compter sur la collaboration de l'Opposition en Chambre pour des projets de relance économique, comme l'a laissé entendre le président du Parti québécois, Jacques Parizeau, pendant la campagne référendaire du mois dernier.

Le chef de l'Opposition avait à maintes reprises exprimé le souhait qu'une fois la question constitutionnelle réglée (dans un sens ou dans l'autre), le gouvernement se mette enfin à l'économie pour tâcher de redresser la situation. M. Parizeau avait assuré le gouvernement de la coopération de sa formation politique à ce chapitre.

Une telle disposition du PQ ne signifie pas que le parti de l'Opposition fera preuve de complaisance envers les ministériels. Bien au contraire. «Nous sommes bien prêts à collaborer mais, d'un autre côté, on ne se gênera pas pour lui demander des comptes sur l'état de l'économie, sur son inertie devant la situation», a indiqué un porte-parole du leader parlementaire du PQ.

Conséquences du Non
Qu'on le veuille ou non, cependant, le tableau constitutionnel continue de paraître dans le paysage politique et économique. Plusieurs s'interrogent sur les conséquences du Non qu'une majorité de Canadiens a opposé au projet d'en-

tente soumis au référendum du 26 octobre.

À Québec, une première retombée négative est apparue la semaine dernière quand le ministre fédéral de l'Emploi et de l'Immigration, Bernard Valcourt, a servi une rebuffade à son homologue québécois André Bourbeau.

Ce dernier avait manifesté le désir de reprendre les négociations afin de conclure dans les plus brefs délais une entente administrative en matière de formation de la main-d'œuvre dans le but de mettre en place le fameux «guichet unique» (la disparition du dédoublement de juridiction).

Si l'attitude de M. Valcourt présage celle du gouvernement fédéral, le conseil des ministres du Québec devra peut-être réévaluer son approche des grands dossiers. Le premier ministre Bourassa lui-même a déjà émis le souhait, au lendemain du référendum, de reprendre les discussions avec Ottawa afin d'obtenir plus de responsabilités, comme dans le domaine de la main-d'œuvre.

Ces nouvelles responsabilités étaient liées à l'accord de Charlottetown. Les données ne sont plus les mêmes.

Remaniement ministériel
En ce début de quatrième année de son mandat électoral (il a été élu le 25 septembre 1989), le gouvernement libéral risque de manquer de souffle. Certains de ses membres les plus influents paraissent fatigués. Michel Pagé a tiré sa révérence après 20 ans de service et on chuchote à Québec que d'autres ministres seraient tentés de l'imiter.

Entretemps, M. Bourassa devra peut-être modifier son Cabinet qui n'a pas subi de changement depuis octobre 1990. On peut s'attendre à des nouvelles en ce sens en janvier mais, selon des observateurs, il s'agirait seulement, comme en 1990, de changements d'affectations et probablement l'arrivée d'un nouveau ministre en remplacement de Michel Pagé.

M. Bourassa n'a d'ailleurs jamais osé demander à un de ses ministres de quitter le Cabinet, à moins de circonstances exceptionnelles. Il n'est pas dans son tempérament de heurter ainsi des gens de front.

LE DEVOIR

Renseignements..... (514) 985-3333

Administration..... (514) 985-3333

Avis publics (514) 985-3344

Annonces classées (514) 985-3322

Publicité..... (514) 985-3399

numéro sans frais 1-800-363-0305

Abonnements

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.

Montréal (514) 985-3355
Extérieur (sans frais)..... 1-800-463-7559

Service à la clientèle
LE DEVOIR
2050 De Bleury, 9^e étage
Montréal QC H3A 3M9

L'équipe du DEVOIR LA RÉDACTION Journalistes : à l'information générale et métropolitaine : Claude Beaugrand, Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Pierre Cayouette, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur, Jean-Denis Lamoureux, Louis-Guy L'Heureux, Caroline Montpetit, Bernard Morier, Isabelle Paré, Laurent Sourin, Guy Taillefer, Danny Vear, Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélier (responsable), Yves D'Avignon, Paule DesRivières, Marie Laurier, Robert Lévesque, Odile Tremblay (le Plaisir des livres); à l'information économique : Gérard Bérubé (responsable), Robert Dufresne, Catherine Leconte, Jean-Pierre Legault, Serge Truffault, Claude Turcotte; à l'information internationale : Jocelyn Coulon (responsable), François Brousseau (éditorialiste), Sylviane Tramier, Clément Trudel; à l'information politique : Josée Boileau, Jean Dion, Pierre O'Neill, Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Verne (correspondant parlementaire à Québec), Chantal Hébert (correspondante parlementaire à Ottawa); à l'information sportive : Roland-Yves Gagnan, Suzanne Marchand (adjointe à la direction), Marie-Josée Hudon, Jean Sébastien (commis), Isabelle Cantara, Thérèse Champagne, Monique Isabelle, Christiane Vaillant (clavistes), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction), Isabelle Baril (secrétaire à la direction), LA DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Scott, Sylvie Scott, Serge Laporte (Québec), Rachel Rochford (Ottawa), LE PUBLICITÉ Lise Millette (directrice), Jacqueline Avril, Francine Gingras, Johanne Gubeau, Lucie Lacroix, Christiane Legault, Lise Major (publicitaires).

Marie-France Turgeon, Micheline Turgeon (maquettistes); France Grenier (secrétaire). L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (coordinatrice des services comptables), Florent Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lacas, Marie-France Légaré, Raymond Matte, Nathalie Pernier, Danielle Ponton, Danielle Ross, Linda Thériault (secrétaire à l'administration), Raymond Guay (responsable du financement privé). LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE Christiane Benjamin (directrice), Monique Corbell (adjointe), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Olivier Zuda, Rachel Leclerc-Venne, Jean-Marc Ste-Marie (superviseur aux promotions des abonnements), Louise Paquette, Nathalie Tabet. LA PRODUCTION Johanne Brunet, Lynda Di Cesare, Richard DesCormiers, Michael Schneider, Louis Simoneau. LES ANNONCES CLASSÉES ET LES AVIS PUBLICS Yves Williams (superviseur), Manon Blanchette, Serge César, Dominique Charbonnier, Marlene Côté, Françoise Coulombe, Josée Lapointe, Sylvie Laporte, Jean Laurin, Pierrette Proulx, Micheline Ruelland, Olivier Spécial. LE DEVOIR est publié par l'imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 2050, rue de Bleury, Montréal, H3A 3M9. Il est composé et imprimé par Imprimerie Dumont, 7743 rue Bourdeau, une division des imprimeries Quebecor Inc., 612 rue St-Jacques, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc. située au 775, boulevard St-Laurent. Envoi de publication - Enregistrement au 0658. Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec. Téléphone général : (514) 985-3333. Le Devoir (USPS - 007708) is published daily by Imprimerie Populaire, Limited, 211 rue St-Sacrement, Montréal, Québec H2Y 1X1. Subscription rates per year in \$ 439.00 USD. Second Class Postage paid at Champlain, N.Y. US POSTMASTER: send address changes to: Insa, P.O. Box 1518, Champlain, N.Y. 12919-1518.

Le Devoir

du sympathico-poussiéreux à la haute technologie

Paul Cauchon

Après 80 ans d'existence LE DEVOIR déménage pour la quatrième fois, mais ses nouveaux locaux n'ont plus rien à voir avec l'allure «sympathico-poussiéreux» des précédents immeubles. Peinture fraîche, moquette mur à mur, décor épuré, système d'aération dernier cri, vue imprenable sur le mont Royal ou sur le centre-ville, LE DEVOIR gagnera sûrement en efficacité ce qu'il pourrait perdre en folklore!

Pour la première fois, le vénérable quotidien quitte le Vieux-Montréal pour s'installer dans le centre-ville, à un jet de pierre de la Place-des-Arts, du Complexe Desjardins, du Spectrum, des grands magasins, des hôtels. LE DEVOIR loge maintenant au 9e étage de l'immeuble Caron, qui appartient à la compagnie A. Gold and Sons.

Lors de la fondation du DEVOIR en janvier 1910, Henri Bourassa avait installé son quotidien au 71-A rue Saint-Jacques, à quelques pieds d'un concurrent, *Le Canada*. Quatre ans plus tard LE DEVOIR déménageait au 43, rue Saint-Vincent, dans une ancienne maison de prostitution. En s'installant dans ses nouveaux locaux, Henri Bourassa s'était empressé de faire bénir les lieux pour «éloigner du travail quotidien toutes les tentations du passé!»

Mais LE DEVOIR sera surtout identifié au 430 est, rue Notre-Dame, où il s'installa en juin 1924 pour n'y repartir qu'en 1972, près d'un demi-siècle plus tard. Cette ancienne manufacture de chaussures de quatre étages verra successivement la fin du règne d'Henri Bourassa et les arrivées des directeurs Georges Pelletier, Gérard Filion et Claude Ryan.

Gérard Filion, nommé directeur en 1947, modernisa d'ailleurs les installations, agrandissant les locaux pour occuper l'immeuble au complet. LE DEVOIR y sera imprimé jusqu'en 1966, alors qu'on confiera l'impression à l'imprimerie Dumont.

Non seulement L'Imprimerie Populaire Ltée y imprimait LE DEVOIR ainsi que des livres divers, mais on y a même tenu un comptoir de vente où l'on pouvait trouver des radios, des briquets, des rasoirs, une façon comme une autre de garnir les caisses toujours vides du quotidien...

En avril 1972, Claude Ryan déménage LE DEVOIR au 211, du Saint-Sacrement, et le chaos parmi les caisses de la documentation dura plusieurs mois, semble-t-il. Cette adresse fournira d'ailleurs à la culture québécoise une nouvelle expression, celle du «pape de la rue Saint-Sacrement».

C'est aussi sur Saint-Sacrement que LE DEVOIR connut non seulement deux grèves et un changement technologique majeur avec l'arrivée des ordinateurs au début des années 80, mais aussi en mai 1973, le célèbre attentat contre le journaliste Jean-Pierre Charbonneau, qui enquêtait sur les activités du crime organisé et qui reçut la visite d'un tueur à gages en pleine salle de rédaction, fait unique dans les annales du journalisme canadien. Des années plus tard des visiteurs demandaient encore à voir les classeurs disparus dans lesquels les balles s'étaient logées.

Mais ce week-end, la majorité des journalistes du DEVOIR ne sont pas nostalgiques: on se retrouve maintenant dans une salle moderne pour assurer l'avenir du quotidien... de la rue Bleury.

Et si le changement d'adresse semble spectaculaire pour les amis du DEVOIR, pour le personnel c'est plutôt le changement informatique qui bouleverse le plus les habitudes.

LE DEVOIR devient aujourd'hui le premier journal montréalais à être produit sur Macintosh. Et il rapatrie maintenant dans ses locaux les fonctions de photo-composition-montage alors que les pupitreurs pourront maintenant voir sur écran la page complète sur laquelle ils travaillent.

Cette opération complexe a été menée en un temps record. LE DEVOIR a engagé en juillet un consortium de consultants formé de Robert McDougall et Aimé Dallaire, qui ont implanté le nouveau système. Une firme spécialisée, Graphor, a effectué la formation du personnel en deux mois alors que les journalistes, pupitreurs, clavistes, cadres - qui pour la plupart n'avaient jamais travaillé sur un Mac - continuaient à effectuer leur travail régulier tout en suivant des cours le matin.

LE DEVOIR compte maintenant une quarantaine de postes de travail pour les journalistes et la direction, des Macintosh LCII qui utilisent pour le traitement de texte un logiciel de base de données News Edit, fabriqué par une compagnie de Ann Arbor, au Michigan, *BaseView*.

«C'est un logiciel très récent et nous sommes parmi les premiers à en bénéficier, explique Aimé Dallaire. Quant à l'ordinateur choisi, il est relativement puissant pour le traitement de texte. Nous ne voulons pas être obligés de le remplacer d'ici deux ans.»

Les pupitreurs effectuent la mise en page sur des Macintosh CI, certains postes de travail étant dotés d'un Quadra 700. La mise en page est assurée par le logiciel QuarkXpress et le système est réparti sur trois serveurs, des Quadra 950. «L'appareil le plus puissant actuellement mis sur le marché par Apple», ajoute Aimé Dallaire.

Le système permet maintenant au pupitreur d'obtenir un accès direct aux photos en les voyant à l'écran pour effectuer ses choix. Le pupitreur monte sa page au complet sur écran en voyant le résultat au fur et à mesure, alors qu'auparavant il effectuait un traitement des textes avant de les faire parvenir à l'atelier, où ils étaient montés sur papier.

Samedi, alors que les journalistes déballaient leurs boîtes dans leurs nouveaux locaux et que tout le monde commençait à préparer des textes pour l'édition d'aujourd'hui, un pupitreur s'exclamait entre deux sandwiches: «C'est le Nintendo des journalistes!»

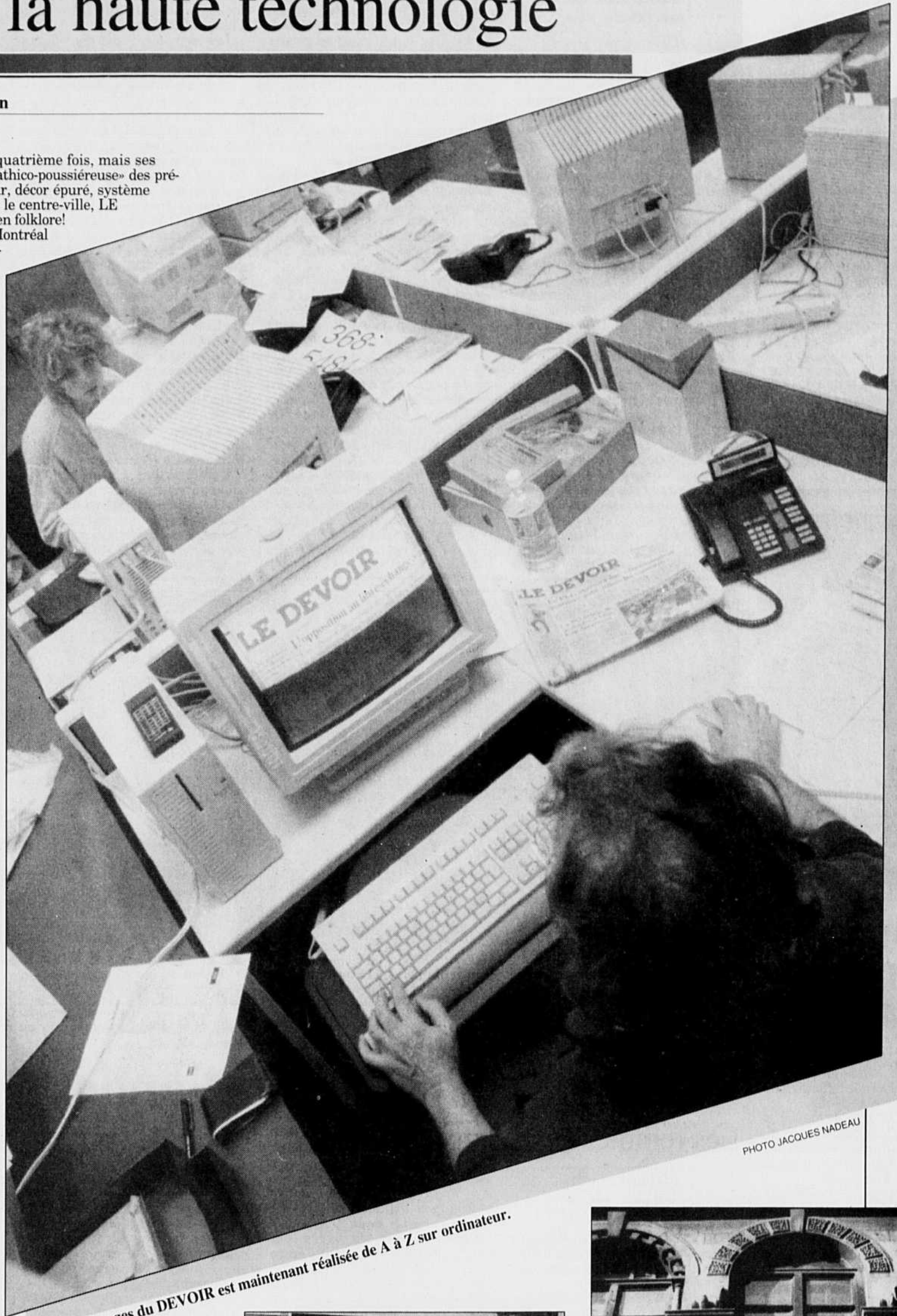
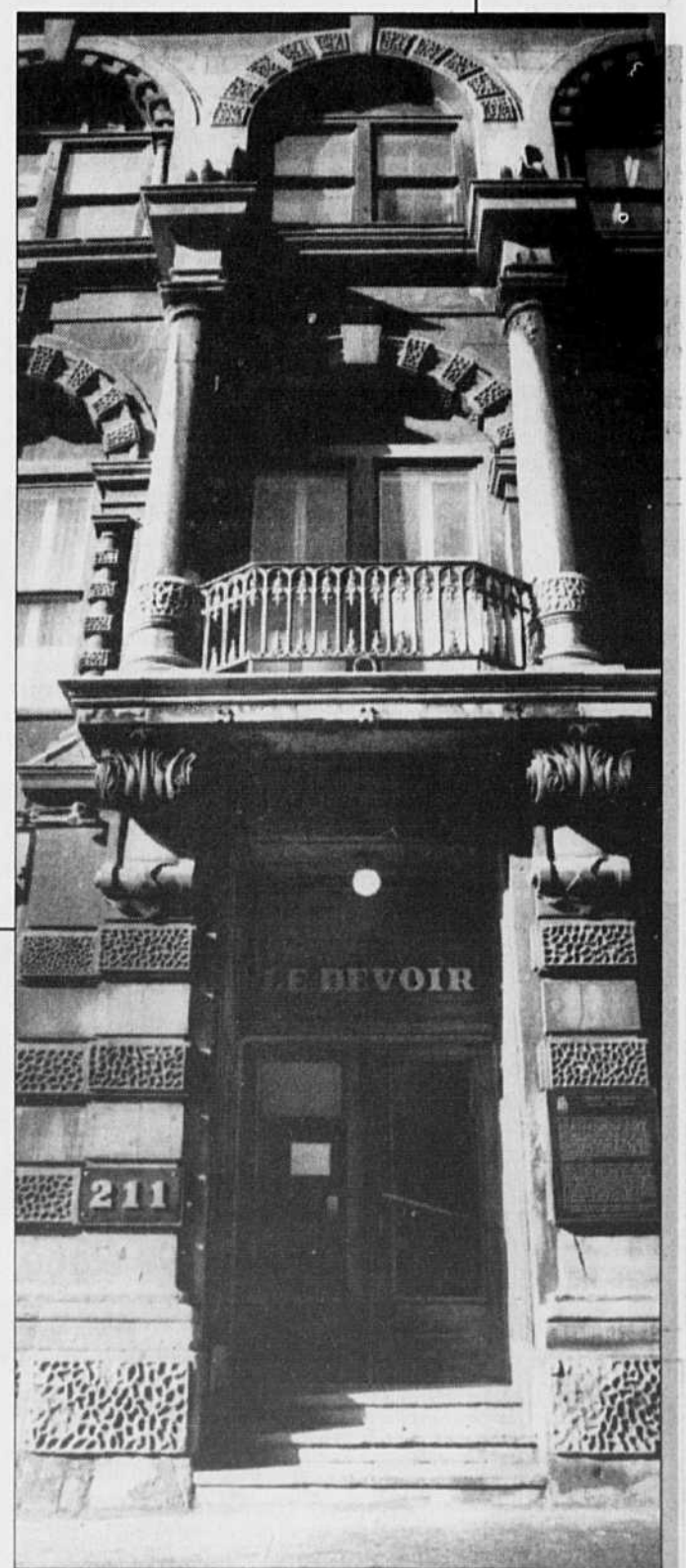


PHOTO JACQUES NADEAU

La mise en pages du DEVOIR est maintenant réalisée de A à Z sur ordinateur.



D'abord installé sur la rue Saint-Vincent, dans le Vieux-Montréal, LE DEVOIR a ensuite occupé le 430 est de la rue Notre-Dame (à gauche) de juin 1924 jusqu'en 1972. Au centre, le bureau de Claude Ryan, dans l'édifice de la rue Notre-Dame. Le journal devait déménager une fois de plus, au 211 de la rue Saint-Sacrement (à droite). Le grand luxe, croyait-on à l'époque, même s'il arrivait parfois qu'on doive travailler à la lumière de la chandelle.



LES SPORTS

Patrick Roy
impuissant
devant les
Flyers

BON. LE CANADIEN a subi un premier échec en 13 matchs, un tout premier au Forum, et Patrick Roy ne parvient pas à battre les Flyers de Philadelphie. Ce n'est pas la fin du monde et c'est justement ce que Jacques Demers avait à dire à ses joueurs en ce dimanche de neige, qui ressemblait enfin à une journée de hockey.

«Je leur ai tout simplement dit qu'on avait passé cinq ou six semaines sans perdre et que j'étais très fier d'eux, mais que le hockey est très fragile et qu'on ne peut pas se permettre de faire la même chose contre les Bruins de Boston... quoi qu'on n'a pas si mal fait samedi». Demers a aussi relevé que ses joueurs étaient «montés trop haut».

Les grands rivaux de Boston sont probablement le meilleur remède pour motiver le Canadien à retrouver tout de suite le chemin de la victoire. D'autant plus, comme l'a signalé l'entraîneur, qu'on a beau avoir disputé 12 matchs sans connaître la défaite, on ne s'est pas éloigné pour la peine des Nordiques.



Bjorn Borg, en entrevue exclusive à la télévision suisse

Borg avoue
avoir pris de
la cocaïne

STOCKHOLM (AP) — Bjorn Borg reconnaît avoir consommé de la cocaïne, dans une entrevue que diffusait la télévision suédoise ce week-end.

«J'ai essayé la cocaïne, mais je ne suis pas un cocaïnoman. Je ne prends pas de drogue, et je ne suis pas un trafiquant», dit-il au cours de cette interview d'une heure.

Le tennisman, âgé de 36 ans, avait démenti à plusieurs reprises par le passé avoir pris de la cocaïne. En 1990, il avait gagné un procès contre le mensuel suédois Z, qui avait publié une interview de son ancienne amie Jannike Bjorling. Elle affirmait que Borg avait pris plusieurs fois de la cocaïne depuis leur rencontre en 1984, et lui en avait proposé.

Borg avait dénoncé ces «fausses allégations». En 1992, l'ancien champion affirmait qu'il «haïssait» la drogue.

«Je hais ce qu'elle fait aux jeunes et je n'y toucherai jamais».

Il précise dans son interview à la TV suédoise avoir consommé de la cocaïne il y a longtemps, lorsqu'il fréquentait Jannike. Ces révélations faisaient la «une» des journaux suédois samedi après-midi.

«Je suis pratiquement fauché», dit aussi Borg.

Il a remporté cinq titres consécutifs à Wimbledon entre 1976 et 1980, gagné six fois à Roland-Garros et obtenu 51 autres titres. On estime que ses gains atteignaient au moins 75 millions \$ US au moment de son départ en retraite en 1983. Il s'était reconverti dans les affaires, mais son ancien associé a porté plainte pour rupture de contrat et lui demande 80 millions\$.

Les Sénateurs et le Lightning, deux équipes d'expansion

Deux poids, deux mesures

«La différence, c'est Chris Kontos»

Bruce Cheadle
de la Canadian Press

À mi-chemin de la troisième période d'un match que les Sénateurs d'Ottawa ont perdu 3-1 face aux Maple Leafs de Toronto la semaine dernière, l'annonceur a informé les amateurs du Civic Centre que le Lightning de Tampa Bay menait 5-0 devant les Rangers à New York.

La foule d'Ottawa a applaudi poliment avant de retomber dans un silence songeur.

Le Lightning de Tampa Bay et les Sénateurs d'Ottawa offrent un contraste frappant pour deux équipes d'expansion alors qu'on approche du premier quart de la saison.

Après 18 matchs, le Lightning comptait huit victoires, huit défaites et deux matchs nuls. L'équipe a marqué 68 buts et n'est qu'à un point du premier rang de la division Norris.

Les Sénateurs revendiquaient pour leur part une seule victoire et un match nul lors de leurs 16 premiers matchs. Ils dominent la ligue avec le plus faible total du buts marqués (36) et ils accusent 23 points de retard sur les meneurs de la division Adams.

«Nous devons gagner tous nos matchs contre les équipes d'expansion», a expliqué l'entraîneur des Leafs Pat Burns lundi soir, avant d'ajouter, «je peux toutefois vous dire que nous ne remporterons pas

tous nos matchs contre Tampa Bay.»

Si l'équipe maintient son rythme, le Lightning pourrait compléter la saison avec 74 points, ce qui surpasserait le record d'une formation de l'expansion (73) établi par les Flyers de Philadelphie en 1967-68. À l'époque, la saison comptait 10 matchs de moins mais les Flyers avaient l'avantage d'évoluer dans une division composée exclusivement de club de l'expansion.

Avant les matchs de la fin de semaine, le Lightning avait accumulé plus de points que Buffalo, Edmonton, Hartford, les Islanders de New York, Ottawa, Philadelphie, Saint-Louis, San Jose, Washington et Winnipeg.

«Je suis surpris de leur fiche», mentionne Mario Lemieux des Penguins en parlant de Tampa Bay.

«Regardez San Jose l'an dernier et Ottawa cette année.»

Les Sénateurs ont présentement un rythme qui pourrait leur procurer 17 points au terme de la saison de 84 matchs, effaçant le record de médiocrité pour une équipe de l'expansion (21 points) appartenant aux Capitals de Washington en 1974-75.

«Tout le monde compare le Lightning et les Sénateurs, mais c'est injuste», a raconté l'attaquant du Canadien Mike Keane à la suite d'une victoire de 4-3 aux dépens de Tampa Bay.

«Les Sénateurs misent sur des jeunes et des joueurs des ligues mi-

neures. Le Lightning compte seulement des joueurs du calibre de la Ligue nationale.»

Les alignements des deux formations reflètent la vision de leur directeur général respectif.

Avec un budget restreint et menottés par les règlements du repêchage de l'expansion de la LNH, Phil Esposito et Mel Bridgman ont emprunté des voies différentes même si les deux équipes ont sensiblement la même masse salariale.

Esposito a concentré son attention sur des joueurs ayant l'expérience de la LNH et des joueurs autonomes, sachant très bien bien qu'il lui fallait un produit de qualité pour gagner les amateurs de Floride.

Bridgman s'est tourné vers les jeunes et les joueurs de caractère pour les Sénateurs, oubliant un ingrédient vital: un marqueur naturel.

Comme le vétéran des Sénateurs Doug Smail l'a souligné récemment: «La différence, c'est Chris Kontos.»

Kontos, un joueur autonome, a marqué 16 buts pour Tampa Bay. Sylvain Turgeon, un marqueur de 40 buts à deux reprises et le principal attaquant d'Ottawa au repêchage de l'expansion, a été limité à cinq buts.

Difficile à dire si Bridgman commence à sentir la soupe chaude. Chose certaine, le patron des Sénateurs envisage un voyage en Russie et il parle soudainement d'obtenir le premier choix de l'équipe au repêchage amateur, Alexei Yashin.



Suzanne Laberge, professeur au département d'éducation physique de l'Université de Montréal, vient de jeter un regard neuf sur les vieilles croyances au sujet des femmes et du sport, dans une étude récente.

«Le complexe de Jane Fonda»

Les femmes de milieux aisés font davantage de sport

Richard Smith
collaboration spéciale

LES FEMMES sur le marché du travail pratiquent-elles plus d'activités physiques et sportives que celles au foyer?

Non, si on croit que les femmes sur le marché du travail ont moins de temps libre et que le «double travail» que constitue l'emploi et les travaux domestiques épuise leur énergie, limitant ainsi leur accès aux loisirs.

Oui, si on présume que les femmes sur le marché du travail sont plus indépendantes et que leur revenu personnel leur permet de déléguer certaines tâches domestiques et leur procure des ressources financières rendant plus accessibles les activités de loisirs, et notamment les activités physiques et sportives.

L'on pourrait cependant argumenter que les «femmes au foyer» peuvent plus facilement gérer leur temps et leurs activités; inversement, les ressources financières moindres de ces dernières, leur isolement et leur plus grande dépendance envers le bon vouloir de leur conjoint constitueraient au contraire pour elles une barrière à la pratique d'activités physiques et sportives.

Une recherche récemment com-

plétée par Suzanne Laberge, professeur au département d'éducation physique de l'Université de Montréal, vient jeter de la lumière sur cet imbroglio de croyances communes. Résultat inattendu, sa recherche annonce qu'il n'y a en général pas de différences significatives entre les pratiques d'activités physiques et sportives entre les femmes sur le marché du travail et celles au foyer.

En fait, ce serait la «sportivité» du conjoint qui est le facteur déterminant de celle des femmes.

La recherche de Mme Laberge a porté sur un échantillon aléatoire de 180 femmes francophones âgées de 19 à 70 ans de la région de Montréal, dont aucune n'était athlète ou étudiante à temps plein. La moitié de ces femmes était sur le marché du travail et l'autre «au foyer», chaque moitié étant divisée à parts égales entre celles ayant des enfants à la maison ou non.

Les quatre groupes de 45 femmes étaient réparties également en cinq niveaux socio-économiques, allant d'un revenu annuel de 9999 \$ et moins, à 35 000 \$ et plus (leur propre revenu si elles étaient sur le marché du travail, sinon celui de leur conjoint).

Chaque femme avait répondu à un questionnaire comprenant 108 questions semi-ouvertes regroupées

selon quatre thèmes: la pratique d'activités physiques et sportives, certaines opinions et perceptions concernant divers comportements corporels, différentes pratiques de consommation culturelle et de loisir, et quelques renseignements socio-démographiques.

Les résultats indiquent peu de différence significative en général entre les femmes sur le marché du travail et celles au foyer. Le facteur ayant l'impact le plus prononcé était plutôt la sportivité du conjoint. «Ceci ne signifie pas pour autant qu'elles pratiquent leur activité avec leur conjoint comme adversaire ou partenaire sportif», dit Mme Laberge.

En effet, plusieurs femmes ont mentionné qu'elles accompagnent leur conjoint aux divers lieux de pratique, mais qu'elles s'adonnent à leur activité de façon individuelle ou avec des amies, les activités du conjoint étant souvent différentes. Par exemple, des répondantes disaient qu'elles allaient nager pendant que leur mari jouait au hockey ou au raquetball.

L'étude a aussi montré que les femmes de classes socio-économiques plus élevées ont tendance à pratiquer plus d'activités physiques et de sport que celles des classes moins favorisées, quoique pas nécessairement pour leur plaisir et leur santé, mais pour se conformer à une norme de beauté physique. «C'est le complexe de Jane Fonda», déclare Mme Laberge.

Les enfants sont souvent un facteur incitatif à pratiquer du sport chez les femmes de classes moyennes, qui les accompagnent dans leurs activités sportives. «Elles font cela pour être avec eux, pour avoir des activités en famille», affirme Mme Lepage.

Les femmes de classes socio-économiques défavorisées vont aussi suivre leur conjoint ou leurs enfants mais sans y participer, disant qu'elles sont plutôt des «sportives d'estrade», qui en profitent pour sortir de la maison et «voir du monde».

Bon nombre de ces femmes sont peu attirées par les activités physiques de mise en forme, et plusieurs mentionnent même «la crainte de faire rire d'elles».

«Se percevant peu conformes aux normes corporelles dominantes, elles se sentent gênées de participer à des activités physiques où le corps est mis en évidence», explique Mme Laberge.

«C'est le rejet de l'inaccessible.»

Affaires de moeurs

Gilles Marcotte

L'industrie du sport professionnel excelle depuis toujours à occulter les comportements moins exemplaires de ses mercenaires opulents. De temps à autre une bagarre dans un bar, des histoires de dope, d'agression sexuelle, échappent au contrôle des préfets et se mettent tout à coup à éclater. De plus en plus de fois quelques temps.

L'ancien champion boxeur Myke Tyson incarcéré pour viol, John Kordic mort d'un cocktail de stéroïdes et de cocaïne, le crac du tennis Bjorn Borg qui confesse avoir frayed avec la blanche poudre, Magic Johnson dont les poussoirs bien connues en dehors du terrain l'ont finalement mené au sida et en ont fait le grand lépreux du sport professionnel. Et depuis une semaine, le hockeyeur Dan Quinn des North Stars du Minnesota, joueur des Penguins de Pittsburgh et bon copain de Mario Lemieux, qui se trouve pris dans une histoire de viol.

Une jeune femme, 19 ans, a appelé la police de Bloomington mardi dernier et elle a porté plainte, alléguant qu'à la suite de libations avec quelques joueurs des Penguins et des North Stars rencontrés dans un restaurant, elle avait été violée par Quinn dans une chambre de l'hôtel Marriott où étaient descendus les Penguins.

Sur le coup l'histoire a mérité à peine un peu plus qu'un entrefilet. Un fait divers parmi d'autres. C'est le surlendemain, quand de source fiable il a été révélé que Mario Lemieux s'était trouvé en compagnie d'une autre femme sur les lieux du délit, que l'affaire s'est mise à crépiter sur les fils des agences de presse. Comme l'éclat sur la mèche.

Soudain ce n'était plus qu'un joueur plus ou moins marginal, un plombier comme on dit, qui était impliqué, mais c'est le grand tuyau qui fuyait.

Lemieux, le numéro un du hockey professionnel, père pour la première fois le printemps prochain, qui se fait pincer comme un pee-wee dans une histoire à sensations. Aucune accusation n'a été portée contre le grand Mario, personne ne songe encore à le traiter de criminel, mais quoiqu'il adienne de la plainte portée par

la jeune Américaine et du procès embarrassant qui pourrait s'ensuivre, l'athlète, si adulé, de loin le mieux rémunéré du hockey professionnel, s'est pour le moins mis dans de beaux draps. Six pieds et six pouces, doté de toutes façons d'une autorité intrinsèque en raison de son statut de superstar, et témoin d'un viol sans intervenir, si évidemment il y a bel et bien eu viol tel qu'allégué par la présumée victime, qui risque incidemment, évidemment, de se faire dire qu'elle n'avait tout simplement pas d'affaire à prendre un coup avec des «inconnus» et à les accompagner dans une chambre d'hôtel.

Le surlendemain de cette affaire les Penguins se sont fait rosser 8-0 à Détroit. Mario Lemieux, qui était loin ce soir-là d'avoir l'air de l'homme qui domine sans équivoque son sport depuis le début de la saison, a été blessé, au talon, dit-on, et il ne s'est pas présenté au troisième engagement. Durs moments pour Mario.

Les athlètes professionnels, considérés comme des privilégiés de la société en raison des gros sous et du prestige, jouissent de moins en moins du privilège de l'immunité, médiatique entre autres. Ainsi, quelques comportements moins catholiques de certains athlètes dont on peut s'imaginer qu'ils ne sont pas des modèles de vertu plus que qui-conque, hormis peut-être Mère Thérèse, Jean-Paul II et quelques autres citoyens moins fameux qui font de la sainteté leur dur métier, se trouvent de moins en moins occultés.

D'autres informations sur cette histoire sont vraisemblablement à prévoir dans les jours qui viennent. À Pittsburgh présentement, on se demande comment faire pour minimiser l'impact négatif que pourrait avoir cette histoire. Qui sait, peut-être songe-t-on à consulter Bill Clinton lui-même sur la question. Chose tout à fait plausible en tous cas, des hommes, peut-être même des femmes, s'activent dans quelque officine à Pittsburgh et discutent à savoir comment tirer Mario de ce faux pas. C'est ce qu'on appelle des experts en gestion de crise. Si tant il est, ils ont un gros contrat sur les bras. Affaires de moeurs à suivre.

EN BREF...

Steffi Graf s'impose à Philadelphie

PHILADELPHIE (Reuter) — Steffi Graf a remporté hier à Philadelphie son quatrième tournoi consécutif en battant Arantxa Sanchez-Vicario. L'Allemande, tête de série numéro un, est venue à bout de l'Espagnole (no 3) en trois manches de 6-3, 3-6 et 6-1, en finale de ce tournoi féminin doté d'un enjeu de 350 000 dollars. Ce tournoi est le huitième remporté par la numéro deux mondiale en 1992, dont Wimbledon, contre neuf pour la Yougoslave Monica Seles, parmi lesquels les trois autres tournois du grand Chelem, l'Open d'Australie, Roland-Garros et Flushing Meadows.

Monica Seles pour le triplé

NEW YORK (AP) — Monica Seles sera la grande favorite du Masters qui débute aujourd'hui au Madison Square Garden de New York avec à l'affiche les 16 meilleures joueuses au monde. La numéro 1 mondiale née dans l'ex-Yougoslavie, qui a une nouvelle fois tout gagné cette saison à l'exception de Wimbledon, va tenter de couronner ce parcours sans faute d'un troisième titre consécutif à New York. Malgré le renoncement à ses cris gutturaux qui punctuaient ses frappes de bûcheronne, la gauchère de 18 ans n'a rien perdu de sa hargne légendaire. Elle a remporté neuf victoires cette saison, dont deux nouveaux titres consécutifs à l'Open d'Australie et l'US Open, engrangeant aussi une troisième victoire d'affilée à Roland Garros.

Bowe ne veut pas attendre son argent

LAS VEGAS (Reuter) — Le nouveau champion du monde des poids lourds Riddick Bowe, entend bien toucher sans attendre l'argent qui lui est dû à l'issue de son combat victorieux contre Evander Holyfield, vendredi. Selon un avocat du manager de Bowe, en raison d'un conflit entre les trois principales fédérations de boxe, la Commission athlétique de l'Etat du Nevada retient un chèque de 3 millions de dollars, sur les près de sept millions de dollars dus au champion.

HOCKEY

Ligue nationale				Samedi			
Vendredi				Québec 6			
Hartford 2, Buffalo 8				Philadelphie 4, Montréal 3 (p)			
Ottawa 0, Tampa Bay 1				Chicago 2, Minnesota 2			
Washington 0, New Jersey 3				Toronto 4, Boston 1			
Pittsburgh 0, Detroit 8				Detroit 2, Hartford 0			
				New Jersey 4, Washington 3 (p)			
				Buffalo 5, NY Islanders 7			
LIGUE NATIONALE				Conférence Prince de Galles			
Section Charles Adam				Section Norris			
MONTRÉAL	pj	g	p	g	p	n	bp
QUÉBEC	18	12	4	2	82	58	26
BOSTON	18	9	5	4	84	69	22
BUFFALO	17	8	7	2	67	52	20
HARTFORD	17	8	7	2	90	69	18
OTTAWA	17	3	13	1	42	75	7
	17	1	15	1	36	89	3
Section Patrick				Section Smythe			
PITTSBURGH	19	12	4	3	87	69	27
NY RANGERS	18	9	7	2	67	65	20
NEW JERSEY	17	10	7	0	60	60	20
WASHINGTON	18	8	7	10	58	60	15
NY ISLANDERS	17	7	9	1	63	66	15
PHILADELPHIE	17	6	8	3	68	73	15
Conférence Campbell				Section Norris			
TORONTO	pj	g	p	g	p	n	bp
DETROIT	18	10	8	0	72	61	20
TAMPA BAY	20	9	9	2	72	64	20
CHICAGO	18	8	7	3	62	56	19
MINNESOTA	17	8	7	2	54	58	18
SAINT-LOUIS	18	6	10	2	61	75	14
CALGARY	20	12	6	2	86	68	26
LOS ANGELES	18	12	4	2	89	64	26
VANCOUVER	17	9	6	2	72	55	20
EDMONTON	18	6	9	3	56	72	15
WINNIPEG	18	5	12	1	60	76	11
SAN JOSE	18	3	14	1	50	93	7
Section Smythe				Section Norris			
Calgary 5, Tampa Bay 3				Winnipeg 2, Saint-Louis 4			
Edmonton 2, Los Angeles 6				Vancouver 5, San Jose 2			
Hier				Aujourd'hui			
Ottawa à Philadelphie				Boston à Montréal			
Minnesota à Chicago				19h40 (TVA)			
Saint-Louis à Toronto							
Los Angeles à Vancouver							
Les meneurs				Les meneurs			
B	P	Pts		B	P	Pts	
Lemieux, Pit	22	28	50	Muller, Mil	5	19	23
Kurri, LA	13	26	39	Lebeau, Mil	8	15	24
LaFontaine, Buf	11	29	40	Nolan, Qué	11	9	20
Stevens, Pit	14	19	33	Bellows, Mil	11	8	19
Robitaille, LA	16	16	32	Ricci, Qué	8	11	19
Andreychuk, Buf	16	14	30	Duchesne, Qué	5	14	19
Sakic, Qué	15	15	30	Kovalenko, Qué	7	11	18
Recchi, Phil	11	18	29	Keane, Mil	4	13	17
Sundin, Qué	14	13	27	Damphousse, Mil	4	11	15
Sandstrom, LA	11	16	27	Young, Qué	7	6	13
Robitaille, LA	16	16	32				
Andreychuk, Buf	16	14	30				
Sakic, Qué	15	15	30				
Recchi, Phil	11	18	29				
Sundin, Qué	14	13	27				
Sandstrom, LA	11	16	27				
Robitaille, LA	16	16	32				
Andreychuk, Buf	16	14	30				
Sakic, Qué	15	15	30				
Recchi, Phil	11	18	29				
Sundin, Qué	14	13	27				
Sandstrom, LA	11	16	27				
Robitaille, LA	16	16	32				
Andreychuk, Buf	16	14	30				
Sakic, Qué	15	15	30				
Recchi, Phil	11	18	29				
Sundin, Qué	14	13	27				
Sandstrom, LA	11	16	27				
Robitaille, LA	16	16	32				
Andreychuk, Buf	16	14	30				
Sakic, Qué	15	15	30				
Recchi, Phil	11	18	29				
Sundin, Qué	14	13	27				
Sandstrom, LA	11	16	27				
Robitaille, LA	16	16	32				
Andreychuk, Buf	16	14	30				
Sakic, Qué	15	15	30				

Cette semaine à la Bourse

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Nom de la Compagnie	date	heure	lieu
FCA International	16-11	10 h 00	Montréal
Triton Canada Resources	16-11	10 h 00	Calgary
Altex Resources	17-11	15 h 00	Calgary
Fletcher Challenge	17-11	14 h 00	Vancouver
Mispec Resources	17-11	10 h 00	Saint-John
Denn'or	18-11	13 h 30	Rouyn
Dexleigh	19-11	16 h 00	Montréal
Foster's Brewing Group	19-11	15 h 00	Melbourne
Eurus Resources	20-11	09 h 30	Vancouver
Hydra Exploration	20-11	10 h 00	Toronto
Premier Cdn	20-11	10 h 00	Montréal

RETRAIT DE LA COTE

BRL Enterprises

Symbole : BRL

Valeurs : actions ordinaires.

Modalités : les actions ordinaires de la société seront retirées de la cote de la Bourse de Montréal à la fermeture des affaires le 26 novembre 1992, à la demande de la société.

Sony

Symbole : SNE

Valeurs : reçu de dépôt américain de la société américaine.

Modalités : les reçus seront retirés de la cote de la Bourse de Montréal à la fermeture des affaires le 26 novembre 1992, à la demande de la société.

PROGRAMME DE VENTE POUR ACTIONNAIRES DE PETITS LOTS

Banque Royale du Canada

Symbole : RY

Valeurs : actions ordinaires.

Modalités : tout actionnaire qui détient moins de cent (100) actions ordinaires de la banque au 26 octobre 1992 peut participer au programme. Les actionnaires qui détiennent moins de 100 actions ordinaires de la banque peuvent les vendre à la valeur au marché sans encourir de commissions de courtage. La banque paiera toutes les commissions de courtage et les frais administratifs imputables, mais si les actions sont détenues par une société de fiducie, un courtier ou une banque, les actionnaires assument eux-mêmes tous les frais qui pourraient être exigés par leur courtier, banque ou société de fiducie. Date d'expiration du programme : 30 novembre 1992.

PRIVILEGE DE RACHAT AU GRÉ DU DÉTENTEUR

Union Gas

Symbole : UNG.PR.G

Valeurs : actions privilégiées de catégorie B, rachetables au gré de la société et du porteur, à dividende cumulatif de 8%, série 6.

Modalités : les porteurs des actions susmentionnées ont le droit d'exiger de la société qu'elle rachète, le 1er janvier 1993, la totalité ou une partie de leurs actions privilégiées, au prix de 20 \$ l'action plus les dividendes accumulés et courus.

Date de rachat : 1er janvier 1992.

Manufacturers Life Capital

Symbole : MLC.PR.A

Valeurs : actions privilégiées de premier rang, série A, 7,25%.

Modalités : espèces — 25 \$ plus les dividendes accumulés et non versés pour chaque action rachetée au gré du détenteur.

Date d'échéance : 1er décembre 1992.

Date de paiement : 31 décembre 1992.

REÇUS DE VERSEMENT

Canadian Occidental Petroleum

Symbole : CCY.R

Valeurs : reçus de versement.

Modalités : les reçus du versement de Canadian Occidental Petroleum pour lesquels le premier versement a déjà été payé, donne droit au détenteur enregistré de devenir propriétaire d'une (1) action ordinaire de la société moyennant le paiement complet du versement final. Le paiement du second et dernier versement, au montant de 14 \$ par action ordinaire, accompagné du certificat de reçu de versement doivent être reçus par Compagnie Trust Royal le ou avant le 31 décembre 1992 à 13h.

OFFRE D'ACHAT

Nova-Cogesco

Symbole : NCG

Valeurs : actions ordinaires.

Résultats : 8 593 475 actions ordinaires de la société ont été déposées en vertu de l'offre d'achat faite par NCG Acquisition. En conséquence, NCG Acquisition prendra livraison et paiera 3 300 000 actions ordinaires de Nova-Cogesco au pro rata.

DIVIDENDE

Canfor

Symbole : CFP

Valeurs : actions ordinaires.

Modalités : la société a déclaré un dividende en actions sur ses actions ordinaires. L'équivalent en espèces est de 25 cents.

Date de clôture des registres : 15 décembre 1992.

Date de paiement : 31 décembre 1992.

Trustco Desjardins

Symbole : TDJ

Valeurs : actions ordinaires.

Modalités : la société susmentionnée, sauf avis contraire, ne versera plus de dividende sur le titre cité en rubrique à compter de la date normale du versement du dividende en décembre.

Welwood of Canada

Symbole : WLW

Valeurs : actions ordinaires.

Modalités : la société susmentionnée a déclaré un dividende en actions sur ses actions ordinaires. L'équivalent en espèces est de 5 cents.

Date de clôture des registres : 4 décembre 2002.

Date de paiement : 30 décembre 1992.

Doman Industries

Symboles : (DOM.A et DOM.B)

Valeurs : actions catégorie A et actions catégorie B série 2.

Modalités : la société a déclaré un dividende en actions sur les actions susmentionnées. Le taux est de 0.01 action de catégorie B de Doman Industries pour chaque action de catégorie A ou de catégorie B détenue, ce qui équivaut à 65 cents calculés d'après un prix de 6,50 \$ par action de catégorie B.

REMBOURSEMENT TOTAL

BC Gas

Valeurs : 10,125% série A, 30 novembre 1997.

Date de remboursement : 2 décembre 1992.

RÉCLAMATIONS

Laidlaw

Symboles : (LDM.A et LDM.B)

Valeurs : actions de catégorie A et actions de catégorie B.

Modalités : un règlement de recours collectif et d'une audition de toutes les personnes physiques ou morales qui se sont portées acquéreurs d'actions ordinaires de catégorie A ou B du 11 janvier au 14 mars 1992 inclusivement. Seules les personnes qui ont acheté des titres de Laidlaw durant cette période, ou leurs représentants, ont le droit de déposer une preuve de réclamation. Toutes les réclamations doivent être présentées par les personnes qui se sont portées acquéreuses de droits de propriétaires véritables des actions ordinaires de catégorie A ou B du 11 janvier au 14 mars 1992 inclusivement ou par leurs représentants. Les preuves de réclamation doivent être livrées avant le 1er décembre prochain; sinon, il est possible qu'elles soient refusées et que les personnes visées ne reçoivent pas de paiement par suite de règlement.

Les renseignements contenus aux présentes proviennent de sources que nous croyons dignes de foi mais nous ne pouvons pas en garantir l'exactitude. Ce document, étant un bulletin d'information, pourrait s'avérer incomplet.

Ces renseignements sont fournis par

Tassé

Tassé & Associés, Limitée

Labatt a réussi sa percée en Angleterre

La Canadian Lager est la neuvième bière en popularité parmi 300 marques

Stephen Ward

de la Presse Canadienne

ESHER, Angleterre — Lorsque les dirigeants de Labatt mirent les pieds en Grande-Bretagne, il y a cinq ans, ils constatèrent que les chauffeurs de taxi ne connaissaient absolument pas leur compagnie: certains croyaient même qu'ils étaient représentants d'un fabricant de valises de France.

Aujourd'hui, le nom Labatt se retrouve sur beaucoup de portières de ces mêmes taxis. Le nom figure également sur les panneaux publicitaires des stades de soccer et dans les publicités télévisées et il est omniprésent sur les vêtements et la voiture du héros des courses automobile de Grande-Bretagne, Nigel Mansel.

La Canadian Lager de Labatt est la neuvième bière la plus populaire du Royaume-Uni, où on compte pas moins de 300 marques différentes.

En Italie, les marques Moretti et Sans Souci, également de Labatt, figurent parmi les plus populaires du pays et reçoivent l'aval des vedettes du rock.

Ces têtes de pont au Royaume-Uni et en Italie ne sont pas nécessairement synonymes de conquête financière.

En Grande-Bretagne, la récession, les guerres de prix, les ventes

à rabais des concurrents et la concurrence hostile de certaines brasseries ont créé des difficultés aux plus petits.

«Nous prévoyons atteindre la rentabilité l'année prochaine, ce qui est très encourageant», affirme Bruce Peer, directeur de Labatt en Europe, lors d'une interview de son bureau d'Esher, au sud de Londres.

«La récession nous a fait mal au cours de la dernière année, au Royaume-Uni, mais nous nous sommes très rapidement ajustés.»

Vous devez agir rapidement lorsque les cinq plus grandes brasseries britanniques — qui possèdent la grande majorité des pubs de la région londonienne, le coeur du commerce de la bière en Grande-Bretagne — désirent vous évincer.

Malgré les tentatives du gouvernement pour déréglémenter l'industrie brassicole, les géants tels Bass et Whitbread sont toujours propriétaires de milliers de pubs et peuvent nuire aux concurrents en abaissant leurs prix de gros.

Même si la réglementation oblige les pubs appartenant à des brasseurs à offrir une «bière invitée» — le produit d'un autre concurrent — cette dernière bière est souvent écoulée du coin le plus reculé et le plus sombre du bar.

Labatt est solidement établie dans le nord de l'Angleterre, mais la compagnie doit se battre constam-

ment pour obtenir que sa bière soit distribuée dans la région londonienne et le sud du pays.

Plus tôt, cette année, Labatt a formé un joint-venture pour acheter une série de pubs et pour vendre sa bière dans 2000 pubs déjà établis et administrés par la firme Pubmaster de Londres. L'accord permettrait de porter de 7500 à 10 000 le nombre de débits offrant des produits Labatt.

Jusqu'à maintenant, le duo Labatt-Pubmaster a acheté environ 75 nouveaux pubs.

«Nous sommes actuellement plongés dans une importante guerre des prix entre les brasseurs du Royaume-Uni, admet M. Peer, directeur de Labatt en Europe. Il est très très difficile pour nous d'être concurrentiels. Nous devons traverser cette période en évitant les mauvais coups autant que possible.»

De nombreux obstacles se présentent face à ceux qui tentent de s'infiltrer dans le nouveau marché commun de l'Europe des Douze, même si la Communauté européenne admet se diriger vers un marché commun toujours plus ouvert.

«En Allemagne, des réglementations limitent la liberté de distribution de la bière et la réglementation sur l'emballage et est très contraignante», affirme Bruce Peer. Il existe également des taxes restrictives sur la bière, dans certains pays producteurs de vin, notamment la France.

«La récession nous a fait mal au cours de la dernière année au Royaume-Uni, mais nous nous sommes très rapidement ajustés.»

Vous devez agir rapidement lorsque les cinq plus grandes brasseries britanniques — qui possèdent la grande majorité des pubs de la région londonienne — le coeur du commerce de la bière en Grande-Bretagne — désirent vous évincer.

Malgré les tentatives du gouvernement pour déréglémenter l'indus-

trie brassicole, les géants tels Bass et Whitbread sont toujours propriétaires de milliers de pubs et peuvent nuire aux concurrents en abaissant leurs prix de gros.

«Il est amusant de rappeler que certains, ici, ont accusé les Canadiens faisant affaires en Europe de se livrer à des pratiques commerciales restrictives, soutient M. Peer. Pourquoi n'étudient-ils pas les pratiques de certains brasseurs européens?»

Malgré les problèmes rencontrés, la part de marché de Labatt en Europe est en croissance. La brasserie emploie 500 personnes, en majorité en Italie, dans ses brasseries de Bologne et d'Udine, dans le nord-est du pays, et dans une petite usine près de Naples, dans le sud.

La compagnie a produit deux millions d'hectolitres de bière; en Europe, l'an dernier, soit% de plus que l'année précédente.

Au niveau mondiale, le volume des ventes de Labatt s'établit à plus de onze millions d'hectolitres, dont plus de huit millions au Canada. Sa bière se vend également en Irlande et dans environ vingt autres pays.

En Grande-Bretagne, où les brasseries locales fabriquent la bière Labatt sous surveillance d'une équipe de techniciens canadiens, la compagnie possède 3% du marché. En Italie, ses ventes ont augmenté de 21% depuis un an et représentent aujourd'hui 9% du marché de la bière.

M. Peer affirme que la stratégie européenne de Labatt a donné les résultats escomptés et qu'il n'est pas question de se retirer de ce marché.

«Nous allons renforcer notre tête de pont en Grande-Bretagne et en Italie et nous établir en terrain solide l'an prochain puis nous progresserons.»

Quel est le prochain objectif?

M. Peer sourit en tendant l'index en direction d'une large carte géographique de l'Allemagne épinglée sur un mur de son bureau.

TOURISME D'AFFAIRES

Les règles d'entreprises régissant les voyages d'affaires sont moins répandues qu'on le pense

Normand Cazalais

Les dépenses liées aux voyages d'affaires pèsent lourdement dans les budgets de beaucoup d'entreprises. Pourtant, en dépit des sommes en jeu et des économies souvent considérables qui pourraient être réalisées, moins de la moitié des entreprises canadiennes (45% en fait) possèdent un règlement régissant ces voyages.

L'expérience a par ailleurs démontré que des règles claires et bien appliquées entraînent des réductions de coûts à tous les échelons sans pour autant diminuer l'efficacité des déplacements et le rendement des affaires.

Selon une enquête menée voici quelques années par American Express («Les voyages d'affaires au Canada»), la plupart des dirigeants d'entreprises reconnaissent volontiers les avantages que peuvent apporter de telles règles dûment écrites. Mais rares sont ceux qui ont effectivement pris les mesures conséquentes. Et, même lorsqu'elles existent, le processus de vérification tient rarement compte de l'évolution des voyages d'affaires: à peine

55% des entreprises les revisitent d'année en année.

Pour savoir quelle importance une entreprise accorde à une meilleure gestion des frais de déplacement, il suffit de regarder qui est responsable de l'élaboration et de l'application de ces règles. Quand c'est un vice-président, voire le président, le contrôle des frais de déplacement et de représentation comptent parmi les principales priorités.

On constate également que ce ne sont pas tous les mêmes domaines qui sont couverts. Viennent en tête de liste les voyages en avion, puis les locations de voitures et les directives de dépenses journalières.

Les entreprises ayant de telles règles profitent régulièrement de tarifs spéciaux: 77% bénéficient de remises à l'hôtel et 80% ont droit à des rabais pour la location de voiture.

American Express conclut son enquête en émettant quelques recommandations:

- Il importe de bien cerner le champ d'application des règles en question et d'en identifier les responsables;
- Il faut faire la juste part entre le confort du voyageur et la gestion et la rentabilité des voyages d'affaires;
- Un document écrit, définissant les principes et lignes directrices, s'impose;
- Il faut communiquer et, si possible, expliquer les nouvelles règles à tout le personnel; en accordant un soin particulier à mettre sur pied les rouages nécessaires.

Les firmes étrangères rentables pour Washington

WASHINGTON (AFP) — La présidence de Bill Clinton compte percevoir 45 milliards \$ US d'impôts en quatre ans auprès des filiales américaines des firmes étrangères en appliquant plus strictement la législation existante, a réaffirmé vendre-di Robert Shapiro, proche conseiller du futur président, rejetant ainsi les doutes émis ces derniers jours par de nombreux experts.

La proposition du président élu de faire payer davantage les entreprises étrangères opérant aux États-Unis était un bon argument électoral, mais sa portée financière sera limitée, ont affirmé des analystes, selon qui le fisc pourra récupérer au plus 10 à 15 milliards \$ US.

«Nos analyses les plus poussées montrent qu'une estimation de 45 milliards est réaliste», a déclaré M. Shapiro. Il a ajouté qu'il ne s'attendait pas à des mesures de rétorsion des pays dans lesquels opèrent les sociétés américaines.

Bond des ventes automobiles US

DETROIT (AFP) — Les ventes aux États-Unis des automobiles assemblées par les dix constructeurs nord-américains, ont fait un bond de 21,6% au début novembre par rapport à la même période en 1991. Toutefois ces performances se comparent à un niveau de ventes très faible un an auparavant, ont souligné les analystes.

RELAIS D'AFFAIRES



LA FINE FLEUR DES MAÎTRES HÔTELIERS

ESTRIE / NORTH HATLEY

AUBERGE HATLEY: Plein air et gastronomie dans un décor d'autrefois. Un relais pour les gourmets-gourmands, classé 4 fourchettes. Le charme d'une vieille demeure bourgeoise perchée sur une colline dominant le lac Massawippi. 25 chambres dont certaines avec foyer. Forfait conférence incluant 3 repas, 2 pauses-café, frais de service 140.00\$ p.p. occ. simple/par jour ou 110\$ p.p. occ. double/par jour. Pour renseignements: Tél.: (819) 842-2451 Fax: (819) 842-2907

LAURENTIDES / SAINT-ADÈLE

HÔTEL L'EAU À LA BOUCHE: Ste-Adèle, un bouquet pour fleurir vos vacances. Confort, calme, détente et tout le service auquel vous vous attendez. 26 chambres luxueuses. Salons aménagés pour réunions. Le restaurant vous servira une fine cuisine du marché. Classé 4 fourchettes et 5 fleurs de lys. Demandez nos forfaits. Tél. sans frais de Mt: 514-227-1416 ou 229-2991. Fax 229-7573

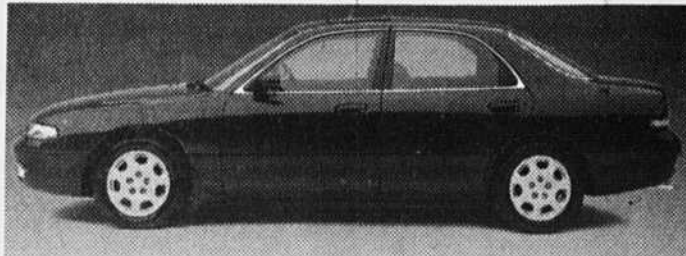
MONTÉRÉGIE / SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU

HÔTELLERIE LES TROIS TILLEULS: À St-Marc-sur-Richelieu. Une hôtellerie paisible et confortable, dans une demeure d'un autre âge, sur le bord de la rivière Richelieu où le personnel n'a qu'un seul désir: satisfaire. Lauréat national «Mérite de la Restauration». 5 salles de réunions disponibles. Nous avons différents forfaits à vous proposer. 584-2231

LA NOUVELLE MAZDA 626 CRONOS 1993

EN ÉQUIPEMENT DE SÉRIE

- Moteur 4 cylindres 16 soupapes DACT 2 litres à injection électronique multipoint
- Boîte manuelle 5 rapports à surmultipliée
- Direction à crémaillère à assistance variable en fonction du régime
- Serrure de portière conducteur éclairée
- Sièges baquets avant inclinables avec appui-tête et support des cuisses réglables
- Colonne de direction inclinable
- Coussin gonflable pour conducteur
- Radio AM-FM stéréo à lecteur de cassettes à inversion auto et commandes logiques, montre, code antivol, six haut-parleurs et antenne en diversité
- Antenne électrique
- Portières arrières à sécurité enfants



16,395\$*

- Suspension entièrement indépendante
- Télécommande d'ouverture du coffre et du volet d'essence
- Dégivreur de lunette arrière à minuterie
- ET PLUS ENCORE !

* Transport, préparation et taxes en sus.

LACHINE mazda

637-1153
2895 Notre-Dame
Lachine
(coin 29e ave.)



L'ACTUALITE INTERNATIONALE

Paris ne veut pas faire souffrir le peuple irakien

MANAMA (AFP) - Le ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas a estimé hier à Manama qu'il fallait «prendre en compte les souffrances du peuple irakien», soulignant toutefois que toute normalisation de la situation dans ce pays passe par l'application des sanctions de l'ONU.

M. Dumas, en visite à Bahrein dans le cadre d'une tournée dans le Golfe, a déclaré lors d'une conférence de presse que les autorités de Bahrein et lui-même étaient «tombés d'accord pour considérer qu'il faudra bien que la situation de l'Irak se normalise un jour, et que ce jour peut être plus proche si les conditions sont réunies».

Mais, «entre-temps, il faut bien savoir prendre en compte les souffrances du peuple irakien», a-t-il ajouté, en insistant sur le fait que Bagdad doit appliquer les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, prises après l'invasion du Koweït en août 1990, et «que plus vite ces résolutions trouveront leur application, plus vite la situation pourra se normaliser».

«Le fait que j'ai souhaité, comme la partie bahreïnne, que soit pris en compte le sort du peuple irakien et qu'intervienne un jour la normalisation des relations avec l'Irak, implique que ce moment n'est malheureusement pas arrivé et que toute levée des mesures discriminatoires prises à l'encontre de l'Irak ne peut se justifier que dans la mesure où les résolutions auront reçu leur pleine application», a-t-il précisé en réponse à une question.

Pour le ministre français, il «dépend en grande partie des dirigeants irakiens que cela puisse se réaliser».

Comme on lui demandait d'autre part si la France estimait que la normalisation des relations de la communauté internationale avec l'Irak passait par le départ du président Saddam Hussein, M. Dumas s'est borné à répondre que le sort de ce dernier n'était «pas son problème».

Au cours des conversations de M. Dumas à Manama, certains dirigeants bahreïnites ont souligné, selon des sources informées, qu'il existait dans le monde arabe une orientation en faveur d'un allègement des souffrances du peuple irakien et ont jugé que celui-ci avait assez souffert.

Le ministre des Affaires étrangères, cheikh Mohammed ben. Moubarak al-Khalifa, a pour sa part exprimé l'espoir, après un entretien avec M. Dumas, qu'il pourrait être «mis fin aussi rapidement que possible à cette tragédie», tout en insistant sur la nécessité de l'application par Bagdad des résolutions de l'ONU.

100 000 Allemands défendent le droit d'asile dans les rues de Bonn

BONN (Reuter) — Plus de 100 000 personnes ont manifesté samedi à Bonn pour la préservation de la clause constitutionnelle garantissant le droit d'asile pour les étrangers, cibles d'attaques presque quotidiennes de l'extrême droite.

Il ne s'agit que de la dernière en date de plusieurs manifestations accusant le gouvernement de vouloir céder aux pressions des extrémistes en s'appuyant à modifier la constitution, très libérale à l'égard des immigrants.

Selon les organisateurs, plus de 150 000 personnes se sont massées dans le parc du Hofgarten pour entendre les orateurs condamner le racisme et écouter des chansons engagées.

La police a, pour sa part, estimé la foule à 100 000 personnes.

Les policiers étaient en alerte pour prévenir d'éventuels débordements de quelque 2000 militants d'extrême gauche mais aucun incident n'a été signalé.

Il y a une semaine, environ 300 anarchistes avaient troublé une manifestation anti-raciste de 350 000 personnes à Berlin en lançant des oeufs sur les dirigeants allemands, dont le président Richard von Weizsäcker et le chancelier Helmut Kohl.

Deux cent mille manifestants anti-racistes ont ensuite défilé dans l'ensemble du pays lundi, jour anniversaire de la «Nuit de Cristal», pogrom nazi en 1938.

Si le rassemblement de Berlin a été organisé sous l'égide du président von Weizsäcker, celui de samedi à Bonn l'a été par un bloc de gauche rassemblant les Verts, des organisations de défense des droits de l'homme et des groupes de défense des réfugiés hostiles aux principaux partis du pays.

«Les réfugiés sont en danger, pas dangereux», «Arrêtez la construction du IVE Reich», pouvait-on lire sur les banderoles.

Beaucoup de Turcs, qui forment la plus grande communauté étrangère d'Allemagne, étaient venus manifester.

Pour Moustafa Perik, 36 ans, venu en Allemagne avec ses parents en 1970, la xénophobie a considérablement empiré au cours de l'année passée en raison de l'aggravation du chômage et du nombre de sans-abri, conséquences de la récession et de l'unification allemande.

Les intervenants, parmi lesquels Beate Klarsfeld, militante anti-nazie basée à Paris, ont dénoncé les

«compromissions» du gouvernement Kohl, notamment l'expulsion d'un groupe de Roumains dont la demande d'asile a été rejetée.

«Expulser de force des tziganes de Roumanie est le pire crime commis ici depuis le régime nazi. Le XXe siècle a été marqué par les nazis. Faisons tout notre possible pour faire de l'Allemagne un pays généreux et humain au XXIe siècle», a déclaré Beate Klarsfeld.

Les manifestants ont aussi demandé au Parti social-démocrate (SPD) de ne pas se rallier à la position du gouvernement lors d'une réunion aujourd'hui. Les voix du SPD sont nécessaires pour atteindre au Parlement la majorité des deux tiers nécessaire à la modification de la Loi fondamentale de 1949.

Susanne Miller, historienne, a déclaré qu'elle avait survécu à l'Holocauste parce qu'elle avait obtenu le droit d'asile dans un autre pays.

«Des centaines de milliers de personnes n'ont pas obtenu d'asile et elles sont mortes. Si on nous demande pourquoi l'Allemagne doit avoir une responsabilité spéciale aujourd'hui en matière d'asile, la réponse se trouve dans notre Histoire», a-t-elle dit.

Un influent sénateur américain appelle l'Occident à aider Eltsine

WASHINGTON (AFP) — Un des sénateurs américains les plus influents a averti hier que sans un programme d'aide à Boris Eltsine l'Occident pourrait faire face dans le futur à une menace aussi grande que le nazisme.

«Sommes-nous sur le point de voir sombrer une possibilité d'avoir une démocratie et une économie de marché dans l'ancienne URSS parce que l'Occident est trop absorbé par ses propres problèmes», a poursuivi le sénateur Nunn.

Il a estimé que les pays occidentaux, et en premier lieu les États-Unis, engagés dans des réductions de leurs budgets militaires avaient tout intérêt à ne pas laisser un régime totalitaire reprendre le dessus en Russie pour éviter d'avoir à dépenser des milliards de dollars pour «corriger leur inaction».

Le sénateur Nunn a appelé l'Allemagne et le Japon à accroître leur aide à la Russie et aux anciennes républiques soviétiques en dépit des problèmes ou des différends avec Moscou que ces deux pays peuvent avoir.

Il a souligné que les questions des réfugiés de l'Europe centrale ou d'ajustement à la réunification sont graves pour l'Allemagne mais que le retour d'un régime communiste à Moscou serait encore plus périlleux.

De même, a-t-il estimé, les Japonais qui demandent que la Russie leur rende les îles Kouriles occupées

depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale auront plus de difficultés à obtenir gain de cause si «Eltsine est mis à la porte et remplacé par un régime nationaliste et militaire».

Il a proposé pour faire face à ce défi une large «mobilisation» notamment des organismes économiques comme le Groupe des Sept pays les plus industrialisés (G7) ou encore le Fonds monétaire international (FMI). Il a suggéré la création d'un poste de «coordinateur» pour suivre ce qui se passe dans l'ex-URSS.

Dans le domaine purement militaire il a souhaité d'avantage d'échanges entre les armées russe et américaine et également une aide plus grande à la reconversion civile de l'industrie militaire de l'ex-URSS.

Récemment la Russie s'est lancée dans un vaste programme d'exportation de matériels militaires de tout type.

Moscou a notamment vendus deux sous-marins à l'Iran en justifiant cette transaction qui a inquiété Washington par son besoin de devises. Cette vente a rapporté 600 millions de dollars à Moscou soit plus que le plan d'aide décidé par le G7 lors de sa dernière conférence à Tokyo sur l'aide internationale à la CEI.

Lettre de Moscou

Révolte de femmes

Une révolte des femmes a actuellement lieu en Russie: elles s'insurgent contre les épouvantables conditions matérielles de la vie... en refusant de donner la vie.

Depuis deux ans, le nombre de décès a dépassé largement le nombre de naissances. Le dernier chiffre officiel de 1990 indiquait 6,5 de naissances pour 1000. Depuis, il n'a continué que de baisser.

Déjà du temps du communisme, la femme soviétique était, en dépit de l'idéologie, bien plus exploitée que tous les pauvres travailleurs capitalistes sur le sort de qui s'apitoyait constamment la presse soviétique. Elle travaillait à plein temps, passait plusieurs heures par jour à faire la queue, s'occupait pratiquement seule des enfants, et avait de la chance si son mari n'était pas un saouillard, ou sur le point de la plaquer sans l'intention de payer la pension alimentaire.

Rien n'a changé à tout cela, à part le fait que son salaire ne suffit plus que pour acheter les premières nécessités de la vie.

Elle continue à se marier tôt. Le premier enfant est déjà très souvent en route: une femme de 25 ans est une vraie «vieille» dans une maternité russe. Si elle n'a que très rarement un autre enfant, c'est parce que sa première expérience d'accouchement a été épouvantable, ou parce que, tout simplement, elle n'a pas les moyens de s'offrir un tel luxe.

Une poussette d'enfant coûte ces jours-ci 3000 roubles, l'équivalent de deux-tiers d'un salaire mensuel moyen, une paire de collants d'enfants, 100 roubles. En 1991, 55 femmes sur 100 000 sont mortes en couches, deux fois plus qu'aux États-Unis. Au même moment, le taux de mortalité infantile était de 18 pour 1000, infiniment plus que dans n'importe quel pays développé. Un nouveau-né sur cinq souffrait d'une maladie congénitale.

Une journaliste a récemment décrit les circonstances de son accouchement dans un quotidien moscovite. «En arrivant, en plein milieu de la nuit, on m'a donné une chemise déchirée trois fois ma taille et un réveil-matin, pour que je surveille moi-même la fréquence des contractions. Personne n'est revenu pendant très très longtemps, je sanglotais, je criais pour moi-même. Je ne savais plus qui j'étais, où j'étais, quand tout à coup, j'entends la voix de l'infirmière: «Viens vite, sinon tu vas accoucher dans le couloir!» Elle me tirait vers la salle d'accouchement. À peine allongée, j'ai entendu la voix du médecin: «Que des bonnes femmes, que des bonnes femmes...» C'est ainsi que j'ai su que j'avais une fille...»

L'enfant est enlevé de suite à la

mère pour au moins deux heures. Même pendant les jours qui suivent, elle ne le voit que pour l'allaiter. Les pères graissent la paille pour avoir les nouvelles de la naissance et faire passer des paquets. Pour le reste, ils guettent sous les fenêtres de l'hôpital, et montent dans les arbres pour apercevoir de loin leur bébé collé contre la vitre quelques étages plus haut.

Les conditions hygiéniques dans la maternité sont souvent désastreuses: au moins six femmes par chambre, pas de draps propres, une toilette pour



Vera Murray

tout l'étage, pas de douche, souvent pas d'eau chaude. La mère doit repasser elle-même les couches. Un bébé qui n'a pas attrapé une infection à la maternité passe pour un miracle.

Au mois d'octobre a eu lieu à Moscou un événement d'une grande importance symbolique pour les femmes russes. Des médecins américains, parrainés par un groupe féministe de New York, ont procédé à insérer dans le bras de 15 femmes les capsules anti-conceptionnelles Nortplant.

«Cinq ans sans avortement, je ne crois pas ma chance!», a confié à un reporter une des élues. À 25 ans, elle avait déjà eu six avortements, et connaissait des femmes qui en avaient subi 10, 15 et même 20!

Dans ce pays où le sexe et la sexualité ont été pendant très longtemps des sujets tabou, même la contraception a pris un air de chose défendue. Mais pas l'avortement, qui continue à être le premier et souvent le seul moyen de contraception. Dépendant des statistiques, on en fait annuellement de neuf à 18 millions, contre 1,5 million aux États-Unis! Des interventions souvent pratiquées à plusieurs par pièce et aussi souvent sans anesthésie.

La différence fondamentale entre l'Amérique du Nord et la Russie: tandis que là-bas, on se bat pour garder le droit à l'avortement, ici, il s'agit d'obtenir à ce que les femmes aient un autre choix que l'avortement.

LES ANNONCES CLASSEES 985-3344

INDEX DES REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100-199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100-150 Achat-vente-échange
160-199 Location

200-299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200-250 Achat-vente-échange
251-299 Location

300-399 MARCHANDISES

400-499 OFFRES D'EMPLOI

500-599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES

600-699 VÉHICULES

LES ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 16H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: **985-3344**
Télécopieur: **985-3340**

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes Montréal, H2Y 3S6

101 Propriétés à vendre

A AHUNTSIC - MONTRÉAL A PRIX ÉVALUÉ - 15%
Pour vente rapide. Pas d'agent. Split 4 niveaux 8 x 1 1/2 b. bain, idéal profession. Grand terrain paysagé, clôture. Prox. tous les services et parcs.
381-7532.

BORD DU RICHELIEU Maison de rêve à St-Roch. Beaucoup d'extra. Moins de 175 000 \$! Tout voir 677-0644.

C.D.N. coin Van Horne et L'Éclair. 15 pièces, pas de débris. Pour professionnels ou bureaux. 342-5206.

CENTRE-VILLE. RUE WOLFE.
Cottage rénové, 3 c.a., cour arrière, 3 c.a., cour arrière avec stat. 139 000\$. 628-8832 réo.

DORVAL SUD cottage détaché rénové, 3 chambres à coucher, près voies d'accès, près centres d'achats. Secteur haut de gamme. 290 Cloverdale. 695-1159.

GREENFIELD PARK (Vieux), grande maison. très grand terrain. 17 000 \$ p.c.a., 2 foyers, piscine creusée. 464-4831. Agent s'abstient.

STE-JULIE. luxueux cott. 91, secteur prestige. 12 pces, 3000 p.c.a. habitables, garage, tout équipé. 186 000\$. 669-4354.

VIMONT split 88, 3 chambres, 2 s/bains, garage, s/sol, piscine creusée, extra 155 000\$ réo. transfert. 669-1379, 944-7978.

103 Condominiums Co-propriétés

CONDO 3 1/2. tout fourni, frais peint, près du lac des Sables. Ste-Agathe. Appeler Louis. Jour: 739-1405, soir: 721-3698.

DOIT VENDRE avant 1993. Près marché Atwater, devant espace vert, édifice 1986, 2 terrasses, 5 1/2, 90 000\$. 819-346-5561.

ILE DES SOEURS. grand 3 1/2, de luxe, bord de l'eau, somptueux, magnifique vue, beaucoup d'extra. 142 000\$. 762-2809. 332-6936.

LOIT LE COLONIAL. 1125 p.c., 5 fenêtres 6 x 8 ch., s/d eau avec b/tout, 2 pl. unique dans voûte, plat. 12' terrasse sur toit. **Idéal atelier. 982-2533.**

PLATEAU 3 1/2 ensellée, 435 p.c.a., vue, cachet, complètement rénové. 52 000 \$! Aussi, 485 p.c.a. 57 000 \$! 4654 de la Laurendière. **Près Gifford 278-2387**

VISITE LIBRE DIM. 14H À 16H

PLATEAU 5 1/2. 2 c.a., 900 p.c.a., cachet, cour, ensellée, complètement rénové, 9 c.a. ch., 91 000 \$, 4665 de la Laurendière, près Gifford. **278-2387**

PRÈS HOPITAL MAISON NEUVE-ROSEMONT
Condominium de prestige, tout à l'électricité, belle étage, vue dégagée et sur superbe vue et belle propriété, lumineuse. Intérieur 1500 p.c.a., plus terrasse près de 400 p.c.a., 2 s/bains, 2 garages intérieurs. Tous services inclus, piscine, piscine intérieure et extérieure, bain tourbillon, salle d'exercices. Construction de qualité, conciergerie résident, copropriétaires responsables, sécurité, confort, proximité de toutes activités. Libre immédiatement. Prix: 210 000 \$ sur rendez-vous. **Jour: 987-3838, soir: 388-2704**

SKI SUTTON
Condo 5 1/2 pièces (1600 p.c.a.), entièrement meublé, valeur 150 000 \$ pour seulement 100 000\$. 464-2100.

105 Propriétés à revenus

A LIQUIDER. 5 plex à neuf, revenu 34 500\$. Grand cour. Près Télé-Métropole. 270-6526.

120 Laurentides

PROPRIÉTÉ À LOUER
A 20 min. sud St-Jovite, maison très propre, 3 c.a., meublée, chauffage, climatisation, 8500\$/mois. Location saison ou annuelle. Libre 1er déc. 819-887-2938.

ST-SAUVEUR
Propriété résidentielle ou commerciale. Prix 275 000\$. Pas d'échange. 687-0222.

121 Cantons de l'Est

SUTTON LA PÊCHE. chalet-condo, 41 500 \$ (59 \$/sem.), concept européen, occupation 30 nov. 92.
Luc Vaillancourt, 591-3226.

135 Terrains

A L'ACADIE (15 min. Mtl)
Terrain entièrement boisé, 160 x 200, prêt à construire. 28 000\$. 638-4218.

A L'ACADIE, Rivière-Sud MH
Terrains boisés, avec services d'égout. 16 000 p.c.a. 26 000\$. 1-348-8220.

MORIN-HEIGHTS domaine lac Alpin, 190 lots boisés, calme, près pentes ski alpin et de fond, plage, golf adj. 0,115 à 0,195. 446-1591 ou 984-1764, après 20h.

160 Appartements-logements à louer

AHUNTSIC. foyer, grands tranchées, tranquille, écoles. Clépos. 381-3630.

BEAU PETIT 5 1/2. 209 Bernard ouest. Adj. Out. idéal offre. 211-9232, 731-5026.

BOUL. ST-JOSEPH E. luxueux 6 1/2 chalet, 190 lots boisés, calme, près pentes ski alpin et de fond, plage, golf adj. 0,115 à 0,195. 446-1591 ou 984-1764, après 20h.

C.D.N. - LACOMBE. haut duplex, 7 pièces, 2 s/bains, chauffage. 1 300\$. 739-1505.

CHOMEDÉY. 1 1/2 - 3 1/2 - 4 1/2, meublées ou non, près services, tranquille. 973-2372.

LAVAL à sous-louer, grand 4 1/2, 3e, déc. à jan. 465, 663-8568.

160 Appartements-logements à louer

MÉTRO MONK. loft climatisé, bois franc, neuf. 590\$. Jour: 766-6783.

MÉTRO ROSEMONT. 2e, 3 1/2, frais peint, gascine avant/arrière. 384-6251, 16h-20h.

MÉTRO VERDUN. 5 1/2 3e, 400\$ et 4 1/2 avec s/sol et stationnement. 425\$, 769-6455.

160 Appartements-logements à louer

OUTREMONT Condos rénovés entièrement. Design moderne. Monique Durand. Re/Ma Outremont. 277-6107.

OUTREMONT. 50 Willowdale, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, ascenseurs, chauff. 849-7061.

OUTREMONT. face au Mont-Royal, 33 ch. Côte Ste-Catherine, 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, chauff. gym, "sun deck". 277-5873.

OUTREMONT VAN HORNE & ROCKLAND RESIDENTIEL OU COMMERCIAL
Grand 6 1/2 - Libre 1er nov. **276-0053**

PETITE ITALIE. 6 1/2 d.c. avec cour, cuisine rénove, lav-vais., entrée lav. clim. 550\$. 273-7464.

PLACE VERSAILLES
Grand 2 1/2, 3 1/2, 4 1/2, chauffé, eau chaude, stat., sauna, piscine ext. Face centre d'achats, près métro Radisson 353-1900.

PRÈS CENTRE-VILLE 1 MOIS GRATUIT
Beaux logements 3 1/2 - 350\$, 4 1/2 - 460\$, 5 1/2 - 460\$, stat. ext. gratuit. Près métro. 939-3626, 937-6215.

VIEUX-MTL. Place Royale, très clair, 2 c.a., 2 s/bains, foyer, jardin, garage, 1200\$, ms. gratul. Libre. 288-6178.

VILLE ST-LAURENT. Thompson, 3 1/2, équipé, chauff. 333-1402.

164 Condominiums à louer

CHATEAU CASSON VILLE ST-LAURENT
3 c.a., app. ménage incl. 2200 p.c.a., 12e étage, 2 s/bains, 2 s/bains, 2 baign. 2 esp. 400\$, s/sol, p.c.a. inf. gym, sauna, billard, tennis ext. prox. c/achats, tous transports (train). Mens. 2000\$. 488-0071.

CONDO NEUF rue St-Denis, 3 c.a., luxueux, à 500 p.c. du métro. 800\$, 278-6533.

ILE DES SOEURS. bord du fleuve, 2 étages, 3 c.a., 2 s/bains, patio, garage, 1400\$, chauff. 161-6641, 459-2649.

164 Condominiums à louer

ST-ANDRÉ condo, grand 5 1/2, foyers, b. tourbillon. 625\$. 418-479-2136 sol.

165 Propriétés à louer

A MIRABEL. bungalow 7 1/2, piscine, sous-sol fini. 1-565-6048.

PIERREFONDS. bung. 3 c.a., s/sol fini, 2 s/bains, cuisine rén., app. ménages inclus, tapis m/m, repoint, thermop., piscine cr. 626-7555.

165 Propriétés à louer

VILLE MONT-ROYAL. Maison luxueuse, meublée ou non, 13 pces, aménagée à neuf. Disponibilité 12 à 18 mois, à partir du 1er déc. ou 1er janv. 93. 3 200 \$/mois, non-chauffée. 738-4712. 738-6533.

170 Hors-frontières à louer

FLORIDE - CÔTÉ OUEST 2 pas plage, gr. bungalow, coin rue, 2 c.a., couche 6 pers. Air clim., tout compris. 819-562-3980.

NAPLES (FLORIDE) GOLFE DU MEXIQUE
SUPERBE CONDO 1785 p.c.a., 3 c.a., 2 s/bains, gr. v.l., tennis, piscine, SPA, plage, location mobilier.
Jean-Marc Chaput, 514-343-3824.

PARIS BANLIEUE OUEST, VILLENES, ST-GERMAIN
20 min. de centre, métro, RER, app. luxueux, meublé, 2 chambres, à louer 1 an. René 932-1630.

175 Maisons de campagne à louer

CHERTSEY. 3 c.a., belle, propre, compl. équipée. Saison. 1-882-4799, 727-6617.

176 Chalets à louer

LAC DES SABLES (STE-AGATHE)
Luxueux 6 pièces, foyer, tout équipé, gr. terrain paysagé. Sem/mois. 256-0179.

MAISON DE LUXE à louer pour saison de ski 1992-1993, sur site Rochers Boisés à Ste-Adèle, meublées style contemporain. 6000\$ pour 5 mois 7000\$ pour 7 mois.

POUR INFORMATIONS
842-8908, 819-322-7075

Encadrez votre annonce classée

985-3344

450 Emplois divers

HOMMES BILINGUES. stature imposante, de 200 à 250 livres, demandés pour faire Pères Noël, très propres et très distingués. Rens. Nada, Suzanne ou Christian au 727-8990.

520 Préparation de C.V.
C.V. par détenteurs de MBA membre du Bureau d'éthique commerciale Prestige 939-2200.

529 Services professionnels

"LES MAÎTRES DE LA TOITURE" Toitures d'asphalte, gravier, bardoux, etc. Estimation gratuite. 477-5605, 565-6239.

530 Cours

ANGLAIS INTENSIF. prof. diplômée de McGill. Privé, semi-privé. 527-8546.

575 Déménagement

DISPONIBLE TOUT TEMPS Déménagement, emballage. Entreposage. Local et longue distance. Assurance complète. 253-3275.

575 Déménagement

TOYOTA CRESSIDA 1990. garantie jusqu'en novembre 1995, peinture intacte, kilométrage illimité. Bur. 383-5103, rés. 621-8962.

691 Camions à vendre

FORD ECONOLINE 1981
650 S
699-7661

695 Automobiles

LUXUEUSE 1987 Jaguar convertible XJS, 67 000 km, besoin ajustement mineur, très propre. 35 000\$. 259-8200.

PASSAT SYNCRO 92 blanche, 4 roues motrices, air, volant inclinable, régulateur de vit., miroir, valise, porte-élect. stéréo cassette. 20 800\$. Jacques, 594-8710.

TOYOTA COROLLA SE 1990. transmission automatique, air climatisé, peinture intacte, excellente condition. Jour: 383-5103, rés. 621-8962.

Ouvrez de bienfaisance pour enfants Ronald McDonald du Canada

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

EN BREF

Sharon renonce à la direction du Likoud

TEL AVIV (AFP) — L'ancien ministre de la Défense israélien Ariel Sharon, chef de file de la tendance «dure» du Likoud (opposition de droite), a annoncé hier qu'il retirait sa candidature à la direction de cette formation. Lors d'une réunion du comité central du Likoud à Tel-Aviv, M. Sharon a déclaré aux 2000 congressistes qu'il se retirait de la course à la succession de l'ancien premier ministre Yitzhak Shamir pour se consacrer au «rétablissement» du Likoud. Cette formation traverse une grave crise interne, notamment financière, depuis son échec aux législatives du 23 juillet devant les travaillistes dirigés par l'actuel premier ministre Yitzhak Rabin. M. Sharon, qui n'avait aucune chance d'être élu à la succession de M. Shamir, selon des sources proches de cette formation, a présenté sa candidature à un poste de secrétaire général qui serait à créer. M. Sharon, 64 ans, est hostile à la poursuite des négociations israélo-arabes. Il s'était consacré au cours des huit dernières années au développement de la colonisation juive dans les territoires occupés. Les trois principaux candidats en lice sont MM. Benyamin Netanyahu, la figure montante du Likoud, Benyamin Begin, le fils de Menahem Begin, et David Lévy, ancien ministre des Affaires étrangères.

L'ONU se félicite de l'attitude de l'Irak

BAGDAD (AFP) — Le chef de la 15e mission nucléaire de l'ONU en Irak s'est félicité hier du traitement que les autorités de Bagdad avaient réservé jusqu'à présent aux 32 experts lors de leur séjour dans le pays. «Je dois dire que notre équipe n'a pas du tout été harcelée. Les experts ont pu se rendre librement là où ils voulaient», a déclaré à la presse à Bagdad M. Dimitri Perricos. La mission, arrivée dimanche dernier en Irak, doit repartir mercredi matin. Selon l'atomiste grec, les experts ont pu «sortir de l'hôtel, aller dans des restaurants sans faire l'objet de vexations». «Je ne peux absolument pas me plaindre» de l'attitude des Irakiens, a-t-il poursuivi. Le chef de la précédente mission de l'ONU en Irak, M. Nikita Smidowitch, avait fait état de tracasseries: les chambres n'avaient pas été nettoyées pendant plusieurs jours, une ampoule électrique avait été jetée sur des experts et plusieurs inspecteurs avaient reçu des menaces de mort écrites. M. Perricos a toutefois ajouté que l'Irak n'avait toujours pas l'intention de fournir à l'ONU une liste de ses fournisseurs étrangers en matière nucléaire. «Il n'y a aucune indication que les Irakiens vont nous fournir ces informations», a-t-il dit, ajoutant toutefois que «personne ne peut savoir ce qui pourrait se passer d'ici la fin» de la mission. «Les informations sur son réseau d'approvisionnement sont très importantes», a-t-il à nouveau souligné. M. Perricos a enfin indiqué que les experts achevaient leurs dernières tâches d'inspection avant leur départ. Ils ont été hier sur différents sites pour des prélèvements d'eau et ont inspecté d'autres installations.

Athènes déplore l'intransigeance de M. Denktash

ATHÈNES (AFP) — Le gouvernement grec a déploré hier l'attitude «intransigeante» du leader chypriote turc Rauf Denktash, «confirmée une fois de plus» lors de la dernière série de négociations sur la question chypriote à New York, selon un communiqué officiel publié à Athènes. Dans ce document diffusé «pour condamner la proclamation unilatérale» il y neuf ans - le 15 novembre 1983 - par M. Denktash de la «RTCN» (la République turque de chypre du Nord, reconnue uniquement par Ankara), le gouvernement hellénique «exprime sa tristesse devant l'attitude négative et intransigeante de la partie turque». La Grèce réaffirme son «entier soutien au gouvernement chypriote et aux efforts qu'il déploie dans le cadre de l'ONU en vue d'une solution juste et viable du problème de Chypre», poursuit ce texte. Pour le gouvernement grec, une telle «solution doit être fondée sur les résolutions de l'ONU, y compris la dernière résolution 774 du Conseil de sécurité» et doit «sauvegarder les libertés essentielles et les droits de l'homme de tous les Chypriotes, grecs et turcs sans distinction», conclut le communiqué. Le premier ministre grec Constantin Mitsotakis, qui a quitté hier Athènes pour se rendre aux États-Unis en vue de rencontrer le président George Bush et inaugurer une exposition d'art grec classique, doit s'entretenir aujourd'hui à New York avec le secrétaire général des Nations-Unis, M. Boutros Boutros Ghali, qui préside les pourparlers directs entre M. Denktash et le président de Chypre, Georges Vassiliou, a-t-on appris de source autorisée grecque. Leurs entretiens seront centrés, selon cette source, sur le problème de Chypre.

1200 Serbes et Croates quittent Sarajevo

SARAJEVO (AFP) - Environ 700 Serbes et 500 Croates ont quitté Sarajevo hier en convois séparés sous l'escorte des Casques bleus, qui avaient jusqu'alors refusé de prêter leur concours à ce type d'opérations. Des listes avaient été dressées au préalable, et seuls des femmes, des enfants et des vieillards non-musulmans semblaient avoir été autorisés à partir.

Un accord était intervenu entre les belligérants pour que le convoi serbe sorte le premier de la ville - ce qui fut fait vers 15h - et que les bus utilisés reviennent participer à l'évacuation de 850 Croates.

Mais à la nuit tombée, peu avant 17h, les bus n'étaient pas revenus et 500 Croates se sont entassés dans une demi-douzaine de bus disponibles. Ils se sont dirigés vers le village serbe d'Ildiza aux portes de la capitale bosniaque assiégée, en espérant gagner Kiseljak en zone croate. Un seul véhicule blindé de la

FORPRONU accompagnait le convoi, selon des témoins.

En début de semaine, la Force de protection des Nations unies avait refusé son concours à une évacuation massive de 6000 habitants organisée par la Croix-Rouge et qui a largement échoué. Sa mission, soulignait la FORPRONU, était d'aider la ville à survivre et non de la vider. Le porte-parole de la FORPRONU à Sarajevo, Adnan Abdel-Razek, avait même comparé l'évacuation projetée de 2000 Serbes à un «nettoyage ethnique», les assiégeants insistant pour obtenir le départ de leurs coreligionnaires.

Un porte-parole de l'état-major de la FORPRONU, le colonel Barry Frewer, a indiqué hier à l'AFP que les Casques bleus avaient exceptionnellement accepté d'escorter ces convois sur des critères «humanitaires» et parce toutes les parties étaient d'accord pour que l'opération ait lieu. «À l'avenir, nous conti-

nuerons à examiner ce genre de demandes au cas par cas», a-t-il ajouté.

Après de très longues heures d'attente et d'anxiété des familles serbes devant la gare dévastée de Sarajevo, le convoi de huit autobus affrétés par la Croix-Rouge s'est ébranlé vers 15h en direction de l'aéroport, à destination de la position serbe de Lukavica sur les hauteurs entourant la ville. Quatre véhicules de la FORPRONU l'accompagnaient.

Peu avant le départ, derrière la vitre d'un autobus, Goran, un garçonnet de six ans qui partait rejoindre sa mère hors de la ville, essayait de consoler son père en larmes. Celui-ci ne pouvait quitter Sarajevo et il avait cousu dans la chemise de son fils une liasse de dollars, toutes ses économies.

Pendant ce temps, à un kilomètre à peine de là, 850 Croates rassemblés dans une cour d'école atten-

daient leur tour, assis sur leurs bagages, avec une anxiété croissante.

Selon le responsable de l'évacuation croate, Pavao Raguz, les assiégeants ont exigé que les Serbes partent en premier pour que les Croates puissent aussi passer leurs lignes en direction de Kiseljak.

Aux termes de cet accord, les bus utilisés pour sortir le premier groupe de la ville devaient revenir aussitôt pour chercher le second.

Mais vers 17h, alors que la nuit tombait, les bus n'étaient pas revenus et quelque 500 Croates ont décidé de tenter leur chance à bord des bus disponibles. Les 350 autres sont rentrés chez eux ou se sont installés pour la nuit dans l'école, avec l'intention de former un nouveau convoi aujourd'hui.

Selon un responsable de la Croix-Rouge de Sarajevo, le convoi de dimanche porte à plus de mille le nombre de Serbes qui auront quitté Sarajevo de cette façon cette semai-

ne, mais environ 1500 autres attendent leur tour.

Samedi, un convoi organisé par la communauté juive avait permis le départ de plus de 400 personnes, en majorité croates ou serbes.

Par ailleurs, des équipes d'observateurs canadiens et français de la FORPRONU seront déployées aujourd'hui en plusieurs points de la Bosnie occidentale, selon un accord conclu hier entre le commandant de la Force pour la Bosnie, le général Philippe Morillon, et le commandant des forces serbes, le général Ratko Mladic.

Selon l'agence yougoslave Tanjug, citant des sources serbes bosniaques, une équipe d'observateurs canadiens gagnera aujourd'hui Bosanska Gradiska (nord-ouest) pour une mission d'observation dans la région de Jajce (centre), Kupres, Grahovo, Glamoc et Bosanski Petrovac (sud-ouest), contrôlée par les forces serbes.



Le président égyptien, Hosni Moubarak, s'est adressé aux journalistes hier au Caire après un entretien avec le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Peres, à droite. M. Moubarak a déclaré que le fossé entre Israéliens et Palestiniens pouvait être comblé.

Peres ne veut pas discuter d'un État palestinien pour l'instant

LE CAIRE (Reuters) — Israël ne se penchera sur la demande des Palestiniens de discuter de l'indépendance des territoires occupés qu'après conclusion d'un accord sur l'autonomie actuellement en discussion à Washington, a déclaré hier le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Peres.

«Chaque chose en son temps», a-t-il dit après des entretiens au Caire avec le président égyptien Hosni Moubarak et son ministre des Affaires étrangères Amr Moussa, dans l'espoir de relancer les pourparlers sur la paix au Proche-Orient.

Shimon Peres a déclaré à la presse que son pays avait fait le maximum pour rendre possible une période transitoire de cinq ans pendant laquelle les Palestiniens bénéficieraient d'une certaine autonomie en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

«En même temps (...) cette proposition faite aux Palestiniens vise à trouver une solution provisoire qui ne correspond pas à une indépendance complète», a-t-il souligné.

Les pourparlers de paix engagés il y a un an à Madrid entre Israël et ses adversaires arabes sont actuellement dans l'impasse. Palestiniens et Israéliens ne s'entendent toujours pas sur les termes mêmes de la négociation.

Les Palestiniens veulent qu'Israël s'engage à retirer ses forces de Cisjordanie et de la bande de Gaza pour que l'autonomie puisse déboucher à terme sur une véritable indépendance, perspective jugée inacceptable par Israël.

L'État hébreu pour sa part insiste pour ne discuter que des détails d'un statut d'autonomie valable cinq ans.

Ni Hosni Moubarak ni Shimon Peres n'ont fourni de détails sur le contenu de leurs entretiens.

Le rais égyptien a invité le chef de la diplomatie israélienne au Caire après trois jours d'entretiens entre son gouvernement et le président de l'OLP, Yasser Arafat.

«Les possibilités existent. Le problème est un problème de temps et de négociations mais, si Dieu le veut, le fossé sera comblé», a déclaré Hosni Moubarak après deux heures d'entretiens avec son invité au palais présidentiel.

Shimon Peres a par ailleurs réaffirmé que son pays était prêt à se retirer du plateau du Golan, pris à la Syrie en 1967.

«Les lignes sur lesquelles nous nous retirerons sont sujettes à négociations», a-t-il souligné.

Israël souhaite engager un dialogue direct avec le président syrien Hafez al-Assad, comme il avait négocié directement avec le président Anouar Sadate après sa visite historique à Jérusalem en 1977, deux ans avant la signature du traité de paix israélo-égyptien, a précisé Shimon Peres.

Selon des diplomates, l'Égypte et la France ont essayé de convaincre la Syrie et Israël de se rencontrer à un niveau plus élevé qu'actuellement à Washington.

Le président Moubarak se rend dans quelques jours en France pour rencontrer le président François

Mitterrand, qui se rendra ensuite en Israël et en Jordanie.

Shimon Peres a remercié «l'Égypte pour ses efforts visant à combler le fossé entre la délégation palestinienne et la nôtre».

Selon des diplomates, l'Égypte encourage les Palestiniens à se contenter de discuter avec Israël de la période transitoire de cinq ans, sans exiger dès maintenant de l'État hébreu des promesses sur leur statut définitif.

Le président égyptien a souligné samedi devant le Parlement qu'il était trop tôt pour désespérer d'un processus de paix nécessairement long et difficile.

«La route n'est pas barrée. La route est ouverte. S'il y a des obstacles, ils seront écartés et nous parviendrons à la paix», a-t-il dit à la presse dimanche.

L'attitude égyptienne semble avoir convaincu Yasser Arafat, qui était arrivé cette semaine au Caire en accusant Israël de chercher à torpiller les pourparlers de paix.

Avant de repartir vendredi, le chef de l'OLP a déclaré n'avoir pas demandé aux Égyptiens de soumettre des propositions précises à Shimon Peres mais avoir discuté de certaines idées visant à «créer une base constructive pour faire avancer le processus de paix».

L'OLP, considérée par Israël comme une organisation terroriste vouée à sa destruction, ne participe pas directement aux négociations mais les délégués palestiniens suivent malgré tout sa ligne de conduite.

L'ECOMOG prépare son offensive au Liberia

MONROVIA (Reuters) — Un navire de guerre nigérian a pionné hier les positions rebelles autour de Monrovia, la capitale du Liberia, qui a connu ses plus violents combats depuis une semaine.

De source militaire, on estime que la force d'interposition constituée par sept pays d'Afrique de l'Ouest (ECOMOG) pourrait lancer une offensive de grande envergure aujourd'hui contre le Front national patriotique du Liberia (FNPL) de Charles Taylor.

Le général Samuel Victor Malu, commandant de l'ECOMOG, s'est toutefois refusé à donner une date, mais il a précisé que ses forces étaient prêtes à contraindre les rebelles au désarmement et au cantonnement comme le veut leur mission.

«L'ECOMOG lancera son offensive à une date ultérieure», a-t-il dit lors d'une conférence de presse inopinée à Monrovia.

Charles Taylor a commenté avec défi le renforcement militaire de ses ennemis. «Le Nigeria ne remportera pas de victoire militaire ici (...) Nous les combattons jusqu'au dernier et nous en avons déjà tué 2000», a-t-il dit sur les ondes de la radio du FNPL.

«Nous ne voulions pas cette guerre», a-t-il ajouté, «mais nous combattons».

Des tirs d'artillerie et d'armes légères ont été entendus tout au long de la nuit de samedi à hier. Les tirs nourris et l'intervention de la marine nigérienne ont semblé indiquer que la résistance du FNPL est acharnée.

De source proche de l'ECOMOG, on a appris que la force de maintien de la paix avait décidé de retarder son offensive pour permettre le débarquement de matériel nigérian

supplémentaire.

Selon des experts militaires, une offensive contre Charles Taylor, qui contrôle l'essentiel du territoire libérien à l'exception de Monrovia, pourrait comprendre une attaque depuis la Sierra Leone et la Guinée.

Ces deux pays participent à l'ECOMOG et Freetown constitue la base arrière des troupes nigérianes. C'est aussi de la capitale sierra-léonaise que partent les avions nigériens qui bombardent depuis le mois dernier les rebelles du FNPL.

Une attaque depuis la Guinée permettrait d'atteindre rapidement le QG de Charles Taylor, dans le comté de Nimba.

Les derniers combats autour de Monrovia ont éclaté samedi à minuit lorsque le FNPL a tenté de déborder les lignes de l'ECOMOG près de Caldwell Base, considérée par l'ECOMOG comme une position vitale contrôlant l'accès au centre-ville.

Les chefs de la force multinationale semblent avoir sous-estimé la combativité des rebelles.

«Ils envoient des vagues d'adolescents dans des attaques suicides», a-t-on déclaré de source proche de l'ECOMOG. «Jamais jusqu'ici nous n'avions été confrontés à ce type de combat».

Les chefs de l'ECOMOG, dont les quelque 15000 hommes défendent Monrovia depuis le début de l'offensive rebelle le 15 octobre, ont interdit les lignes de front aux journalistes pour trois jours à partir de dimanche.

L'ECOMOG, au sein de laquelle la Nigeria dispose du plus fort contingent, a renforcé ses effectifs et équipements ces derniers jours, avec notamment des armes lourdes et des chars.

Les Panaméens rejettent la réforme de la constitution

PANAMA (Reuters) — Les Panaméens ont rejeté hier à une large majorité une réforme de la constitution lors d'un référendum largement assimilé à un plébiscite.

D'après les premières projections, à partir de 11% des bureaux de vote, 59% des électeurs ont rejeté les 58 réformes constitutionnelles proposées essentiellement par le Parti Arnulfista au pouvoir et l'opposition démocrate-chrétienne, et 37% les ont approuvées.

Tout autre vote était considéré comme nul par le tribunal électoral, qui a fait état d'un taux d'abstention de l'ordre de 63% pour un corps électoral de 1,4 million de personnes.

Les autorités électorales n'ont pas observé d'irrégularités graves durant ce scrutin national, le pre-

mier depuis la chute du dictateur Manuel Noriega en 1989.

Peu intéressés par l'objet du scrutin lui-même, les Panaméens ont plutôt semblé exprimer un vote de protestation à l'égard du régime du président Guillermo Endara, à qui il est reproché un taux de chômage à deux chiffres, une forte hausse de la criminalité et plus généralement de n'avoir pas répondu aux aspirations qui ont suivi l'invasion américaine.

«Un NON est une censure morale et politique de ce gouvernement qui n'a rien fait pour répondre aux aspirations du pays», a dit une électorice.

Au contraire de ce qu'a affirmé la presse locale, Guillermo Endara a déclaré que le rejet de la réforme de la constitution n'affaiblirait en rien son gouvernement.

Roman s'inquiète de la situation en Roumanie

PARIS (AFP) — L'ancien premier ministre roumain Petre Roman a exprimé hier, dans une interview à l'AFP, la crainte d'un «glissement du pouvoir vers le totalitarisme» en Roumanie, «un danger qui existe compte tenu des conditions politiques actuelles».

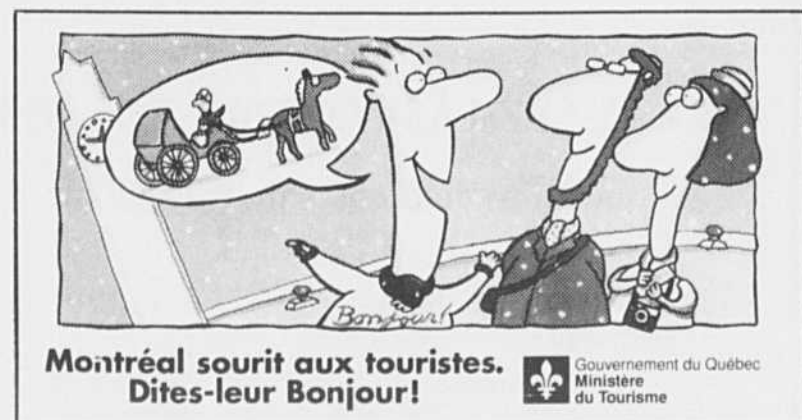
Venu à Paris à l'occasion de la parution de son autobiographie, «Le devoir de liberté», M. Roman déplore que le président Ion Iliescu, qui «n'a jamais été rien d'autre qu'un perestroïkiste attardé», n'ait pas su opérer une véritable transition vers la démocratie et qu'il ait au contraire «bloqué» les «réformes structurelles» entreprises par les réformateurs.

L'ancien premier ministre a rappelé qu'après les élections du 27 septembre, qui n'avaient pas dégagé de majorité parlementaire claire, il avait proposé, sans succès, une formule de «gouvernement de consensus sur un pro-

gramme de continuation des réformes», mais à la condition que «le gouvernement ne soit pas simplement celui qui prend les coups» et que «tous les cerveaux du pouvoir politique» soient engagés également.

Ces «cerveaux», précise-t-il, sont les services d'information

(SRI - successeurs de l'ex-Securitate), la Cour suprême, la télévision, le Parquet général, la commission nationale de l'audiovisuel, toutes instances dont la «neutralité politique» est «fondamentale pour la société roumaine si l'on veut une démocratisation».



loto-québec

RÉSULTATS

loto-québec

GAGNANTS

LOTS

Tirage du
92-11-14

2 6 7 8 30 37

Numéro complémentaire: 42

6/6	1	2648145,30\$
5/6+	6	132407,20\$
5/6	316	2011,20\$
4/6	20 121	60,50\$
3/6	366 233	10,00\$

Vente totale: 19 909 157,00\$

Prochain gros lot (approx.): 2 300 000,00\$

Prochain tirage: 92-11-18

Tirage du
92-11-14

1 5 10 30 35 42

Numéro complémentaire: 31

GAGNANTS

LOTS

6/6	01	000 000,00\$
5/6+	3	9 754,90\$
5/6	71	275,00\$
4/6	2 377	38,30\$
3/6	33 003	5,00\$

Ventes totales: 1 126 071,00\$

Gros lot à chaque tirage:

1 000 000,00 \$

MISE-TÔT

1 27 33 34

GAGNANTS

LOT

73

684,90\$

NUMÉROS

LOTS

9 7 8 8 2 4	100 000\$
7 8 8 2 4	1 000 \$
8 8 2 4	250 \$
8 2 4	50 \$
2 4	10 \$
4	2 \$

Tirage du
92-11-14

T V A, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

RNIERS ESPOIRS!

QUÉBEC

Abitibi-Témiscamingue: Nuageux avec éclaircies et 40% de probabilités de chutes de neige. Min.: -15. Max.: -6. Mardi: Ciel variable. Min.: -10. Max.: -5.

Reservoirs Cabonga et Gouin: Nuageux avec éclaircies. 40% de probabilités de chutes de neige. Min.: -15. Max.: -6. Mardi: Ciel variable. Min.: -12. Max.: -5.

Pontiac, Gatineau et Lièvre, Laurentides: Nuageux avec éclaircies et 40 % de probabilités de chutes de neige surtout en après-midi. Min.: -10. Max.: -4. Mardi: Ciel variable avec 30% de probabilités de chutes de neige. Min.: -7. Max.: 0.

Ottawa, Hull, Cornwall: Nuageux avec éclaircies et 40% de probabilités de chutes de neige en après-midi. Min.: -7. Max.: +1. Mardi: Un peu de neige. Min.: -4. Max.: +2.

Chutes de neige le matin. Ciel variable par la suite. Min.: -5. Max.: 0.

Gaspé et parc Forillon: Neige passagère. Accumulation de 5 cm. Min.: -6. Max.: près de moins 1. Vents 20 à 40 km/h cet après-midi. Mardi: Nuageux avec éclaircies et 60% de probabilités de chutes de neige. Min.: -6. Max.: 0.

Baie-Comeau et Sept-Îles: Nuageux avec éclaircies. 30% de probabilités de chutes de neige. Min.: -6. Max.: 0. Vents de 15 à 30 km/h cet après-midi. Mardi: Ciel variable et 40% de probabilités de chutes de neige. Min.: -7. Max.: 0.

Basse Côte-Nord et Anticosti: Nuageux avec éclaircies et 30% de probabilités de chutes de neige. Min.: -6. Max.: 0. Vents de 15 à 30 km/h. Mardi: Ciel variable. Min.: -5. Max.: 0.

L'ENTREVUE DU LUNDI

CLAUDE BLANCHET

Le capitaliste de la FTQ

Pierre Racine

collaboration spéciale

Il a un petit air preppy-blanc comme-neige à la Bill Clinton. Une sorte de saint parmi les vilains, d'enfant de coeur en «suit» d'homme d'affaires. Et avec ses manières de Lancelot du Lac purifié, Claude *good guy* Blanchet serait capable de tout réussir. C'est d'ailleurs ce qu'il a fait. Une espèce de spécialité chez lui. Étudiant à l'Université Laval en administration, ce bobg avant la lettre possédait déjà trois stations d'essence et «de l'argent plein les poches». Claude Blanchet, président du Fonds de Solidarité de la FTQ, donne toujours l'impression de laver plus blanc, de faire mieux, et les doigts dans le nez. On dirait qu'il a les chromosomes du bollé et du petit veinard collés à la figure. Avant même que ses professeurs d'université ne lui apprennent comment faire du fric, il avait déjà réussi. A 29 ans, alors que les autres en sont à leur première job, il est déjà indépendant de fortune. Du Walt Disney...

Social-démocrate dans l'âme, Claude Blanchet affirme que la création du Fonds de solidarité de la FTQ fut un de ses coups de coeur.

Homme de résultat et d'une nature profondément effacée, c'est un type qui préfère les additions à la communication, mais qui a ses élans intérieurs, ses bouffées de chaleur politiques. Social démocrate dans l'âme, la création du Fonds de Solidarité fut l'un de ses grands coups de coeur. «Quand j'ai vu que les gens de la FTQ étaient prêts à s'embarquer dans un projet qui proposait aux travailleurs de se mettre ensemble et de s'occuper de la création, et du maintien de leurs emplois, j'ai trouvé ça admirable. C'était les premiers qui posaient un geste comme ça. C'est ce qui m'a le plus motivé. J'avais 2 longueurs d'avance. J'avais déjà géré du capital de risque et j'avais la confiance de Jean-Guy Frenette, de la FTQ. C'était un peu une folie... ce n'était pas évident au départ. Une centrale syndicale qui va gérer du capital, les gens pensaient que ça ferait un flop. On a structuré notre affaire et on a fait la démonstration que maintenir des emplois permanents, c'était possible, que la formation économique des travailleurs, ce n'est pas une utopie.»

«L'ennemi est ailleurs»

«Je suis satisfait du changement que cela a contribué à apporter au Québec. En tant que collectivité, nous avons appris à nous parler, à se mettre à table ensemble, les syndicats, les travailleurs, les patrons, à se dire «si on veut développer nos affaires, l'ennemi est ailleurs, il n'est pas à l'intérieur de nos organisations. Il faut travailler coude à coude.» C'est l'élément le plus important, le plus porteur que le Fonds de Solidarité a contribué à créer, sa plus belle marque de com-



PHOTO JACQUES NADEAU

Claude Blanchet: «En tant que collectivité, nous avons appris à nous parler, à se mettre à table ensemble»

merce. La contribution du Fonds a aussi été très importante dans la formation économique des travailleurs qui ont compris qu'on doit tous n'avoir qu'un but commun: améliorer la richesse collective. On est parti de zéro et après 9 ans, c'est 23 000 emplois qu'on a aidé à maintenir ou à créer, c'est 600 millions \$ d'avoir qui en fait une des institutions financières les plus importantes au Québec. Le Fonds investit en fait 50% du capital de développement qui se crée au Québec. Alors que le Québec était justement le parent pauvre dans ce secteur, maintenant c'est ici que ça se passe. Évidemment on en a eu des mauvais cas: 8, 9, 10 entreprises qui ont fait faillite. Mais dans le capital de risque, c'est la moyenne au bâton qui compte. Si on est trop conservateur, on fait pas notre job de plus value des emplois et du capital. La moyenne de tout ça c'est un rende-

ment de 6, 6,5%. Avec le crédit d'impôt, c'est très intéressant.»

Très joli tout ça, mais cela n'empêche pas le Québec de s'enliser actuellement dans les affres d'une économie moribonde... «En effet, rétorque Claude Blanchet, le constat n'est pas très réjouissant: on a 13% de chômage, environ 11% d'assistés sociaux aptes au travail. En fait on frôle les 800 000 personnes qui voudraient travailler et qui ne trouvent rien.

«En plus on a des gouvernements surendettés... Qu'est-ce qu'on va faire avec ça? Bien sûr il faut prioritairement remettre les gens au travail. Mais comment? Jusqu'à date on a épousé le système nord américain qui est celui de la libre entreprise; c'est un système qui dit «on n'a pas à s'en faire, les meilleurs vont finir par émerger». C'est le système adopté aux États Unis, au Japon, en Allemagne. Mais ce modèle de société

ce n'est pas que je veux avoir. Ce qu'il faut, c'est épouser le système en vigueur dans des pays comme l'Autriche et la Suède où on établit, en concertation avec tous les intervenants, les priorités qu'il faut se donner. En Autriche les dirigeants se rencontrent pour fixer les balises de l'inflation, pour établir les niveaux de taxation et des prix. C'est ce genre de formule qui fait qu'un pays comme la Suède connaît un faible taux de chômage; les gens des entreprises se concertent et se disent, par exemple, «on va aller faire un plein d'emplois». C'est cette concertation sociale qui fait que la Suède, un tout petit pays somme toute, compte plus de 50 multinationales et connaît un des plus hauts plus haut PIB per capita. Ce sont tous ces petits pays qui connaissent les meilleures performances. Si on perpétue nos patterns «normaux», le Québec et le Canada vont creuser

leur tombe. Bien sûr, on a fait un bout de chemin, il y a des amorces en vue d'un développement de nos propres créneaux, comme dans le secteur de la biotechnologie, mais il faut aller beaucoup plus loin de façon à s'accaparer des pans entiers de l'économie.»

«Le reste du Canada n'a pas le même langage que nous. Pourquoi ne nous donne-t-on pas les outils pour développer nos affaires?»

«Pendant ce temps-là, constate Claude Blanchet, nos gouverne-

ments perdent du temps à se demander comment intervenir dans le terrain de l'autre... Il y a une énorme perte d'énergie sur ce plan là et tant qu'on ne prendra pas une décision collective à cet égard, on va perpétuer le problème. Le reste du Canada n'a pas le même langage que nous. Pourquoi ne nous donne-t-on pas les outils pour développer nos affaires? Les politiciens ont pas encore compris ça. Gérald Tremblay, lui c'est un gars de concertation qui a compris les véritables enjeux mais, pauvre Gérald, il est obligé d'appuyer un premier ministre... Mais il le sait qu'on doit se prendre en main. Le Forum de l'emploi, c'est un bel exemple de concertation. Qualité Québec aussi. Au Québec, on a l'habitude de faire ça. C'est ce mouvement qu'il faut amplifier. Si on continue dans ce sens, j'ai beaucoup d'espoir qu'on va finir par arriver à quelque chose.»

De la «gazoline» au Fonds de solidarité

Pierre Racine

collaboration spéciale

Les débuts du «capitaliste de la FTQ» sont modestes. Fils d'un barbier, qui fut tour à tour restaurateur du coin et propriétaire d'une station service, Claude Blanchet cultive très tôt le pif. C'est peut-être l'odeur mêlée des patates frites et de l'essence, qui embaumait son enfance, qui lui apprend à sentir la bonne affaire... «Un jour, mon père s'est ouvert un petit restaurant dans l'ancien chalet que nous avions sur la rive sud du fleuve. C'est comme ça que j'ai été initié au monde des affaires. Puis il a ouvert une station d'essence. On était sur un coin très passant. Le matin je servais de la «gazoline». Le soir, j'étudiais et... je servais de la «gazoline». Tous mes livres de cégep et d'université, c'est comme ça que je les ai lu. A 16 ans, j'ai commencé à mettre sur pied mes petites entreprises. Quand j'ai fini mes études, j'avais trois stations service. Cela a réveillé en moi l'esprit de concurrence. J'ai compris que je voulais aller en administration. Et faire de l'argent. D'ailleurs il ne s'en cache pas. J'ai vu mes parents travailler toute leur vie 16 heures par jour, 7 jours par semaine, et se ramasser avec un petit pécule à la fin. Je me suis dit «je ne

veux pas faire ça. J'ai voulu régler ça dès le début: je me suis donné 5 ans. Quand j'ai quitté Campeau corporation, j'étais indépendant de fortune...»

Une petite histoire de petit gars qui est parti de rien et qui a travaillé fort, fort... et qui a réalisé son *Quebec dream*... Ça fait roman-jeunesse de la Courte Echelle, petit-gars-parfait-pas-de-défauts... «C'est ce que j'étais! Mais par la force des choses. Je ne pouvais pas être malcomode, je n'avais pas le temps. J'ai n'ai pas connu une jeunesse comme les autres. Je n'ai pas joué au hockey, ni au football, ni au baseball. J'avais un frère très malade, qui souffrait de plusieurs incapacités. Ça rendait les choses difficiles à gérer. Il ne fallait pas faire des choses qui auraient pu le rabaisser. Alors je n'ai rien fait, sauf travailler.»

Deux personnages

Chez Claude Blanchet, il y a deux personnages: le gars à pognon, et le social-démocrate. Le gars à pognon est né de la machine Campeau corporation, filiale de Power corporation. C'est son époque je-fais-de-l'argent-et-j'aime-ça. Il vient à peine de terminer sa maîtrise. «Du jour au lendemain, je me ramasse avec 7, 8 vice-présidents et 160 millions d'actif. J'étais assistant au président en entrant mais — surprise! —

je n'ai pas vu Robert Campeau une seule fois pendant les premiers huit mois. Campeau, c'était une entreprise bâtie sur cette fierté de canadiens-français qui ont réussi chez les Anglais. Il n'y en avait pas un qui avait un diplôme. C'était tous des *self-made men*. J'étais une bête rare là-dedans. J'ai beaucoup appris de Robert Campeau.» Après avoir beaucoup «appris», notamment qu'il avait assez d'argent pour ne plus être obligé de travailler, Claude Blanchet endosse, en 1978, le manteau du social-démocrate.

C'est avec ce manteau de social-démocrate qu'il se promène encore aujourd'hui. Un manteau qu'il doit en partie à Pauline Marois, sa femme, qui le pousse dans la direction de l'implication sociale. L'occasion se présente lors de la crise de l'information qui a lieu dans l'Outaouais dans les années 70 et qui provoque la mise à pied de nombreux travailleurs de ce secteur. Cet événement, qui provoque la naissance de la Coopérative de télévision de l'Outaouais, à la tête de laquelle se trouve Claude Blanchet, forgera la pensée d'un homme qui troque désormais la notion de profit personnel pour celle de profit collectif. «Le PQ, qui était alors au pouvoir, avait lancé l'idée de mettre sur pied une coopérative qui aurait pour but de développer le mouvement coopératif

dans la perspective d'une meilleure prise en charge du développement économique des travailleurs. Je me suis retrouvé avec un conseil d'administration de 11 personnes, à la tête d'une boîte où tout restait à inventer: la Société de développement coopératif. Entre-temps il y a un gars, Louis Laberge, qui mijotait depuis un bout de temps une façon de sauver des emplois. On se ramasse au sommet de 81 en pleine crise économique. Louis lance à la table: «Pourquoi on ferait pas un pot ensemble». Son idée n'est pas reprise comme telle, mais les gens se disaient quand le bâtiment va, tout va. Moi, j'écoutais ça, je ne connaissais personne à la FTQ. Pauline, qui était près du pouvoir, m'a alors dit que le gouvernement cherchait des gens compétents en gestion de capital immobilier. C'est comme ça que j'ai donné un coup de main à la mise sur pied de Corvée Habitation. De fil en aiguille Jean-Guy Frenette, de la FTQ, ma demandé au printemps 83 de faire une présentation à la Centrale pour voir si on ne pouvait pas créer une organisation qui investirait dans l'économie pour développer des entreprises. A la fin de ma présentation, il y a un petit qui se lève dans la salle, Louis Laberge, et qui dit «On peut enregistrer l'idée». Le Fonds de Solidarité était né.»

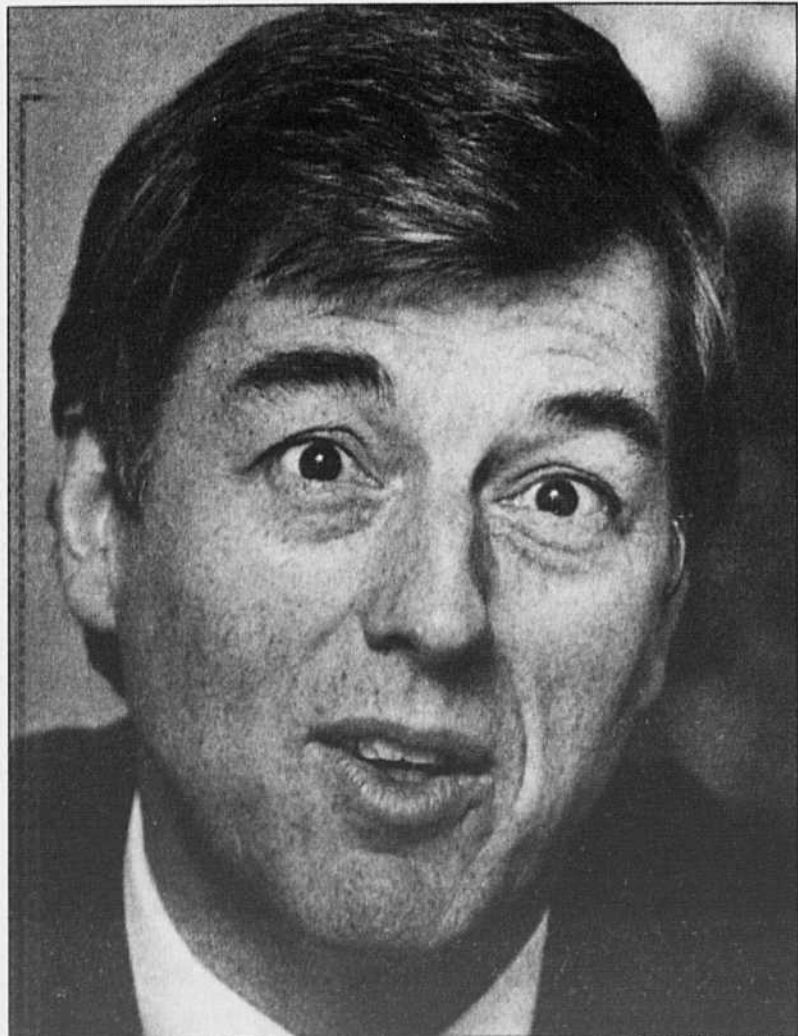


PHOTO JACQUES NADEAU

CULTURE ET SOCIÉTÉ

CINÉMA

ASTRE: (849-3456) — *Dracula* 7 h, 9 h 25 — *Passenger* 57 7 h, 9 h 50 — *Traces of Red* 7 h 10, 9 h 15 — *Under Sieges* 9 h 05 — *Consenting Adults* 9 h 30

BERRI: (849-3456) — *Baisers mortels à Palm Beach* 1 h 30, 3 h 30, 5 h 30, 7 h 30, 9 h 30 — *L'homme de ma vie* 4 h, 7 h 10, 9 h 15 — *Héros* 1 h 45, 7 h 15, 9 h 20 — *Spectre maléfique* 1 h 40, 3 h 40, 5 h 40, 7 h 40, 9 h 30 — *Passenger* 57 1 h 30, 3 h 30, 5 h 30, 7 h 15 — *Le côté obscur du cœur* 1 h 30, 4 h 15, 9 h 15

BROSSARD: (849-3456) — *Baisers mortels à Palm Beach* 7 h, 9 h 20 — *Les escrocs* 7 h, 9 h 30 — *Dr Giggle* 9 h 30 — *Héros* 7 h, 9 h 30

CARREFOUR LAYAL: (849-3456) — *Les escrocs* 7 h 15 — *Dr Giggle* 9 h 45 — *Baisers mortels à Palm Beach* 7 h 05, 9 h 25 — *Héros* 7 h, 9 h 30 — *A River Runs Through It* 7 h 05, 9 h 35 — *Sofie* 8 h 05 — *Dracula* 7 h, 9 h 35

CENTRE EATON: Mtl — *Under Siege* 12 h 10, 2 h 20, 4 h 30, 6 h 50, 9 h 05 — *Adultes consentants* 12 h 25, 2 h 35, 4 h 45, 7 h 05, 9 h 20 — *Hellraiser* 3 ven. au mar. 1 h 3 h, 5 h, 7 h, 9 h 20 — *1492* mer. jeu. 2 h, 5 h 15, 8 h 30 — *Jeu de puissance* ven. au mar. 12 h 20, 2 h 30, 4 h 40 — *Des souris et des hommes* ven. au mar. 6 h 55, 9 h 15, mer. jeu. 12 h 10, 2 h 25, 4 h 40, 7 h 10, 9 h 15 — *LP.5* 1 h 30, 4 h, 6 h 30, 9 h — *Les enrages* 12 h 30, 2 h 40, 4 h 55, 7 h 05, 9 h 10

CINÉMA ÉGYPTIEN: (849-3456) — *Dracula* 4 h 30, 7 h, 9 h 35 — *Johnny Steechino* 5 h 30, 7 h 30, 9 h 35 — *Sofie* 5 h 15, 8 h 30

CINÉMA JEAN-TALON: Mtl — *The Hand that Rocks the Cradle* 7 h 10, 9 h 30, sam. dim. 12 h 30, 2 h 50, 5 h, 7 h 10, 9 h 30

CINÉMA LANGELEIR: Mtl — *M. Baseball* 7 h 05 — *Dr Giggle* 9 h 15 — *Cuirsassé en péril* 7 h 05, 9 h 05 — *Héros* 7 h, 9 h 20 — *Spectre maléfique* 7 h 05, 9 h 05 — *Baisers mortels à Palm Beach* 7 h 10, 9 h 15 — *Passenger* 57 7 h, 8 h 50

CINÉMA NOUVEL ÉLYSÉE: (288-1857) — *La fenêtre* lun. mar. 9 h, mer. jeu. 5 h, 9 h — *Freud Leaving Int.* 3 h, 7 h, mer. jeu. 3 h, 9 h — *Les meilleures intentions* 1 h 30, 5 h, 8 h 30 — *Nuit et jour* lun. mar. 1 h, 5 h, mer. jeu. 1 h, 7 h

CINÉMA OMÉGA: *Hellraiser* 3 7 h 30, 9 h 30 — *Monsieur Baseball* 7 h — *1492* 9 h —

Jeu de puissance 7 h 15, 9 h 30 — *Cuirsassé en péril* 7 h 10, 9 h 30

CINÉMA PARALLÈLE: (843-6001) — *La femme de l'épicerie* 15 h, 18 h, 21 h

CINÉMA DE PARIS: (875-7284) — *The Tune* 2 h 30, 9 h 45 — *The Playboys* 4 h 30 — *35 Up* 7 h

CINÉMA POINTE-CLAIRE: (849-3456) — *Dracula* 7 h, 9 h 40 — *Dracula* 7 h, 9 h 40 — *Mr. Baseball* 7 h 15, 9 h 40 — *A River Runs Through It* 7 h, 9 h 30 — *Sneakers* 7 h, 9 h 35 — *Traces of Red* 7 h 10, 9 h 20

CINÉMATHEQUE QUÉBÉCOISE: (842-9768) — *mar. The Magnificent seven* 18 h 35 — *La bête de foire* 20 h 35

CINÉMA V: (489-5559) — *Fermé temporairement*

CINÉPLEX: (849-3456) — *Sur la terre comme au ciel* 3 h, 5 h, 7 h 10, 9 h 10 — *Man Bites Dog* 3 h, 5 h, 7 h 10, 9 h 10 — *Les escrocs* 3 h 35, 7 h, 9 h 25 — *Waterland* 3 h 05, 5 h 05, 7 h 05, 9 h 05 — *Dr Giggle* 5 h 10, 9 h 25 — *A Night and the City* 3 h, 7 h 10 — *Husbands and Wives* 3 h 30, 7 h, 9 h 15 — *The Last of the Mohicans* 3 h 05, 5 h 10, 7 h 15, 9 h 20 — *The Best Intentions* 4 h 30, 8 h — *Cuirsassé en péril* 3 h 15, 5 h 20, 7 h 25, 9 h 30

COMPLEXE DESJARDINS: (849-3456) — *Le voleur d'enfant* 2 h, 5 h, 7 h 20, 9 h 40 — *Sofie* 1 h 45, 5 h 30, 8 h 45 — *La belle histoire* 1 h 30, 5 h, 8 h 30 — *Après l'amour* 2 h, 5 h 10, 7 h 20, 9 h 30

COMPLEXE GUY-FAVREAU: (283-8229) — *Image et nation gai et lesbienne* 12 h 22 nov.

CONSERVATOIRE D'ART CINÉMATOGRAPHIQUE: (848-3878) — *Dust* 19 h — *Le grand jeu* 20 h 45

CRÉMAZIE: (849-FILM) — *Betty* 7 h 05, 9 h 10

DAUPHIN: (849-3456) — *Les meilleures intentions* 8 h — *Capitaine Fracasse* 7 h, 9 h 30

DÉCARIE: (849-3456) — *Under Sieges* 7 h 30, 9 h 30 — *Glenngary Glen Ross* 7 h, 9 h 10

DORVAL: (631-8586) — *Dracula* 6 h 30, 9 h 10 — *Jennifer Eight* 6 h 30, 9 h 15 — *Mighty Ducks* 7 h — *Consenting Adults* 9 h 10 — *Under Siege* 7 h, 9 h 20

DU PARC: (844-9470) — *Passenger* 57 7 h 15, 9 h 10 — *1492* 6 h 15, 9 h — *Consenting Adults* 7 h 10, 9 h 15

DU PLATEAU: (521-7870) — *Bladerunner* 12 h 15, 2 h 15, 5 h, 7 h 15, 9 h 30 — *Cuirsassé en péril* 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 15

FAMOUS PLAYERS POINTE-CLAIRE: — *Of Men and Men* ven. au mar. 6 h 30 — *1492* ven. au mar. 9 h 05 — *School Ties* 7 h 15, 9 h 35 — *Le zèbre* 7 h 10, 9 h 25 — *Malcolm X* mer. jeu. 8 h 15 — *Passenger* 57 7 h, 9 h — *Under Siege* 6 h 50, 9 h 10 — *Mighty Ducks* 7 h 15, 9 h 30 — *Hellraiser* 3 7 h 10, 9 h 25 — *Consenting Adults* 7 h, 9 h 15

FAUBOURG SAINT-CATHERINE: (849-3456) — *A River Runs Through* 1 h 30, 4 h, 7 h, 9 h 20 — *Traces of Red* 1 h 25, 3 h 25, 5 h 25, 7 h 30, 9 h 35 — *Héro* 1 h 45, 4 h 15, 7 h, 9 h 20 — *Glenngary Glen Ross* 2 h, 4 h 30, 7 h, 9 h 10

GOETHE INSTITUT: (499-0159) — *Image et nation: Festival international du cinéma gai et lesbienne de Montréal*

GREENFIELD: (671-6129) — *Passenger* 57 7 h 10 — *Jennifer Height* 6 h 15, 9 h — *Adultes consentants* 6 h 50, 9 h 05

IMAX: (496-4629) — *En direct de l'espace* *Le grand canyon* version française 10 h, saut le sam. 13 h 30, 15 h 15, 17 h, 19 h, version anglaise 11 h 45, 20 h 45 — *Les Rolling Stones* ven. sam. 22 h 30

IMPÉRIAL: (288-7102) — *1492* ven. au mar. 12 h 45, 3 h 30, 6 h 15, 9 h — *Malcolm X* mer. jeu. 12 h 30, 4 h 15, 8 h 15

LAVAL: (688-7776) — *Passenger* 57 7 h 10, 9 h 20 — *L'Amant* 7 h, 9 h 10 — *Under Siege* 7 h 20, 9 h 40 — *Collège d'élite* ven. au mar. 7 h, 9 h 10 — *Malcolm X* mer. jeu. 8 h 15 — *Jennifer Height* 6 h 50, 9 h 25 — *Hellraiser* 3 7 h 20, 9 h 30 — *1492* 6 h 10, 9 h 10 — *Le zèbre* 7 h, 9 h 20 — *Adultes consentants* 7 h 10, 9 h 30 — *Hellraiser* 3 7 h 20, 9 h 40 — *Consenting Adults* 9 h 15 — *Jeu de puissance* 7 h 15 — *Ma vie est un enfer* 7 h 20, 9 h 40

LAVAL 2000: (849-3456) — *Passenger* 57 7 h 25, 9 h 10 — *Spectre maléfique* 7 h 15, 9 h 20

LOEWS: (861-7437) — *The Lover* 12 h 10, 2 h 20, 4 h 35, 7 h, 9 h 20 — *Mistress* 12 h 15, 2 h 30, 4 h 45, 7 h 05, 9 h 30 — *Jennifer Height* 12 h 45, 3 h 30, 6 h 15, 9 h — *Of Men and Men* 12 h 05, 2 h 35, 5 h 05, 7 h 20, 9 h 40, jeu. 12 h 05, 2 h 35, 5 h 05, 9 h 40 — *Of Men and Men* 12 h 05, 2 h 35, 5 h 05, 9 h 40 — *Of Men and Men* 12 h 05, 2 h 35, 5 h 05, 9 h 40 — *Of Men and Men* 12 h 05, 2 h 35, 5 h 05, 9 h 40

QUIMETOSCOPE: (525-8600) — *Salle 1: De sable et de sang* 19 h — *Une nuit sur terre* 21 h — *Salle 2: Le cuisinier, le voleur, sa femme et son amant* 19 h 15 — *Antonio das Mortes* 21 h 30

PALACE: *Passenger* 57 12 h 25, 2 h 20, 4 h 30, 7 h, 9 h 05 — *Under Siege* 12 h 40, 2 h 50, 5 h 10, 7 h 25, 9 h 40 — *Consenting Adults* 12 h 10, 2 h 20, 4 h 40, 7 h 05, 9 h 20 — *Mighty Ducks* 12 h 15, 2 h 25, 4 h 40, 6 h 50, 9 h — *Hellraiser* 3 12 h 50, 2 h 50, 5 h, 7 h 15, 9 h 30 — *Reservoir Dogs* 12 h 30, 2 h 35, 4 h 50, 7 h 20, 9 h 40

PARADIS: (354-3110) — *Rock N Nonne* 6 h 45 — *Une ligue en jupons* 6 h 55 — *Jeune*

CINÉMA QUÉBEC

CINÉMA LIDO: *Le spectre maléfique* lun. 13 h, 19 h, 21 h 10, mar. au jeu. 19 h, 21 h 10 — *Célibataires* lun. 13 h, 19 h, 21 h 10, mar. au jeu. 19 h, 21 h 10 — *Coeur de cowboy* lun. 13 h, 19 h, mar. au jeu. 19 h — *Les escrocs* 21 h 10 — *Passenger* 57 lun. 13 h, 19 h, 21 h 10, mar. au jeu. 19 h, 21 h 10 — *Héros* lun. 13 h, 18 h 45, mar. au jeu. 18 h 45 — *Dr Giggle* 21 h 10

LE CLAP: (650-CLAP) — *La belle histoire* 14 h, 21 h — *Bladerunner* 15 h, 19 h 15

GALERIES CAPITALE: (628-2455) — *Passenger* 57 7 h 10, 9 h 10 — *L'Amant* 7 h 10, 9 h 20 — *Le zèbre* 7 h 20, 9 h 20 — *Un coq en hiver* 7 h 05, 9 h 25 — *Jeu de puissance* 7 h 05, 9 h 15 — *1492* 6 h 15, 9 h 10

PLACE CHAREST: (529-9745) — *Héros* 13 h, 16 h, 19 h, 21 h 30 — *Dr Giggle* 12 h 50, 19 h 05 — *Le voleur d'enfant* 14 h, 16 h 45, 19 h 15, 21 h 45 — *Les escrocs* 12 h 30, 15 h 15, 19 h, 21 h 45 — *Le dernier des mohicans* 13 h 30, 16 h 30, 19 h 20, 21 h 50 — *Baiser mortel à Palm Beach* 13 h 15, 15 h 45, 19 h 20, 21 h 40 — *Cuirsassé en péril* 15 h 40, 21 h 15, 21 h 20 — *Passenger* 57 12 h 30, 14 h 50, 17 h 05, 19 h 25, 21 h 20 — *Le spectre maléfique* 12 h 45, 15 h, 17 h 15, 19 h 40, 21 h 50

STE-FOY: (656-0592) — *Malcolm X* mer. jeu. 8 h 15 — *Rock N Nonne* ven. au mar. 7 h 10 — *Hellraiser* 3 ven. au mar. 9 h 15, mer. jeu. 7 h 10, 9 h 15 — *Adultes consentants* 7 h 05, 9 h 15 — *1492* 8 h

SUR SCÈNE

LES BEAUX ESPRITS: 2073 St-Denis, Montréal (844-0882) — Gilles Bernier, les 18-19 nov. à 22h30.

BOÎTE À CHANSONS LE PIERROT: 114 est St-Paul, Montréal — Alex Sohier et Alain Pelletier, les 19-20-21 nov. à 20h. — Les Deux Pierrots: Le groupe L'Une et G. Magazine, les 20-21 nov. à 20h.

CAPÉ CAMPUS: 3315 Chemin Reine-Marie, Montréal (735-1259) — Lundi Juste Pour Rire, le 16 nov. à 20h.

CAPÉ DE LA PLACE: PDA, Montréal (842-2112) — «Avant la retraite» de Thomas Bernhard, m. en s. Alexandre Hausvater, du 28 oct. au 12 déc., mar. au ven. 20h., sam. 16h30 et 21h.

CENTRE INTERCULTUREL STRATHEARN: 3680 Jeanne-Mance, Montréal (527-7726) — La symphonie synthétique présentée par le Moulin à Musique, texte de Jean Régner, dir. musicale Jean-Luc Elthier, m. en s. Valérie Gasse, du 13 au 21 nov., les ven. à 20h., sam. dim. à 15h30, mer. jeu. à 13h30.

CLUB PATRICE: 4171 St-Denis, Montréal (844-4481) — Jean-Claude Kameron, basse, reçoit un pianiste, du lun. au sam. à 22h.

THE DOME THEATRE: 3990 ouest Notre-Dame, Montréal (931-5000) — Le Département de théâtre du Collège Dawson présente «As You Like It» de Shakespeare, m. en s. Victor Knight, les 16-17 nov. à 19h30, du 18 au 21 nov. et du 26 au 29 nov. à 20h., matinées les 18-20-26 nov. à 12h30.

ÉCOLE F.A.C.E.: 3449 Université, Montréal — Scènes d'opéra d'après Shakespeare, dir. Dixie Neill, le 16 nov. à 19h30.

ESPACE LIBRE: 1945 rue Fullum, Montréal (521-4191) — «Il n'y a plus rien» texte et m. en s. de Robert Gravel, du 17 nov. au 5 déc., mar. au sam. à 20h30.

En collaboration avec LE MOULIN À MUSIQUE présente un spectacle musical pour les jeunes de 7 ans et plus

LA SYMPHONIE SYNTHÉTIQUE

Centre musical ITALMELODIE

DU 13 AU 21 NOVEMBRE

Vendredi 13 et 20 à 20h
Samedi 14 et 21 à 15h30
Dimanche 15 à 15h30
Mercredi 18 et jeudi 19 à 13h30

Réervations (514) 527-7726

CENTRE INTERCULTUREL STRATHEARN
3680, JEANNE-MANCE
MONTREAL
(Des Pins et Jeanne-Mance)

Gardiennes de la survie

Clément Trudel

DANS une salle à manger, une grand-mère montagnaise joue au bingo avec des jeunes. Une cinquantaine de radio transmet un *country* en montagnais. Ciel, où sont donc passées les traditions? C'est bien la question que pose le vidéo *Montagnaises de parole*, coproduit par Vidéo Femmes et le Conseil des Attikameks et des Montagnais. On y laisse causer sur tout (argent, sexualité, contraception, hommes, éducation, alcool, drogues, etc.) des femmes de neuf communautés montagnaises du Québec couvrant trois générations. De Schefferville à Mingan!

À-ton idée de couronner une sage et ancienne Montagnaise, Adeline Ashini, «reine du carnaval» et de lui demander d'esquisser quelques *jerks* de rock? Mme Ashini, qui interprète une berceuse montagnaise tandis que défilent en mortaise de superbes visages d'enfants, est mise à contribution pour jauger l'impact des changements notés ou appréhendés chez les Montagnais. Son verdict va suivant les sujets, du décalage (sur la langue et la religion) à l'amusement complice (quand il lui faut parler des hommes) que certaines trouvent somme toute «utile».

Ce film qui germeait depuis 1984 dans la tête de Rolande Rock nous met en contact avec des femmes au parler franc. Telle Montagnaise vivant avec un Blanc dont elle a eu deux enfants, a pour objectif de fai-

re choisir à ses enfants «le meilleur des deux» cultures. Une Montagnaise de Mingan apporte beaucoup de nuances et de doigté à parler d'égalité des sexes, de respect mutuel, d'avortement, de séparation, de pré-occupations envers les générations à venir.

Le tout nous est servi avec des scènes mémorables de poudrière ou d'eaux tumultueuses en contraste avec les intérieurs modernes. La vie dans la nature, elle existe: les tentes paraissent parfois trop blanches ou pas suffisamment étanches (pourquoi les coiffer de polyéthylène), les mots traditionnels apprêtés en plein air le sont, le plus souvent par des Montagnais d'âge d'or. Risque de disparaître? Ce sentiment est présent chez certaines de ces femmes de parole mais quoi qu'il advienne, elles saisissent que malgré les emprunts, les abandons, les métiages, c'est sur elles que reposent la survie et la fierté de tout un peuple qui voit se métamorphoser son milieu sans toujours avoir pris sur les leviers de changement.

Le lancement de ce vidéo a lieu le mardi, 17 novembre, à la Bibliothèque centrale Gabrielle-Roy à Québec. Il coïncide avec la publication d'une étude de 100 pages *Montagnaises de parole*, abondamment illustrée et qui constitue selon le Conseil des Attikameks et des Montagnais, une sorte de bouteille à la mer que lancent ces femmes à propos des bouleversements vécus. Une reconquête d'identité est possible, laisse-t-on entendre.

SUR SCÈNE

THÉÂTRE DE QUAT'SOUS: 100 est ave des Pins, Montréal (845-7277) — «Nez à nez» spectacle conçu et écrit par Benoît Brière et Stéphane Jacques, du 23 nov. au 19 déc.

THÉÂTRE DE LA VILLE: 180 est de Gentilly, Longueuil (670-1616) — Le Carré-Théâtre présente «Kushpatschikan ou la tente tremblante» de Gilbert Dupuis, m. en s. Alain Fournier, du 30 oct. au 21 nov., mar. au sam. à 20h.

LE GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC: Québec — Salle Octave-Crémazie: Le Théâtre du Trident présente «Florence» de Marcel Dubé, m. en s. Janine Sutto, du 10 nov. au 5 déc., mar. au sam. à 20h.

THÉÂTRE PÉRISCOPE: 2 est rue Crémazie, Québec (418-529-2183) — Le Théâtre Repère présente «Monsieur Bolduc» de Richard Fréchette, m. en s. Jacques Lessard, du 24 nov. au 12 déc., mar. au sam. à 20h.

THÉÂTRE DE L'ÎLE: Hull — «Fleurs d'acier» de Robert Harling, m. en s. Hedwige Herbiel, du 21 oct. au 28 nov. — Espace René-Provost: Le Théâtre Desirables Urbaines présente «Les états et empires de la lune» de Cyrano de Bergerac, m. en s. J.P. Tabet, du 28 oct. au 21 nov.

A SURVEILLER

Ce soir, à 19h30, le Centre d'étude St-Germain vous convie à une conférence intitulée «Découvrir sa véritable identité spirituelle» au CLSC Lajeunesse, 7378 rue Lajeunesse, Montréal. Rens.: 274-4346.

Aujourd'hui à 11h45, l'Association des femmes d'affaires du Québec (AFAQ) reçoit le juge André Ruffo lors d'un déjeuner-causette qui se tiendra à l'Hôtel Inter-Continental, 360 St-Antoine ouest, Montréal. Rens.: Josée Gagnon 845-4281.

Conférence de M. Bruno Fortin, psychologue et auteur de «Vivre pleinement malgré la maladie» le mer. 25 nov. à 20h., à l'Auditorium du Collège Édouard-Montpetit, 150 est de Gentilly, Longueuil. Billets en vente au 670-1616.

Info-Femmes vous convie à une conférence de Mme Linda Morin sur le thème: «Comprendre la sexualité masculine» le 18 nov. à 19h. — Jeudi le 3 déc. journée nationale contre la violence faite aux femmes, à 11h30 — Vendredi le 18 déc. à 11h30, brunch de Noël. Inscr. 355-4529.

Semaine de retraite avec le père André-Marie Syard sous le thème: «Vivre l'Avent avec Marie», du 27 au 29 nov., au Couvent St-Jacques, 122 rue St-Jacques, à St-Jacques de Montcalm (près de Joliette) réserv. (514-839-7717).

Conférence de M. Daniel Chabot, psychologue et auteur du livre «La sagesse du plaisir» le 18 nov. à 19h30, au Centre 630, 630 ouest rue Sherbrooke, Montréal Inscr. 629-9950.

Mme Rolande Coderre, directrice générale de l'École de musique Vincent d'Indy, lance un appel aux anciens élèves intéressés à participer à une journée de festivités dans le cadre du 60^e anniversaire, le 21 nov. à 13h30, au 628 chemin de la Côte-St-Catherine, Outremont. Rens.: 735-5261 poste 46.

SAMSKI offre un programme de ski de fond qui s'adresse à tous, du débutant à l'expert. Il s'agit d'un forfait de 7 samedis ou 7 dimanches (au choix) en janv. fév. 93, dans les destinations suivantes: Laurentides, Estrie, Montérégie, Vermont. Rens. et réserv.: 345-0032.

Le Centre d'action SIDA Montréal (femmes) offre des sessions de groupe pour les femmes atteintes du VIH-SIDA, ainsi que pour les amis(es) et la famille. Rens.: Barbara ou Kathryn au 954-0170.

20^e anniversaire du Renouveau charismatique de Montréal et 7^e Congrès diocésain, à l'Oratoire St-Joseph, le 21 nov. de 9h. à 21h., conférenciers invités: Père Laurent Fabre, s.j., de la Communauté charismatique du chemin neuf de Lyon, France et Mme Christiane H. Cloutier-Dupuis, adjointe au Répondant diocésain de Montréal. Rens.: 353-3038.

FERA, Fondation en relation d'aide est un organisme qui vient en aide aux personnes ayant des dépendances aux drogues, alcool, etc. Rens.: 926-3578.

La Chambre de commerce de Laval vous convie à un séminaire de formation sur le thème: «Le nouveau code civil et la vente au détail», le mer. 25 nov. de 8h. à 10h., au Centre des congrès Palace, 1717 boul. Le Corbusier, Laval. Réserv.: Silvy Boulanger au 682-5255.

Le Comité d'animation culturelle de la bibliothèque d'Anjou reçoit Dominique Boisjoli, peintre, le 18 nov. à 19h30, au 7500 Gouin, Anjou. Rens.: 352-4440.

LEUCAN, organisme à but non lucratif qui œuvre pour le bien-être des enfants atteints de leucémie, a besoin de bénévoles pour agir à titre de représentants dans les kiosques lors des campagnes de financement ou de la tenue de congrès, colloques, etc. Une soirée d'information aura lieu le ven. 20 nov. Rens.: 731-3696.

CE SOIR, LUNDI 16 NOVEMBRE
LA PETITE MUSIQUE DE NUIT DE CIEL MF
PRÉSENTE À 22.00

- symphonie concertante op. 84 (Haydn)
- ouvertures de différents opéras (Mozart)
- polka de W.R. (Rachmaninov)

DEMAIN SOIR, 22.00

- symphonie no 40 (Mozart)
- Fantaisie pour un gentilhomme (Rodrigo)

ciel 98.5
RENSEIGNEMENTS: 527-8321

FAMOUS PLAYERS

<

MUSIQUE / chronique



Le quatuor Stamitz de Prague

L'OSQ recrute 6000 abonnés

Marie Laurier

L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE de Québec vient d'atteindre son objectif de recruter 6000 abonnés à la suite d'une vaste campagne de sensibilisation auprès du public. Cette stratégie de marketing mise en place en 1990 fut axée sur l'orchestre, les concerts de saison et la politique des bas prix en abonnement. Pour marquer le 90e anniversaire de l'OSQ en 1992-1993, le nouveau chef Pascal Verrot a conçu une programmation dans les goûts des mélomanes de la Vieille Capitale, ce qui a eu pour effet de doubler le nombre des abonnés qui est passé à 6000, soit une augmentation de 77% en quatre ans.

Hommage à Pierre Péladeau LA SOCIÉTÉ philharmonique de Montréal souligne sa 35e saison en présentant un concert en hommage à Pierre Péladeau. Péladeau qui a contribué un million\$ à la construction du centre qui porte son nom et qui abrite la nouvelle salle de 873 places, la salle Pierre-Mercure. Le concert aura lieu le lundi 23 novembre à 20h et Miklos Takacs dirigera l'orchestre. Des oeuvres de Beethoven et de Dvorak sont au programme et les solistes sont Pierre Jasmin, pianiste, Colette Boky, soprano, Joseph Rouleau, basse ainsi que la violoniste Denise Lupien. Des musiciens et des choristes de l'OSQ et de l'Orchestre Métropolitain se joindront au chœur de l'UQAM et à l'orchestre.

Timothy Hutchins LE FLÛTISTE Timothy Hutchins et la pianiste Janet Creaser Hutchins interpréteront les oeuvres de Bach, de Mozart, de Jacques Hétu et de plusieurs autres compositeurs le dimanche 22 novembre à la salle Redpath.

Saint-Saëns L'ORCHESTRE des jeunes de Montréal (OJM) donnera un concert tout Saint-Saëns le dimanche 29 novembre à 16h à l'église Saint-Jean-Baptiste. Les 58 musiciens, tous âgés entre 18 et 25 ans seront accompagnés par le Choeur polyphonique pour l'oeuvre principale, «L'Oratorio de Noël» de Camille Saint-Saëns. L'organiste Jacques Boucher et la violoniste Anne Robert joueront aussi des oeuvres du compositeur français. L'OJM donnera deux autres concerts le samedi 13 mars 1993 et le samedi 8 mai à la salle Claude-Champagne. Renseignements: 965-7745.

De Prague LE QUATUOR Stamitz ainsi nommé en l'honneur d'une célèbre famille de musiciens tchèques est l'invité ce soir de Pro Musica à la salle Maisonneuve de la PdA. Le musicologue Daniel Leduc commente les oeuvres au programme - Dvorak, Haydn et Smetana - avant le concert à 18h30 au Café de la Place.

Baroque et classicisme OSM LE VIOLONISTE Salvatore Accardo fait ses débuts comme chef d'orchestre demain et mercredi, 17 et 18 novembre dans la série Baroque et Classicisme à la basilique Notre-Dame à 19h30. Des oeuvres de Rossini, Viotti et Mozart.



Salvatore Accardo

Roméo et Juliette à l'OdM EN PARALLELE à «Roméo et Juliette» de Gounod, la prochaine production de l'Opéra de Montréal, du 21 novembre au 5 décembre, l'OdM présentera, un soir seulement, le 4 décembre, la version concert «I Capuleti e i Montecchi», de Bellini. Cet événement marque le retour dans le rôle de Giuletta du soprano Hélène Fortin et les débuts à l'OdM de Judith Forst dans celui de Roméo (interprété par un mezzo-soprano dans la version de Bellini). À la suite de ce concert, l'OdM accueillera Mme Forst et Joseph Rouleau au Panthéon canadien de l'art lyrique. Créé en novembre 1991, le Panthéon a pour but de rendre hommage aux artistes canadiens, qu'ils soient chanteurs, metteurs en scène ou chefs d'orchestre. Louis Quilico fut le premier à mériter cet honneur.

L'opéra se met à table L'EXPOSITION l'Opéra se met à table au profit de la Guilde de l'OdM sera inaugurée le 24 novembre à la salle Tudor du magasin Ogilvy. Plusieurs personnalités créeront des décorations de table inspirées d'opéras célèbres: Mila Mulrone, Jacqueline Desmarais, Marie-Josée Drouin, Diana Soviero, Manon et Catherine Vennat, etc. Les billets sont en vente au coût de 40\$ et l'exposition dure jusqu'au 28 novembre. Réservations: 985-2259.

Premier Messie L'ORCHESTRE de chambre McGill sous la direction de Boris Brodt présentera le premier «Messie» de cette saison à la cathédrale Christ Church le lundi 30 novembre à 20h. Cette oeuvre sera interprétée dans sa version originale par les chanteurs de la cathédrale sous la direction de Gerald Wheeler. Les solistes seront Shari Saunders, soprano, Daniel Taylor, alto, Benjamin Butterfield, ténor et Eric Oland, basse. Le «Messie» a été écrit en 25 jours et la première eut lieu le 23 avril 1743 à Dublin sous la direction du compositeur lui-même. L'année suivante à Londres, ce fut l'occasion de la tradition de l'Hallelujah. Le roi George II fut tellement touché qu'il se leva spontanément, suivi en cela par tout l'auditoire. Un geste qui se perpétue depuis ce temps.

Arts-Québec LA SAISON de l'ensemble choral Arts-Québec comprend les concerts suivants: le samedi 28 novembre à l'église Saint-Germain d'Outremont, le samedi 27 mars à l'église Saint-Pierre-Apôtre, le samedi 15 mai à la salle Pollack, enfin le 24 juin pour la Saint-Jean. Renseignements: 481-0965.

Mario Duchemin LE PIANISTE Mario Duchemin poursuit sa tournée de concerts et il sera à la Place des Arts demain soir et à New York en décembre. Il interprète des oeuvres de Chopin et de Liszt. En février 1993, il sera le soliste du programme Mozart en compagnie de l'Ensemble instrumental de Grenoble qui en sera à sa première tournée nord-américaine. Par la suite, Mario Duchemin s'enverra vers l'Europe pour des concerts à Budapest, à Prague et à Grenoble. Premier prix du Conservatoire de musique de Montréal, lauréat en 1979 du Concours OSM, Mario Duchemin a aussi enregistré trois disques sur étiquette Amplitude.

Musique de chambre DEUX concerts de musique de chambre le même soir, soit le jeudi 19 novembre: celui de l'OSQ à la salle Pierre-Mercure et Yuli Turovsky a justement inscrit une oeuvre de Mercure au programme, avec son invité le violoniste canadien Victor Schultz. Quant à l'Orchestre de chambre de Montréal, dirigé par Wanda Kaluzny, il présente un concert Boccherini, Feldman, Mozart et Janacek ce même jeudi à 20h à l'église Erskine & American. La soliste invitée: Andrée Lehoux, basson.

Jean Dumont

De l'acquiescement au septicisme, du ravissement au rejet, de la surprise à l'intérêt poli, on peut facilement déceler dans les attitudes des milliers de visiteurs défilant cette année encore devant les oeuvres exposées à l'ELAAC, toute la gamme des réactions suscitées par la culture et leurs expressions socialement admises. Partout, sauf dans l'espace réservé à la Fondation pour l'art thérapeutique et l'art brut du Québec. Là, devant les oeuvres exposées par les malades et ex-malades mentaux de l'Hôpital Louis-H. Lafontaine, chaque visiteur, tous jugements et fausses prétentions suspendus, semble soudain n'être livré à nul autre qu'à lui-même...

La collaboration entre la Fondation québécoise des maladies mentales et l'Association des galeries d'art contemporain de Montréal date de 1989 et de la mise en place d'un premier atelier-pilote d'art thérapeutique à l'Hôpital Louis-H. Lafontaine, chaque visiteur, tous jugements et fausses prétentions suspendus, semble soudain n'être livré à nul autre qu'à lui-même...



THÉÂTRE

Wolf Biermann En spectacle lundi le 16 novembre, 20 heures, Place des arts, 5e salle

Diane-Monique Daviau

C'EST AVEC les Montréalais que Wolf Biermann, le chansonnier allemand le plus connu et celui qui aura été aussi le plus marquant, fêtera ces jours-ci ses 56 ans. Invité par l'Institut Goethe, Biermann séjournera à Montréal dans le cadre du Salon du livre et donnera lundi, le 16 novembre, le lendemain de son anniversaire, un grand concert à la Place des arts.

Placé sous la devise qui sert de titre à son plus récent ouvrage dont la traduction française vient de paraître aux éditions de l'aube, *Seul celui qui change peut rester fidèle à lui-même*, ce concert représente une chance unique d'entendre quelques-unes des chansons les plus fortes, les plus engagées politiquement qu'on ait écrites en allemand depuis 40 ans.

Né à Hambourg en 1936 dans une

Lafontaine. Suite au succès inespéré de l'entreprise, un second atelier fut mis à la disposition des bénéficiaires, à Pointe-aux-Trembles, et une organisation particulière, la Fondation d'art thérapeutique et d'art brut du Québec, fut créée, avec la collaboration de la Fondation-mère, pour se vouer exclusivement à la mise en place et au maintien d'ateliers de création en arts visuels au bénéfice des personnes souffrant, ou ayant souffert de troubles psychiatriques.

Cette nouvelle instance est dirigée par Lorraine Palardy, galeriste bien connue de Montréal, assistée entre autres de Suzanne Hamel et Skyler Lake.

La Fondation s'est aussi fixé pour but de sensibiliser la population à l'importance des arts visuels dans la thérapie, de constituer une collection des travaux réalisés dans les ateliers et d'en assurer la diffusion et, à plus long terme, de mettre en place dans l'Est de Montréal, un musée d'art brut et d'art thérapeutique.

Ce qui retient le visiteur d'ELAAC 92 devant les étroites cimaises de l'espace de la Fondation chargées de signes pour beaucoup inconnus, ce qui m'a personnellement occupé l'esprit depuis l'exposition organisée par la Fondation à la Maison de la culture Frontenac en mai dernier (Voir LE DEVOIR du 27 mai 92) et m'a fait revenir de

famille juive et communiste, Wolf Biermann apprend très jeune qu'il ne sert absolument à rien de se taire. En 1953 — il avait à peine 16 ans et demi — par fidélité à son père mort à Auschwitz, il choisit de s'installer en Allemagne de l'Est. Il y fera jusqu'en 1976 une carrière tout à fait remarquable. Pourtant, les obstacles ne manquent pas sur son chemin: il rafistole un théâtre qu'on ferme avant la première, il écrit des poèmes qui ne sont pas publiés qu'à l'Ouest, il lui est interdit de se produire en spectacle et de sortir de la RDA, il enregistre ses premiers disques clandestinement — une voix, une guitare et des textes-chocs — dans son petit deux-pièces de Berlin-Est, et malgré tout Biermann devient rapidement une des figures les plus connues d'Allemagne, et ce, des deux côtés du Mur.

Même si en 1974 déjà on suggère fortement au trouble-fête de quitter la RDA. Biermann ne cesse d'exprimer sa volonté de continuer à vivre dans ce pays vis-à-vis duquel il a une relation de «solidarité critique».

nombreuses fois ces derniers jours dans leur espace, est un double fait presque paradoxal. Le fait d'une part, que devant ces oeuvres étranges, chacun de nous se sent pourtant profondément concerné, comme si, mis à nus, nous découvriions au coeur de nous-mêmes une complicité effrayante, dans le même temps que nous sentons monter des tréfonds de notre nuit l'inquiétude d'une possible folie. Et le fait d'autre part, que s'agitent à la surface de nous-mêmes toutes les images et les clichés de la culture et du savoir aussi bien sur ce qu'est la folie, que sur ce que sont les arts et la culture.

Et cette agitation vient buter sur les mots et les concepts. Art thérapeutique d'abord, difficile à accepter, alors que thérapie par l'art semble acceptable. Art brut ensuite. «Qu'y a-t-il de brut dans cet art?», demandait Jules Arbec dans un récent article de la revue ETC Montréal. Un art entièrement a-culturel est-il possible? Il semble qu'aussi loin qu'on veuille se tenir des codes, des limitations, des prisons de la culture on ne fasse que reconstruire d'autres murs et d'autres exclusions. Les tenants de l'art brut ont bâti celui-ci «contre» l'art des artistes. Pourquoi? Pourquoi toujours fragmenter le monde?

Que penser devant ces oeuvres dont nous n'aurons jamais les clés, qui ne seront toujours pour nous

qu'un présent inéluctable, et pour l'artiste qui les a réalisées le risque immense de l'avenir inconnu? Devant le *Bull* et le *Plymouth 49*, de Gaston Martin, étonnants courts-circuits entre deux temps de Lascaux. Devant l'*Autoportrait* de Roman Peuvion, l'insupportable *Isolation* de Jean Lisette, la *Libération* de Louise Cotton. Et combien d'autres?

Butant sur la notion bien connue «de la folie comme limite de l'oeuvre» j'ai pensé un instant qu'il me faudrait, pour aborder ces productions, bouleverser la définition de l'art que je suis obligé de me donner pour sauvegarder la cohérence, et qui est basée sur la coexistence et la dépendance du faire et de la pensée. C'était prendre le risque de la facilité et de la compassion; et celui de la ghettoïsation. J'ai pris le problème par l'autre bout, décidé de continuer à parler d'oeuvres, et entrepris la tâche immense de transformer ma perception culturelle de la folie.

Il est temps, disait Deleuze, d'arrêter de parler de la folie et d'aller voir de l'autre côté, et d'être chacun un peu fou... Il est temps en effet de rendre les murs poreux. Qui peut affirmer qu'il n'y a pas l'ombre d'une pensée dans les oeuvres proposées par les patients de Louis-H. Lafontaine. Qui peut affirmer qu'il n'y a pas l'ombre d'une folie dans ce texte qui s'écrit?...

L'homme qui ne se tait pas

En novembre 1976, événement en branle-bas de combat, on réussit à l'Ouest à faire venir le chansonnier pour donner une série de concerts en RFA. L'itinéraire prévoit Cologne, Bochum, Stuttgart, Munich et Hambourg. Mais trois jours après le premier concert à Cologne — il y aura donc 16 ans le 16 novembre — la RDA retire à Biermann sa nationalité et l'«expulse», c'est-à-dire lui interdit le retour au pays. Il se réinstalle alors dans sa ville natale pendant qu'un peu partout dans le monde des manifestations de solidarité ont lieu pour protester contre l'expulsion de Biermann.

Authenticité

Il y a dans les chansons que Biermann écrit depuis le début des années 60 quelque chose qu'on ne peut désigner d'un autre mot que celui-ci: authenticité. Certaines chansons sont dures, crues, provocantes, d'une ironie cinglante, d'autres sont drôles, ou immensément tristes, mais toutes, d'une façon ou d'une autre, nous remuent sans ménagement, parce que Biermann, dans

cette langue bien particulière qu'il maîtrise à merveille, arrive à redonner aux mots et aux expressions même les plus galvaudés leur sens premier — et une vigueur étonnante, souvent déconcertante. Politiques, poétiques, les textes sont soutenus par une musique et une voix vibrantes, capables de doucement autant que de puissance.

Ceux qui auraient envie d'approfondir un peu les idées de Biermann avant d'assister au concert pourraient lire, outre son dernier ouvrage mentionné plus haut, deux des rares textes de l'auteur disponibles en français: *La barrière de barbelés* (coll. 10/18). Le premier livre de Biermann qu'on a publié à l'Ouest en 1965, ou *Moi aussi, j'ai été à la Stasi* (éditions de l'aube, coll. «Regards croisés», traduction d'un texte que Biermann a publié en mai 1990 dans l'hebdomadaire *Der Zeit*.

Les autres, ceux qui connaissent déjà Wolf Biermann ou qui ont envie de tenter l'aventure de la découverte totale, n'ont qu'à plonger. L'émotion est garantie, les questions aussi.

Du minimalisme insipide au mémorable

Carol Bergeron

Société de Musique Contemporaine du Québec (SMCQ) *Québec-Canada* avec l'Ensemble Arraymusic, dir. Michael J. Baker: Longton, Arraymusic miniature (1991); Parkinson, *Desires are already memories* (1991); Kucharzyk, *All thumbs* (1991); Smith, *Diagonal Forms* (1991); Butterfield, *Arrangement of morden* (1992); Hand, *Palimpsest (nature morte)* (1991); Baker, *Red brick* (1991); Tenney, *Three new seeds* (1991); Komorous, *Dame's Rocket* (1991); Gonneville, *Alonetogetherall* (1992). Jeudi 12 novembre, salle Pierre-Mercure.

Kagel, biennale 92 du NEM: Dressur (1976-77) Julien Grégoire, François Gauthier et Vincent Dhavernas (percussions), Denis Marleau (direction de jeu); *Phantasiestück* (1987-88), le NEM, dir. Mauricio Kagel; *Die stücke der Windrose* (1985-91), le NEM, dir. Mauricio Kagel. Vendredi 13, Cinquième salle de la Place des Arts.

À travers les différentes manifestations de l'événement Kagel qui priront fin samedi soir dernier, se glissa, l'espace d'un concert, un rendez-vous de la SMCQ qui attirera ceux qui voulaient entendre l'ensemble instrumental torontois Arraymusic. Intitulé *Québec-Canada*, le programme rassemblait neuf compositeurs canadiens oeuvrant à Toronto ou à Victoria et un collègue montréalais, Michel Gonneville dont l'oeuvre Alonetogetherall — titre on ne peut plus symbolique — était une commande du groupe visiteur.

À l'exception des pièces récentes

de Gonneville et Christopher Butterfield, les huit autres avaient été créées en 1991 par Arraymusic qui fêtaient alors le 20e anniversaire de sa fondation. Bien qu'au cours des ans l'ensemble n'a pas toujours emprunté la même géométrie instrumentale, celle d'aujourd'hui comprend un piano, des percussions, une clarinette, une trompette et une contrebasse — avec cela, certains feraient du jazz, d'autres se produiraient dans quelque kiosque à musique... à musique légère, bien entendu.

Contraints par le choix imposé des instruments, piégés par la formule du concert, les compositeurs se sentirent de toute évidence inconfortables. D'une façon quasi unanime, ils adoptèrent la même démarche «minimaliste»: un «minimalisme» affligeant de la pensée, s'imposant comme une vertu cardinale.

Voilà peut-être aussi où mène la peur de provoquer, de déranger, de perturber la quiétude paresseuse de ces auditeurs qui ne veulent plus être dérangés.

Ne retiendrait-on que les pièces de Rudolf Komorous et de Michel Gonneville, qu'il faudrait dire que l'insignifiance de la première — au demeurant, tout à fait représentative de la qualité des huit autres — fit paraître mieux la seconde. Et même là, appauvrie par des allusions «jaz-zifiantes» et ses effets de «crescendo» sans grand intérêt, la substance musicale sembla plutôt mince.

Le dernier programme Kagel fut par contre un moment exceptionnel de création musicale que tous les compositeurs de la veille auraient eu avantage à entendre, à voir aussi

NOS CHOIX TÉLÉ

Hockey Rivalité classique: les Bruins visitent le Canadien. (TVA, 19 h 30)

Alan Bean: Art off this earth Plusieurs astronautes qui ont participé à la conquête spatiale dans les années 60 et 70 sont devenus mystiques, religieux, ou encore engagés socialement... Alan Bean est devenu peintre et ses tableaux illustrent son expérience. (PBS 33, 19 h 30)

L'année qui change la vie Un documentaire (excellent paraît-il) de Suzanne Guy sur la première année d'école et les changements psychologiques et sociaux vécus par les enfants. (Radio-Québec, 20 h)

Jamais deux sans toi Je le signale pour les fans, ce dont je ne suis pas (ce qui semble être une exception!) (Radio-Canada, 20 h)

Paul Cauchon

Partagez l'esprit.



À NOËL, FAITES CADEAU DU PHANTOM.

The PHANTOM of the OPERA

de ANDREW LLOYD WEBBER

mis en scène par HAROLD PRINCE

REPRISE POUR UN TEMPS LIMITÉ! À PARTIR DU 16 DÉCEMBRE 1992 ÉVITEZ LES DÉCEPTIONS. RÉSERVEZ AUJOURD'HUI!

Théâtre Maisonneuve, Place des Arts, Montréal. Réservez une place de choix grâce à Avant-première de American Express. Composez le (514) 790-0300. (514) 790-2222

Billets également en vente au guichet de la Place des Arts et aux guichets TicketMaster (situés dans certains magasins de la Baie)

Groups (20 et plus) téléphoner: (514) 874-9153 au Québec; (416) 925-7466 en dehors du Québec

Réservez une place de choix grâce à Avant-première de American Express. Composez le (514) 790-0300.

Versions originales! En anglais avec des surtitres en français.

ÉDITORIAL

Ne tirez pas sur les Allemands

Pour un second week-end consécutif, des milliers d'Allemands viennent de défiler dans les rues contre l'extrême-droite, en faveur de l'accueil aux réfugiés et contre les pouvoirs politiques qui s'approprient à légiférer pour restreindre le droit d'asile, exceptionnellement généreux en Allemagne.

Le dilemme des Allemands est le suivant: si l'on resserre les procédures d'entrée au pays, n'a-t-on pas l'air de céder aux sirènes de l'extrême-droite qui hurle «les étrangers dehors»? Mais si l'on n'agit pas pour endiguer le phénomène, n'est-il pas appelé à s'étendre d'une façon désordonnée, et à alimenter en conséquence les tendances politiques morbides justement dénoncées par la rue ces derniers jours? Ce dilemme n'est pas seulement allemand. De plus en plus, il concerne toute l'Europe et, au-delà, le monde développé dans son ensemble.

Depuis la chute du Mur de Berlin et l'ouverture des frontières d'Est en Ouest de l'Europe, les demandes d'asile politique en Allemagne se chiffrent par centaines de milliers. L'afflux est tel que, pour le seul mois d'octobre 1992, on a compté 60 000 nouveaux arrivants à ce titre, soit environ 2000 par jour! Il n'y a aucun pays au monde qui puisse absorber sans tensions un flux immigrant aussi formidable.

À l'heure de la guerre en Bosnie, plaie purulente, conflit sans solution qui pointe un doigt accusateur sur tout le Vieux Continent, les contradictions éclatent entre le criant appel à l'action humanitaire et la capacité objective d'absorption des sociétés riches face au drame qui se déroule à leurs pieds. Ce n'est pas par la contagion guerrière que le conflit des Balkans menace la sécurité européenne. C'est par le problème sans cesse croissant des réfugiés qu'il chasse de leur foyer.

On s'émeut à bon droit devant telle initiative qui permettra à un millier de petits Bosniaques de passer un hiver au chaud dans des familles françaises, hors de portée des bombes. Mais l'action humanitaire est aussi un spectacle destiné, au-delà du baume appliqué sur quelques destins individuels, à donner bonne conscience au «pays donneur» et de la bonne matière aux médias. Car les actions les plus visibles ne sont pas toujours les plus efficaces. La France, dont les porte-voix à la Bernard Kouchner sont toujours aux premières loges des forums internationaux sur le droit humani-

taire, est loin d'être le pays le plus généreux, dans les faits, face au drame de l'ex-Yougoslavie. Eu égard à sa population, la petite Suède, par exemple, a fait beaucoup plus, avec plusieurs dizaines de milliers de réfugiés déjà accueillis. On est loin des 500 réfugiés dont il est question pour le Canada.

À cet égard, l'opinion publique internationale est aujourd'hui d'une sévérité un peu injuste contre l'Allemagne. Ce pays est aujourd'hui, et de loin, le plus ouvert du continent, et peut-être du monde, à l'égard des réfugiés de toutes sortes, vrais ou faux, politiques ou économiques. Résultat des crimes commis par ses dirigeants il y a un demi-siècle et de la juste mauvaise conscience qui s'en est suivie, ce pays s'est doté de la constitution la plus généreuse qui soit au chapitre du droit d'asile. Dans la presse étrangère, on lit aujourd'hui force dénonciations et avertissements contre «le retour des fantômes» qui reviendraient hanter l'ancien l'ennemi de la Seconde Guerre mondiale.

Vers une approche plus globale du problème des réfugiés

Les actions délinquantes des néo-nazis de Rostock et de Hoyerswerda, la troublante complaisance d'une partie de la population locale à leur égard, la multiplication des violences contre les immigrés et demandeurs d'asile résidant en Allemagne, ont certes quelque chose d'inquiétant. Que le débat sur la limitation du droit d'asile, au Bundestag allemand, survienne dans ce contexte, voilà qui est embarrassant.

Mais il serait exagéré de conclure à une vague de xénophobie et de fermeture qui emporterait aujourd'hui toute l'Allemagne. Les Allemands sont pour une très grande part révoltés eux-mêmes par les actions d'une minorité agissante qui attise les angoisses du petit peuple de l'Est économiquement déçu par la réunification, non éduqué à la cohabitation avec les immigrés, et ne comprenant pas qu'un demandeur de statut de réfugié, avec sa famille, puisse parfois toucher davantage qu'un chômeur autochtone en fin de période.

Comme en témoignent les manifestations massives des deux derniers week-ends, il existe aussi une Allemagne vigilante, inquiète et mobilisée contre ces tendances morbides. La partie n'est certes pas terminée, et les dérives sont toujours possibles. Mais les forces démocratiques peuvent toujours l'emporter si l'on sait équilibrer le cœur et la raison, le devoir d'aider les vrais damnés et le droit inaliénable de contrôler son territoire, et si on ne laisse pas les Allemands faire, seuls, face à la musique comme c'est pratiquement le cas actuellement. Une approche continentale s'impose.

Selon le *Financial Times* londonien, de nombreux pays européens travaillent actuellement, plus ou moins dans le secret et totalement en marge des instances de la CEE, à établir des normes plus serrées, applicables à l'ensemble du Vieux Continent, pour endiguer le flot. L'un des objectifs de ce groupe de travail est de retourner, d'une façon stricte, aux termes de la Convention de Genève de 1951 qui définissent le réfugié sur une base individuelle, et requièrent que le demandeur de droit d'asile puisse faire la preuve qu'il ferait personnellement l'objet de persécutions s'il devait rentrer chez lui.

Ce projet de résolution affirme aussi que toute personne craignant une violation de ses droits devrait être activement encouragée à rester chez elle et à chercher de l'appui auprès des organismes locaux et régionaux de protection des droits de la personne.

On ne peut nier que l'exceptionnelle générosité du droit allemand — prestations sociales et logement automatiquement acquis sur simple dépôt d'une demande et garantis jusqu'à la décision qui peut attendre des mois, voire des années — attire aux frontières quantité de gens qui n'ont manifestement aucun droit à l'asile politique.

La vraie générosité doit faire aussi la part au calcul des moyens et aux choix entre ce qu'on peut faire et ce qu'on ne peut pas faire. Elle doit élargir la réflexion et voir plus large. Ce qui veut dire, en l'occurrence: dépasser l'approche strictement nationale, partager équitablement le fardeau, définir la véritable «urgence» d'une façon rigoureuse, aller aider sur place les damnés de la Terre, aux sources des problèmes, plutôt que de les importer sans les régler.

FRANÇOIS BROUSSEAU

LETTRES AU DEVOIR

Médecins et délits sexuels

L'ASSOCIATION des victimes de délits sexuels de thérapeutes (RAPT) n'accepte pas qu'un médecin qui a été radié en Ontario puisse être capable de continuer à exercer au Québec (LE DEVOIR, 9 novembre 1992).

J'avoue qu'à première vue une telle situation peut paraître troublante et plus particulièrement lorsque l'offense en est une d'abus sexuel d'une patiente. Un tel comportement est, de toute évidence, condamnable et inacceptable. Pourtant, si ce médecin détient toujours son permis d'exercice, ceci est attribuable aux dispositions des lois qui nous gouvernent.

Voici les faits. Ce médecin a commencé à exercer au Québec en 1967 et a toujours maintenu son permis en vigueur. Nous n'avons jamais reçu une plainte à son sujet. Il a été radié par le Collège des médecins et chirurgiens de l'Ontario en 1991. Nous n'en avons pas été informés. Il a appelé de la sentence. Selon les règles de la justice applicables à tout citoyen, il est innocent tant qu'un jugement final le trouvant coupable n'aura pas été rendu. Même en présence d'une décision finale de radiation en Ontario, la Corporation professionnelle des médecins du Québec ne pourra utiliser ce jugement pour traduire ce médecin devant le Comité de discipline. La loi actuelle ne le permet pas. Nous avons ce pouvoir avant 1974. Le législateur nous l'a enlevé.

Nous sommes encore obligés de reprendre la cause de «A» à «Z». L'enquête que nous menons actuellement a pour but de recueillir tous les faits relatifs à la plainte portée en Ontario et plus particulièrement de retracer la plaignante afin d'obtenir sa collaboration. Nous dressons un dossier nouveau sans avoir reçu de plainte formelle.

Une fois tous les renseignements recueillis, nous pourrions porter une accusation contre ce médecin devant le Comité de discipline qui entendra la cause. Il est impossible d'en prévoir la durée. Retenons cependant que la cause de l'Ontario a débuté en 1989 et que les actes reprochés remontent à 1979 et 1980.

Le processus est long. C'est vrai. C'est ainsi que fonctionne la justice. Ce n'est pas la Corporation des médecins qui fait les lois. Elle les applique. Les mêmes personnes, qui vantent les mérites de la Charte canadienne des droits et libertés et de la Charte québécoise qui garantissent les libertés fondamentales et les droits des individus, se demandent comment il se fait que nous n'ayons pas retiré immédiatement les permis d'exercice de ce médecin. La réponse est simple. La loi ne nous le permet pas. Pouvoir le faire serait d'ailleurs dangereux et antidémocratique. Le président de l'Ordre des professions, qui est avocat, devrait le savoir. Son ingérence dans cette affaire est carrément indécente et abusive. Son interprétation de la loi est erronée. Quel jeu joue-t-il?

La procédure légale que je viens de décrire sommairement s'applique à tout médecin qui détient un permis d'exercice. Dans le cas d'un médecin qui sollicite un permis, elle diffère. Comme le médecin doit

déclarer obligatoirement tout ce qui se rapporte au statut qui lui a été octroyé dans le ou les endroits où il a déjà exercé, le permis peut être refusé d'emblée s'il a été condamné dans une autre juridiction. Il est donc totalement incorrect et excessif de penser que le Québec pourrait être le refuge de telles personnes.

Le public doit savoir que nous remplissons bien nos obligations. La qualité de la médecine québécoise est bien connue. Le Québec doit en être fier.

Si monsieur Jean-François Lépine, à l'émission *Le Point* du 29 octobre, s'était comporté correctement et m'avait laissé la chance de m'exprimer, j'aurais pu faire état de ce que je viens d'écrire. Quand les journalistes commenceront-ils à examiner leur conduite et à se discipliner? Il y a des limites à pouvoir dire et écrire impunément n'importe quoi.

Augustin Roy, MD
Président et Secrétaire général
Corporation professionnelle des
médecins du Québec
Montréal, 11 novembre 1992

Le virage des philosophes

MONSIEUR GAÉTAN DAOUST, votre article paru dans LE DEVOIR du 7 novembre m'a fait grand bien. Vous dénoncez un virage de notre université qui m'angoisse. Le «nec plus ultra» en matière de recherche, c'est la commandite par surcroît subventionnée. Si par bonheur le résultat obtenu est quantifiable, pour peu que la différence entre deux groupes de sujets soit statistiquement «significative» alors, là, monsieur, vous avez vos lettres de noblesse dans l'institution. On s'incline et vous avez la paix. Comme des dizaines de mes collègues, mon champs d'action et de recherche dans cette université est le développement de l'âme humaine, de sa quête de liberté de penser, de sentir, d'être. Plus précisément, c'est la formation de ceux qui ont en mains l'éducation de l'esprit et du

cœur de nos enfants qui me passionne. Et j'ai encore la conviction profonde que c'est avec leur personne davantage qu'avec l'accumulation de leurs crédits dans les disciplines que les enseignants laissent leur empreinte sur nos petits. C'est avec leur liberté d'être qu'ils forment des êtres libres, c'est avec leur culture qu'ils éveillent l'esprit des jeunes à la culture de l'humanité, c'est avec leur créativité qu'ils forment des décideurs créateurs.

Et pourquoi pas, éventuellement, des recteurs libres, cultivés et créateurs. Comme bien d'autres dans le secteur des sciences humaines, je cherche à comprendre les mécanismes qui font qu'un enseignant insufflera une passion, sa passion, aux enfants qui lui sont confiés. Je travaille sans filet, sans la sécurité des statistiques, sans les balises des méthodes quantitatives, et je prétends faire de la recherche.

J'ai souvent le sentiment de travailler dans la pure clandestinité. En périodes d'humiliation, il m'arrive de rêver du jour où je pourrai comptabiliser des mécanismes de défense, ou en isoler trois de plus (comme les gènes) afin d'expliquer pourquoi on en arrive avec autant de foi à prétendre que seul ce qui est publié existe, que seules les données objectives génèrent un réel progrès, que seuls les résultats communiqués dans les conférences internationales ont un statut. Ces jours-là, je me méprise, parce que ma seule ambition est d'avoir la paix, ou de me sentir une place reconnue dans cette communauté universitaire que par ailleurs j'aime profondément. Moi je travaille à la main, dans mon bureau, sans subvention, sans commandite.

Bref, je n'existe pas, et je serais «sanctionnable» aux dires de ceux qui sont venus dans notre département jeter un oeil sur ce qui s'y fait ou ne s'y fait pas, c'est selon l'oeil. Bien sûr ces «bouhoumacoutes» du savoir n'ont pas vu l'inquantifiable, il n'ont donc pas vu grand chose...

Une compréhension de plus en plus fine des mécanismes de l'âme humaine est non seulement utile pour notre société, mais je risquerais même de dire rentable. Quant à mesurer cette rentabilité, je ne sais pas le faire, et je ne «dois» pas le faire. Ce serait perdre l'esprit même de ma recherche. Et je dois prévenir monsieur le recteur que ma recherche ne sera jamais «en parfaite osmose avec l'entreprise». C'est parfois contre elle que j'aurai le devoir de travailler. Nous sommes des dizaines à nous taire, à travailler dans l'ombre, à soutenir humblement, timidement, que nous explorons nous aussi un champs d'étude utile pour notre société: le geste et l'âme de l'éducateur. C'est presque en nous excusant que nous déclarons de quoi nos journées sont faites. Merci, monsieur Daoust, de m'avoir permis de sortir du silence et du mépris.

Édith Fournier Ph.D
Professeure titulaire
Département de Psycho-pédagogie et
d'andragogie
Faculté des Sciences de l'Éducation
Université de Montréal
Outremont, 9 novembre 1992

LE SILENCIEUX

Des mots, des mots

C'est du Shakespeare... Par où l'on voit qu'il est le plus grand écrivain de tous les temps.

L'homme a inventé la parole. Hélas! il n'y est pour rien dans le silence.

Si les «placoteux» tenaient leur journal, ils n'auraient rien à dire.

Qui dit aujourd'hui «inévitables»? On préfère passer par «incontournable».

Qui dit «accord»? On lui préfère «consensus». Bientôt, on ne saura plus se servir des mots de tous les jours.

Les humains, entre eux, n'ont jamais tant communiqué; par contre, ils n'ont jamais si peu communiqué.

«Que sert à l'homme de gagner l'univers...?» À cette interrogation, je préfère celle-ci, plus actuelle: «L'homme sert à quoi?»

Les psychologues expliquent tout, mais après coup. Je serais porté à croire qu'ils ne leur manquent qu'une chose: l'imagination.

Je n'ai jamais dit mes quatre vérités à quiconque. Il m'arrivera d'en dire une, pour me rendre compte que c'est une er-

reur de jugement.

Manque de maturité. — Elle est grande la part de susceptibilité qui entre dans ce que nous sommes «notre fierté nationale».

Les spécialités sont à peu près toutes des sociétés secrètes.

Vous avez peur de votre ombre?... La solution: Ne sortez que lorsqu'il fait nuit noire.

Pouvoir. — Drogue qui engendra l'accoutumance et s'accroît à l'usage.

Les inconsolables aiment leurs chagrins. Certains en ont même la vanité et l'avarice.

Nos gouvernants ne savent où ils vont. Ce qui m'inquiète, c'est qu'ils nous y emmènent.

Sans les snobs, la vie des arts serait constamment assujettie aux soins intensifs.

Combien de gens, un beau matin, ont voulu changer de vie et se sont contentés de changer leurs meubles de place.

Albert Brie

Jeffrey Simpson

Se réinventer ou disparaître

Les journaux ont dernièrement fait la nouvelle tout autant qu'ils véhiculaient des nouvelles. Au Canada tout comme dans l'ensemble de l'Amérique, les journaux vivent une période de transition. La récession les a atteints durement. Il en va de même pour la télévision.

Dans ce phénomène de transition se retrouvent aussi ces couples où les deux travaillent, cette société qui valorise de plus en plus la télévision ainsi qu'un système d'éducation qui n'apprend pas aux jeunes à lire. Partout les éditeurs se font dire que les gens n'ont pas de temps pour lire; ils s'échinent à rendre plus attrayantes leurs publications, ce qui mène à présenter plus de photos, des articles plus courts, des manchettes plus imposantes et beaucoup plus de chroniques.

La semaine dernière, le réputé *Los Angeles Times* faisait savoir qu'il licencierait 550 de ses employés. Pour justifier l'arrêt de son édition destinée à San Diego, les administrateurs invoquent les difficultés économiques qui assaillent le sud de la Californie.

À Pittsburgh, les deux quotidiens de cette ville sont muets depuis plus de six mois en raison d'un dur conflit de relations de travail. L'un des deux principaux journaux de Dallas a dû fermer au début de 1992.

À Québec, les journalistes du *Soleil* font grève contre la politique de la direction. Le groupe Hollinger, dirigé par Conrad Black, est propriétaire du *Soleil* et entend réduire le personnel. Il y a quelque temps, la *Gazette* a menacé de faire des mises à pied si les syndicats ne réduisaient pas certaines de leurs demandes. Même LE DEVOIR démenage dans un nouvel immeuble et projette des changements de contenu dans le but d'attirer de nouveaux lecteurs.

En dehors du Québec, les remous atteignent aussi les quotidiens. En une semaine, les trois principales chaînes de journaux au Canada ont été secouées par des changements.

Le plus spectaculaire de ces changements affecte les journaux Southern depuis que Conrad Black a annoncé avoir acquis presque le quart des actions de Southern détenues à ce jour par le *Toronto Star*.

Comme magnat de presse, Black est très connu au Québec, son organisation possédant entre autres *Le Soleil* et *Le Droit*, d'Ottawa. Dans le reste du pays toutefois, Black ne contrôle que des publications à très faible tirage.

Le public en général connaît bien Black pour la fréquence de ses commentaires publics sur l'actualité et pour son adhésion fervente à des vues droitières (au nombre de ses idoles, l'on trouve Margaret Thatcher, Henry Kissinger et Napoléon).

Cet homme d'affaires est prompt à tenter des poursuites quand un article lui déplaît. Il possède un vaste réseau de publications qui comprennent le *Daily Telegraph* (Londres), le *Jerusalem Post* (Israël), une chaîne de journaux australiens et, au Canada, le magazine *Saturday Night*.

Quand il acquiert des parts dans les journaux, Black ne se satisfait pas d'une position minoritaire. Il achète pour exercer le contrôle. Ce n'est donc qu'une question de temps avant qu'il ne contrôle la chaîne Southern qui comprend, entre autres, la *Gazette*, l'*Ottawa Citizen* et des journaux publiés à Vancouver, à Calgary, à Edmonton, à Windsor, à Kingston et dans d'autres villes.

Southern est de fait la chaîne qui exerce le plus d'influence au Canada anglais, mais c'est une société qui a perdu beaucoup d'argent ces derniers temps. Bien que Southern s'efforce de maintenir la qualité journalistique, la plupart des maillons de cette chaîne sont médiocres. Le meilleur demeure la *Gazette*, les autres se signalant par une profession de qualité qui excède les performances.

Black ne chérit pas la médiocrité. De Southern, il attendra une meilleure efficacité en rapport avec les coûts, dans

certains cas il insistera sur l'amélioration de la qualité dans certains journaux.

Une autre onde de choc a atteint le *Toronto Star*, quotidien qui a le plus fort tirage au Canada. Touché durement par la récession, le *Star* annonçait la semaine dernière plus de 100 mises à pied et, dans une geste d'autoprotection, la fermeture de ses bureaux de Montréal et de New York!



Nous qui ne vivons pas au Québec sommes habitués à l'indifférence des journaux québécois vis-à-vis du reste du Canada. La preuve en est l'absence de correspondant permanent de ces quotidiens à Toronto. Les journaux sérieux du Canada anglais ont toujours eu un correspondant à Montréal. Pour ne pas être injuste, on doit mentionner que le *Star* a toujours à son service le très estimé Robert McKenzie à Québec — c'est le doyen des chroniqueurs et des commentateurs anglophones en poste à Québec.

Même le *Toronto Sun* a défrayé la chronique. Ce journal a été fondé par quatre personnes, après la disparition du *Toronto Telegram*; il s'agissait du premier tabloïd paraissant dans une ville importante du Canada anglophone. Les sceptiques ont dit ne pas croire à sa réussite. Le *Sun* est devenu une source appréciable de profits, avec son mélange de chroniques, de politique se situant à droite, de sexe (modérément) de sport et de crime (quoique à un niveau pas aussi élevé que dans le *Journal de Montréal*).

Après plusieurs années de réussite financière, le *Sun* s'est vu frapper durement par la récession. Le résultat fut que les représentants de Maclean-Hunter siégeant au conseil d'administration du *Toronto Sun* ont mis fin à l'engagement du flamboyant président et fondateur Doug Creighton. Ce départ entraîne des réductions de personnel et d'autres types de compressions.

Toronto est la seule grande ville anglophone en Amérique du Nord à bénéficier de trois quotidiens importants: le *Star*, le *Sun* et le *Globe and Mail*. Ces trois titres ont souffert de la récession. Le *Star* a par exemple investi 440 millions de dollars dans un nouvel équipement et veut changer en profondeur sa toilette.

Le *Globe and Mail* a procédé il y a trois ans à des changements d'importance, après le congédiement bruyant de Norman Webster, maintenant directeur de la *Gazette* et considéré comme faisant partie du club des quatre ou cinq journalistes du plus haut calibre au Canada. (Dans ce cas, ce que Toronto a perdu s'est transformé en gain pour Montréal. Parfois la fuite des cerveaux joue en sens inverse pour la communauté anglophone de Montréal).

Lorsque LE DEVOIR aura un nouveau visage à présenter aux lecteurs québécois, il ne fera que suivre le courant contemporain au Canada et en Amérique du Nord. Les journaux perdent de l'argent et des lecteurs. Au cours des deux dernières décennies, des dizaines de journaux réputés ont fermé leurs portes en Amérique du Nord — qui se souvient du *Montreal Star*?

A moins qu'ils ne réussissent à se réinventer, plusieurs journaux vont disparaître. Partout au Canada, la lutte va dans ce sens-là. Le combat se poursuit en cette ère de la télévision, de l'analphabetisme et des décrocheurs scolaires.